

COMBATTRE

POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire



France :
**A BAS LE « PACTE SOCIAL »
HOLLANDE-GALLOIS !**

p. 9



Obama réélu :
**Rien n'est réglé
pour l'impérialisme US** p. 21

Mali :
**L'impérialisme se prépare
à restaurer l'ordre bourgeois
à Bamako** p. 38

Contact :
ccit@cci-t.org
Site : <http://cci-t.org>

Sommaire complet.....p. 13

MALGRE DE PITEUX EFFORTS POUR DONNER LE CHANGE, HOLLANDE ET LE GOUVERNEMENT SONT ENTIEREMENT AU SERVICE DU CAPITAL

LE PS, PORTE UNE NOUVELLE FOIS A LA TETE DE LA 5^E REPUBLIQUE GAULLISTE

Au premier tour des élections législatives, les partis d'origine ouvrière ont totalisé 37 % des suffrages exprimés, dont 29,3 % pour les candidats du Parti socialiste, moins de 6,9 % pour ceux du Parti communiste français et du Parti de gauche, environ 0,9 % pour ceux de Lutte ouvrière et du Nouveau parti anticapitaliste.

À l'issue du second tour, François Hollande a constitué un gouvernement de coalition du PS avec les partis bourgeois PRG et EELV. Jean-Marc Ayrault a été nommé Premier ministre. L'objectif de ce gouvernement n'est pas plus de réduire la pauvreté ou d'empêcher les licenciements que de combattre le capitalisme ; il est d'être « plus compétitif... pour conquérir de nouveaux marchés » (Hollande, Le Monde, 28 août 2012). Les rares naïfs ou les opportunistes qui affirmaient que le gouvernement Hollande porterait un changement radical en sont pour leurs frais.

Qu'il s'agisse de l'accompagnement du patronat dans ses licenciements ou de ses budgets anti-ouvriers, le gouvernement Hollande-Ayrault est sans ambiguïté au service de la bourgeoisie, dans un contexte de crise capitaliste mondiale, de déclin du capitalisme français, de dette publique

colossale...

« La France traverse depuis quatre ans une crise sévère, qui a frappé l'ensemble de l'économie mondiale, et qui s'est ravivée depuis un an avec l'intensification de la crise européenne. Mais la crise n'explique pas tout ; elle a joué comme un révélateur des fragilités structurelles de l'économie française et de ses déséquilibres persistants. Le chômage frappe désormais plus de 10 % de la population active, des niveaux jamais atteints depuis 1999. La dette publique avoisine désormais les 90 % du PIB, les parts de marchés à l'exportation s'érodent continuellement depuis dix ans... » (Ministère du budget, Projet de loi des finances : rapport économique, social et financier, 2 octobre 2012, t. 1, p. 6)

Alors que la production manufacturière est en baisse et que les investissements stagnent, les prévisions de croissance économique pour 2012 ne cessent de se réduire, puisque d'une hypothèse initiale de 1,2 %, la prévision a été ramenée à la stagnation (0,3 %).

LE PS RATIFIE LES TRAITES EUROPEENS NEGOCIES PAR SARKOZY...

La France n'est pas la plus mal lotie car plusieurs pays de la zone euro sont en récession (Italie, Espagne, Royaume-Uni, Allemagne...). L'Union européenne est désormais l'épicentre de la crise capitaliste mondiale qui avait débuté aux États-Unis en 2007. Ce n'est pas tant le montant de la dette publique (proportionnellement moins importante qu'aux États-Unis et au Japon) qui a inquiété les capitalistes de la finance, que la division de l'Union européenne et de la zone euro. Certes, l'UE a adopté une monnaie commune (du moins 17 des 27 États qui la composent), mais elle ne constitue pas un État fédéral.

Les bourgeoisies européennes sont incapables de dissoudre les frontières archaïques et d'unifier le continent, comme la crise l'a révélé au grand jour. L'Union européenne reste une coalition hétéroclite entre les deux principaux pays impérialistes (l'Allemagne et la France), une puissance écartelée entre choix de l'UE et subordination aux États-Unis (la Grande-Bretagne), des impérialismes européens de taille réduite (Italie, Espagne, Pays-Bas...) et des pays dominés (Grèce, pays d'Europe centrale et orientale...).

La bourgeoisie allemande est favorable à une UE restreinte autour de ses subalternes (les gouvernements finlandais, autrichien, hollandais, polonais...), alors que la bourgeoisie française, épaulée des gouvernements espagnol, italien,

portugais, préfère une UE plus large qui lui laisse une place face à l'Allemagne.

Dans chaque pays, la partie la plus faible de la bourgeoisie reste hostile à l'Union européenne, ce qui se reflète politiquement en France au sein des partis bourgeois (une minorité de l'UMP, DLR, le FN) et aussi au sein du mouvement ouvrier (le PCF et le PdG).

Les différentes fractions des bourgeoisies d'Europe ne s'accordent que sur un point : faire payer la crise du capitalisme mondial aux travailleurs, et en particulier aux travailleurs grecs, irlandais, espagnols, portugais.

Pour tenter de sauver l'euro, voire l'Union européenne, tout en minimisant les sacrifices des États allemand et français, Merkel et Sarkozy ont négocié un compromis laborieux, en dépit de l'opposition de Cameron. À leur instigation, le Conseil européen a adopté deux nouveaux traités, le MES en mars 2011 et le TSCG en mars 2012.

Le parlement allemand a ratifié les deux en juin (grâce aux votes de la CDU, du FDP, des Grünen et du SPD). Le Parlement français a ratifié le premier traité en février (sans le PS), le second le 11 octobre (avec les votes du PS et de l'UMP).

...TANDIS QUE LE PCF ET LE PDG BRANDISSENT, COMME LE FN, LE DRAPEAU DE LA SOUVERAINETE NATIONALE

Le « Mécanisme européen de stabilité » (MES) est appliqué depuis septembre. Il instaure pour la zone euro un dispositif

similaire au FMI, doté de 500 milliards d'euros. Il servira à aider les États de la zone euro en difficulté. La France et l'Allemagne y disposent chacune d'un droit de veto. Le « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG) entrera en vigueur au plus tôt en 2013. Ce pacte budgétaire réaffirme la limite à l'endettement public décidée en 1992 (60 % du PIB) et tolère pour les États de la zone euro un certain déficit public en temps de récession tout en le limitant drastiquement en temps de croissance : leur « déficit structurel » ne devrait pas dépasser 0,5 % (ou 1 % du PIB, dans certains cas).

Rien ne permet de prétendre que le TSCG sera davantage respecté que le PSC. D'autant qu'il n'y a pas deux économistes qui s'entendent sur la définition d'un « déficit structurel ». D'ailleurs, un « économiste et syndicaliste » explique dans l'organe du PCF que l'objectif de 0,5 % de « déficit structurel » est compatible avec un peu plus de 3 % de « déficit courant » en 2013 :

« On ne peut pas bien sûr rejeter l'idée d'une maîtrise des déficits... La France peut dépasser les 3 % de déficit courant en 2013, tout en respectant cette norme de déficit structurel... » (Jean-Christophe Le Duigou, « Il y a déficits et déficits », L'Humanité dimanche, 13 septembre 2012)

En centrant la rentrée politique sur le TSCG, le PCF tente de minimiser la vague de licenciements.

« Parmi les batailles que nous avons à mener et elles sont nombreuses, notamment sur l'emploi, il y a le traité européen et elle est prioritaire. » (André Chassaing, « Pour redresser la France », L'Humanité dimanche, 13 septembre 2012)

Alors que le TSCG a été coécrit par le président français, le FN prétend qu'il s'agit d'une intrusion de l'étranger en France.

« Ce Traité est pourtant très lourd de conséquences : il transfère la souveraineté budgétaire de la France aux technocrates bruxellois, il instaure l'Europe allemande avec punitions et amendes automatiques, et il emprisonne la France et l'Europe dans l'austérité à vie. Pire, il nous obligera à payer les dettes des autres pays victimes de l'euro, comme nous l'avons déjà fait pour la Grèce, sans aucun résultat. Bref, c'est le diktat de la caste et des banques. » (FN, Exigeons un référendum sur le nouveau traité européen, septembre 2012)

Le PCF et le PdG défendent des positions similaires. Suivis par le NPA, le POI et une galaxie de nostalgiques de Staline et de Mao, ils ont réclamé aussi un référendum au nom de la nation.

« Ce traité mettra le budget de la France sous l'autorité de la Troïka : Banque centrale européenne, Fonds monétaire international, Commission européenne... » (PdG, Tract, 30 septembre 2012)

« Ratifier ce traité revient à se ligoter les mains pour très longtemps. À se condamner à l'austérité à perpétuité. Le niveau des impôts, leur nature, l'avenir des services publics celui des collectivités territoriales, de la Sécurité sociale dépendraient d'institutions extérieures... » (« Éditorial », L'Humanité dimanche, 27 septembre 2012)

Le PCF n'était pourtant pas sous la contrainte du TSCG quand il a bloqué les salaires avec le PS en 1982.

Aujourd'hui, les staliniens détroqués exigent du déficit pour sauver le capitalisme national, parfois en invoquant les mânes de l'économiste capitaliste Keynes. Mais le déficit public, bien antérieur au charlatan Keynes, et la dette publique qu'il génère n'ont rien de progressiste.

« La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État... marque de son empreinte l'ère capitaliste... Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. » (Karl Marx, Le Capital, I, ch.31)

En particulier, le déficit accompagne les guerres impérialistes et les crises capitalistes. L'État français n'a pas cessé d'être en déficit depuis 1975, en contre coup de la précédente crise capitaliste mondiale. Le président était alors Giscard et le budget fut voté par une majorité UDR-UDF (les ancêtres du MoDem, de l'UDI et de l'UMP). Sarkozy a considérablement aggravé la dette durant son mandat.

L'expérience de l'UE a prouvé que les États qui ont imposé des règles budgétaires (traité de Maastricht de 1992, pacte de stabilité et de croissance de 1999) les ont bafouées. Au printemps 1998, la plupart des 15 États membres ne respectaient pas la limite de 60 % de dette publique : Allemagne 61,2 %, Autriche 64,7 %, Espagne 67,4 %, Pays-Bas 70,0 %, Grèce 107,7 %, Italie 118,1 %, Belgique 118,1 % (Institut monétaire européen, Rapport, 14 mars 1998, p. 37). En outre, la France et la Belgique franchissaient la barre de 3 % de déficit. Cela n'empêcha pas le Conseil européen de mai 1998 de lancer l'euro avec tous ceux qui voulurent l'adopter.

« En novembre 2003, la France et l'Allemagne se trouvent durablement au-dessus de la barre des 3 % du PIB autorisés. La Commission européenne souhaite alors soumettre les deux États à la procédure des déficits excessifs... faute de quoi des sanctions financières leur seraient infligées. Mais ses recommandations, équivalant à une mise sous tutelle, ne peuvent recueillir la majorité nécessaire au Conseil des ministres du 25 novembre 2003 »... (Parlement européen, Quel avenir pour le Pacte de stabilité et de croissance ?, 2012)

Lors de la grande récession de 2008-2009, les règles du PSC sont piétinées par tous les États de l'UE. Face à la crise capitaliste mondiale, chaque État bourgeois a oublié le « libéralisme » pour se vouer au « keynésianisme » en distribuant généreusement les fonds publics à ses banques, à ses groupes capitalistes de l'automobile, à ses groupes de l'armement... et en atténuant par peur sociale l'impact de la crise sur les travailleurs (par exemple en prenant en charge le chômage partiel... ou le chômage pur et simple).

« Le Pacte de stabilité n'est plus respecté, en 2010, par la plupart des États membres. Ils connaissent en effet un déficit des finances publiques nettement supérieur à 3 % : 8,2 % pour la France, 6 % pour l'Allemagne et 6,9 % pour la moyenne de la zone euro. » (Parlement européen, Quel avenir pour le Pacte de stabilité et de croissance ? 2012).

Bien que le TSCG soit pour eux prioritaire, le PCF, le PdG et le NPA s'emploient aussi, avec les chefs de la CGT, de Solidaires, de la FSU, à d'autres diversions dans les entreprises, en particulier pour empêcher la grève générale contre les licenciements dans le groupe PSA, pour éviter toute perspective d'expropriation des capitalistes de l'automobile, de la distribution, de la sidérurgie... De fait, ils

convergent avec le PS et les dirigeants de la CFDT, de FO, de l'UNSA qui veulent avant tout sauver l'industrie capitaliste française et le capitalisme français.

Les dix députés Front de gauche (dont six sont membres du PCF, un du PdG et trois du groupuscule bourgeois FASE) ont refusé de s'associer à la majorité présidentielle. Il n'est pourtant pas question pour le PCF et le PdG d'affronter le gouvernement. Au contraire :

« Notre devoir d'alerte est une ardente obligation.

LE PATRONAT LICENCIE A TOUR DE BRAS, AVEC LA BENEDICTION DU MINISTRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF ET DU GOUVERNEMENT

Même si plusieurs usines ont fermé pendant les quatre premiers mois de 2012, de nombreux patrons avaient accepté de repousser leurs annonces de suppressions de postes après l'élection présidentielle, pour ne pas pénaliser Sarkozy, leur candidat. À l'époque, François Hollande plastronnait :

« Je ne laisserai pas faire ce cortège de plans sociaux qui auraient été différés et il y aura des responsabilités à prendre au sommet des entreprises. » (Hollande, France 2, 25 avril 2012)

Ils furent annoncés après les élections : le chiffre de 45 000 emplois directs a d'abord été avancé par la direction de la CGT – « *c'est un chiffre réaliste* » (Michel Sapin, ministre du Travail, RTL, 30 mai) –, puis il est monté à 60 000 dans 84 entreprises, ce qui pourrait impliquer, en incluant les emplois indirects, une perte de 307 000 emplois dans les deux prochaines années (Le Figaro, 17 mai 2012). Le gouvernement annonce qu'il ne les empêchera pas, quelle que soit la situation de l'entreprise :

« Nous ne souhaitons pas soutenir artificiellement des entreprises condamnées par avance. Nous soutiendrons les projets viables, pérennes, pour que la France retrouve sa puissance industrielle. » (Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, Libération, 25 mai 2012)

« Quand une entreprise fait cinq milliards de profits, comme c'est le cas dans Sanofi... elle a le droit de se réorganiser. » (Montebourg, Le Monde, 16 septembre 2012)

Tous les secteurs sont touchés. Des suppressions de postes sont prévues dans le bâtiment (35 000), les télécommunications (30 000 à 60 000 pour les opérateurs, 1 430 à Alcatel), les travaux publics (6 000), les transports (5 000 à Air France, 1 500 à la SNCF, 800 à la SNCM), la métallurgie et la sidérurgie (630 à Arcelor-Mittal, 550 à Pétroplus...), les banques (2 100 à la Banque de France, 850 au Crédit agricole, 300 à Dexia...), la distribution (3 000 à Carrefour...), la pharmacie (900 à Sanofi), l'audiovisuel (500 à France Télévisions), l'immobilier (5 000), l'agroalimentaire (250 à Doux)...

Le secteur automobile, emblématique du capitalisme français du siècle précédent, prévoit 13 000 suppressions de postes, dont 10 000 dans la seule entreprise PSA (soit 10 % de ses effectifs). En 2009, Sarkozy avait prêté 6,5 milliards d'euros sur cinq ans à PSA et Renault :

« Renault et PSA ont pris un engagement... de ne fermer aucun de leurs sites pendant la durée de ces prêts et de tout faire pour éviter les licenciements. » (Nicolas Sarkozy, Les Échos, 9 février 2009)

Nous devons tenir notre rôle d'éclaireur pour la majorité et être digne de la confiance qui nous a été donnée par les Français. » (Jean-Luc Mélenchon, Libération, 18 septembre 2012).

« Nous voulions garder notre liberté de parole au service de la gauche, au service de la France.... Nous proposons des alternatives. » (Pierre Laurent, France inter, 30 septembre 2012).

« Le groupe ne fermera pas d'usine en France... Et dans les circonstances actuelles, le groupe ne mettra pas en œuvre de plans de licenciements. » (Direction de PSA, Les Échos, 9 février 2009)

La famille Peugeot, installée en Suisse, fait partie des 50 plus grandes fortunes de France, le PDG de PSA Philippe Varin a reçu la légion d'honneur le 14 juillet 2011, il a perçu 3,253 millions d'euros en 2010 – les principaux dirigeants ont touché quant à eux entre 1 et 1,5 millions ; de 1999 à 2011, 2,8 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires – dont 250 millions pour 2011.

Le 12 juillet, la direction annonce 10 000 suppressions de postes, dont la fermeture du site d'Aulnay, une première dans l'automobile en France depuis Boulogne-Billancourt en 1992. Le gouvernement se contorsionne pour aider PSA à passer son plan, en affirmant d'abord qu'il « *ne l'accepte pas en l'état* » (Montebourg, Le Monde, 12 juillet 2012), que le projet est « *inacceptable en l'état... il faut une concertation... pour que le nombre de suppressions d'emploi soit réduit* » (Hollande, le 14 juillet 2012), puis il finit par assurer que « *l'entreprise étant "privée", c'est elle qui choisit son propre management* » (Pierre Moscovici, ministre de l'Économie, Le Monde, 15 juillet 2012). Loin d'empêcher le projet, il annonce le 25 juillet un plan de 500 millions d'euros d'aide aux constructeurs automobiles :

« Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, a salué mercredi 25 juillet les aides aux véhicules propres prévues par le gouvernement dans le cadre de son plan de soutien à la filière automobile. » (Le Monde, 25 juillet 2012)

Le rédacteur du rapport commandé par le gouvernement pour légitimer les suppressions de postes donne une caution au plan de PSA, que s'empresse de valider le ministre du Redressement productif :

« La nécessité, dans son principe, d'un plan de réorganisation des activités industrielles et de réduction des effectifs n'est malheureusement pas contestable. » (Emmanuel Sartorius, Les Échos, 11 septembre 2012)

« Le ministre du Redressement productif a déclaré ce mardi que le groupe automobile PSA Peugeot Citroën était « réellement en difficulté » et avait besoin d'une « restructuration ». » (L'Humanité, 11 septembre 2012)

Le Medef procède ainsi à un chantage aux licenciements en affirmant son souhait de généraliser les « accords compétitivité-emploi » (qui permettent de moduler à volonté les horaires et les salaires), d'instaurer un contrat de travail

unique (qui revient à une disparition du CDI), de transférer les cotisations sociales patronales vers la CSG (qui correspondrait à une offensive violente contre la Sécurité sociale), de durcir les conditions d'indemnisation des chômeurs...

Or, depuis le 4 octobre, les représentants de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC et de la CFE-CGC discutent de ces plans au siège du MEDEF.

LES DIRECTIONS SYNDICALES, EPAULEES PAR LE PCF, LE PDG, LO ET LE NPA PESENT DE TOUT LEUR POIDS CONTRE LA CENTRALISATION DU COMBAT DE LA CLASSE...

À PSA, à Arcelor-Mittal, Doux, Pétroplus, Sanofi, Carrefour... les travailleurs essaient de résister mais leurs tentatives restent isolées ou sont dévoyées dans les « journées d'action », les manifestations symboliques (déguisements, lâchers de ballon, jets de confettis, pneus brûlés...) par toutes les directions syndicales, dès lors qu'elles refusent de mener le combat pour l'abandon des plans patronaux, pour la grève générale contre tout licenciement, pour l'expropriation des capitalistes qui licencient. Elles encouragent la classe ouvrière à la fatalité :

« Une grève illimitée serait une erreur tactique : ça nous épuiserait rapidement financièrement et ça aurait un pouvoir de nuisance limité. » (Jean-Pierre Mercier, responsable CGT et responsable de LO à l'usine PSA d'Aulnay, Le Point, 14 juillet 2012)

« Il ne faut pas être utopiste, on n'aura pas les 1 400 suppressions d'emplois annulées. » (Nadine Cormier, responsable FO à l'usine PSA de La Janais, Le Télégramme, 11 septembre 2012),

Toutes les bureaucraties syndicales appuient le gouvernement : *« François Hollande va utiliser tous les leviers pour que le site de Rennes reste pérenne... un président à l'écoute qui nous a donné un droit de parole »* (Nadine Cormier, ibidem) et sont prêts à aménager les plans patronaux : *« Il faut revoir la philosophie générale du plan*

de PSA », (Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, L'Humanité, 17 juillet 2012).

La direction de la CGT a appelé à une « journée d'action » le 9 octobre, à l'initiative de la Fédération européenne de l'industrie, plusieurs mois après l'annonce des plans, non pas pour empêcher les suppressions de postes, encore moins pour affronter le gouvernement, mais pour « la défense de l'industrie et de l'emploi » : *« Il faut que le gouvernement prenne la mesure de l'urgence de la situation et des attentes »* (Thibault, L'Humanité, 29 août). Pour la direction de la CGT, il s'agit d'*« une mobilisation pour obtenir des négociations »* (Thibault, Le Monde, 9 octobre), pour « peser sur les négociations et permettre la relance de l'industrie et de l'emploi » (CGT, 4 octobre).

Pour le NPA, *« le mardi 9 a été une première étape qui pourrait déboucher sur une marche pour l'emploi du privé et du public »* (Tout est à nous, 11 octobre).

Les directions syndicales répondent ainsi aux propositions du gouvernement :

« Les organisations d'employeurs et de salariés doivent prendre leurs responsabilités, le gouvernement prendra aussi les siennes. » (Jean-Marc Ayrault, Discours de politique générale, 2 juillet 2012)

...ET POUR LA COLLABORATION DE CLASSE

Cette collaboration entre le gouvernement et les directions syndicales a été renforcée par la « conférence sociale » organisée par le gouvernement les 9 et 10 juillet. Elles se sont précipitées, plus de 200 représentants des syndicats et du patronat étaient présents :

« On ne mènera pas la politique de la chaise vide. » (Stéphane Lardy, secrétaire confédéral FO, Le Monde, 8 juillet 2012)

« Le secrétaire général de la CGT... s'est félicité de la « posture plus volontariste du gouvernement en matière de dialogue social ». Il l'a invité à prendre en compte les attentes des salariés « pour de réels changements de politique économique et sociale... pour changer en positif le quotidien des salariés. » (Le Monde, 6 juillet 2012)

Il s'agit d'associer étroitement les directions syndicales aux

plans du gouvernement en s'assurant de la participation à une série de négociations sur la « refondation de l'école », les licenciements, les accords compétitivité-emploi, l'assurance-chômage, le chômage partiel, la rupture conventionnelle, le Smic (indexation sur la croissance), les retraites, la CSG...

« Il y a beaucoup d'éléments positifs. » (Jean-Claude Mailly, Le Figaro, 10 juillet 2012)

« J'ai demandé à tous mes secrétaires nationaux d'annuler leurs vacances pour s'y préparer. » (François Chérèque, Le Monde, 11 juillet 2012)

« On est sur un cap nouveau... nous nous impliquerons sans réserve dans toutes les négociations. » (Bernard Thibault, Le Monde, 12 juillet 2012)

UN GOUVERNEMENT DOUX AVEC LES CAPITALISTES...

Les 500 Français les plus riches ont cumulé 267 milliards d'euros de gains en 2011 (somme équivalente aux recettes nettes de l'État), les dividendes de 2011 pour les entreprises du CAC 40, versés en 2012, ont augmenté de 5 % par rapport à l'année précédente.

Certes, le candidat et le nouveau gouvernement ont affiché qu'ils entendaient revenir sur certains des cadeaux de

Sarkozy et Fillon aux capitalistes : suppression de l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires (cela correspond à 3 des 20 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales), léger relèvement du barème de l'ISF (de 0,5 à 1,5 %, alors qu'il était de 1,8 % avant Sarkozy), prélèvement d'une taxe de 4 % sur les produits pétroliers (ce qui ne doit pas faire illusion quand on

sait que Total ne paie pas l'impôt sur les sociétés), prélèvement d'une taxe de 3 % sur les dividendes versés aux actionnaires, augmentation de la taxe sur les transactions financières de 0,1 à 0,2 % (elle ne s'applique que sur les 109 entreprises établies en France de plus d'un milliard d'euros de capitalisation boursière et est soumise à de fortes restrictions), établissement d'un taux marginal d'impôt sur le revenu à 45 % au-delà de 150 000 euros par an, établissement temporaire – deux ans – d'un taux marginal à 75 % pour les revenus annuels de plus d'un million d'euros (il inclut la CSG et la CRDS, il exclut les revenus du capital – soit 80 % - et ne devrait toucher qu'un millier de personnes), intégration des plus-values dans l'impôt sur les revenus (elles sont à présent soumises à un prélèvement forfaitaire)...

Mais, d'une part, le gouvernement ment en prétendant que « neuf foyers sur dix seront épargnés » (Ayrault, France 2, 27 septembre) car des millions de travailleurs vont être pénalisés par la hausse des droits d'accise sur la bière et le tabac (budget de la Sécu), le blocage des salaires des fonctionnaires, le « gel du barème » (le refus par le budget de l'État, depuis deux ans, d'ajuster sur l'inflation les tranches du revenu imposable) la refiscalisation des heures supplémentaires. Ainsi, selon Le Monde, nombre de salariés paieraient entre 3 % et 7 % d'IRPP en plus en 2013 (2 octobre).

« Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer les redevances annuelles, le système moderne de l'impôt est le corollaire obligé des emprunts nationaux. Les emprunts, qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur le champ, entraînent à leur suite un surcroît d'impôts. » (Karl Marx, Le Capital, I, ch. 31)

D'autre part, le gouvernement, qui est loin d'avoir supprimé toutes les « niches fiscales », ne cesse de reculer devant les exigences des professions libérales et des capitalistes, dont certains vautours de la spéculation sur les actions ou les œuvres d'art qui tentent de passer pour des pigeons.

...ET DUR AVEC LES PROLETAIRES

Le 1^{er} juillet, le gouvernement a augmenté le salaire minimum de 2 %, ce qui le porte à 1 118 euros par mois (net) pour un temps plein.

« Une chose est sûre, ce coup de pouce d'environ 2 % sera en grande partie un à-valoir sur la future hausse légale devant intervenir au plus tard au 1er janvier 2013. L'inflation constatée depuis novembre dernier (qui a servi au calcul de la dernière hausse légale) atteint 1,4 %. Le vrai coup de pouce sera donc de 0,6 point. » (Les Échos, 22 juin 2012)

Pas de quoi affoler le patronat :

« C'est une hausse raisonnable... Nous avons le sentiment que le gouvernement a tenu compte de nos inquiétudes sur la situation des entreprises. » (Medef, Le Monde, 26 juin 2012)

Les dépenses publiques, et donc le nombre de fonctionnaires, vont connaître en revanche une baisse radicale. Le gouvernement Ayrault a décidé un gel des dépenses « en valeur » (autrement dit, aucune augmentation), alors que le gouvernement Fillon procédait à un gel « en volume » (soit une augmentation à un rythme équivalent à l'inflation) :

« Quand une revendication légitime ou une préoccupation légitime s'exprime, il faut l'entendre, c'est ce que nous avons fait. » (Pierre Moscovici, France 2, 4 octobre 2012).

Aux yeux du gouvernement, les préoccupations des dizaines de milliers de travailleurs qui risquent de perdre leur emploi et celle des milliers de Roms qui se sont fait ou risquent de se faire expulser ne sont pas légitimes.

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici a tout fait pour encourager les récriminations du patronat. Fin août, le chef du gouvernement et une dizaine de ministres se rendent à « l'Université d'été » du Medef. C'est une première pour un Premier ministre en exercice, ce qui montre la docilité assumée par le gouvernement PS-PRG-EELV à l'égard du patronat :

« C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions. » (Ayrault, Libération, 29 août 2012)

« La compétitivité n'est pas un gros mot... d'abord fournir un cadre financier stable et favorable à l'investissement et à l'innovation. » (Moscovici, La Tribune, 30 août 2012)

« Arnaud Montebourg est « venu délivrer un message patriotique »... afin de « mobiliser la société autour du redressement de l'industrie ». » (Le Figaro, 31 août 2012)

Le gouvernement affiche qu'il est au service du capital :

« Je suis le Ministre de l'économie et des finances, et donc je suis le ministre des entreprises... la main est tendue et je crois qu'elle sera saisie... s'il y a des mesures qui sont de nature à dissuader l'investissement, il faudra y revenir... il faut des réformes de structure pour l'économie française. » (Moscovici, France Inter, 4 octobre 2012)

« Les dépenses de l'État seront strictement égales au niveau fixé en 2012, malgré l'augmentation des prix (1,75 %). » (Projet de loi de finances)

Pour 2013, cela inclut des baisses de 2,8 milliards des dépenses de fonctionnement (dépenses courantes), de 2 milliards des dépenses d'intervention (bourses, aides aux logements, subventions...), de 1,2 milliards des dépenses d'investissement (culture, transport, construction...)... En tout état de cause, les coupes sont plus fortes que sous Sarkozy.

Il est prévu que les effectifs de fonctionnaires diminuent de 2,5 % par an, à l'exception des emplois jugés « prioritaires » (11 000 postes). Sont jugés prioritaires l'enseignement (sans que tous les postes supprimés par Sarkozy soient rétablis), mais aussi l'appareil répressif de l'État bourgeois : la police, la gendarmerie et la justice. Pour les autres, cela correspond au non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois – 12 300 suppressions de postes pour 2013 –, en plus de la poursuite du blocage des promotions et du gel du point d'indice. 2,7 milliards sont également ponctionnées sur l'assurance-maladie.

Ainsi le budget 2013, « l'effort de redressement le plus important depuis trente ans » (Hollande, 7 septembre 2012), comprend 10 milliards d'euros de coupes budgétaires et 15,8 milliards d'impôts supplémentaires. Il est question de réduire le déficit à 3 % du PIB d'ici 2014 et de satisfaire les capitalistes de la finance :

« Nous présentons un budget sincère, sérieux et juste. Nous ferons les efforts nécessaires, car la qualité de notre signature est essentielle. Nous empruntons aujourd'hui à des taux très bas parce qu'on nous prête une certaine crédibilité budgétaire... Je connais aussi le fonctionnement des marchés : un desserrement des engagements pris auprès de l'Union européenne serait perçu comme un manquement à la discipline commune, coûteux en termes de taux

d'intérêt. » (Moscovici, Les Échos, 29 août 2012)

Le gouvernement cherche également à renforcer la précarité de l'emploi et à fournir de la main-d'œuvre à bon marché, à l'image des emplois-jeunes du gouvernement Jospin (1997-2002), avec deux dispositifs : les « emplois d'avenir » et les « contrats de génération ». 100 000 « emplois d'avenir » seront créés en 2013 pour des travailleurs peu ou pas qualifiés de 16 à 25 ans, pour une durée de un à trois ans, au moins au SMIC, ils seront financés à hauteur de 75 % du SMIC par l'État. Les contrats de génération, dont le contour reste à définir, permettront à une entreprise embauchant un travailleur de moins de 25 ans, placé sous la tutelle d'un travailleur de plus de 55 ans, de bénéficier jusqu'à cinq ans d'exonération de charges sur les deux salaires. Une aubaine pour le patronat !

COMME SOUS SARKOZY, LA CHASSE AUX ETRANGERS POUR DIVISER LA CLASSE OUVRIERE

Le 15 septembre, le gouvernement, qui admet que le fascisant FN parade dans la rue le 1^{er} mai, qui tolère que des chrétiens intégristes manifestent pour censurer les expositions ou les pièces de théâtre qui leur déplaisent, a interdit tout rassemblement des musulmans intégristes contre le film « *L'Innocence des musulmans* ».

Il est applaudi à propos de la loi « anti-terroriste » de chasse aux musulmans qui pourrait bien un jour servir contre les militants communistes internationalistes qui séjournent à l'étranger :

« Je constate qu'il reprend intégralement le projet de loi... qui avait été préparé par Claude Guéant. » (Éric Ciotti, L'Express, 17 septembre)

Les monarques des pays pétroliers qui oppriment les femmes et bafouent les libertés démocratiques restent bienvenus, comme sous Sarkozy.

Le gouvernement Hollande poursuit la politique du bouc émissaire contre les travailleurs étrangers. Après avoir enterré l'legalise, puisqu'une circulaire – le 26 août – fixe à présent les règles de l'expulsion des Roms :

« Nous rappelons que les ressortissants roumains ou bulgares ne peuvent rester en France sans titre de séjour que trois mois, sous réserves des « ressources » suffisantes. Au-delà de trois mois, ils ne peuvent rester en France que s'ils obtiennent un titre de séjour. »

Valls n'hésite pas à véhiculer des clichés racistes :

« Il n'est pas question de tolérer que des organisations criminelles ou certains clans familiaux organisent l'exploitation de la misère et la mise en coupe réglée d'une partie de ces migrants, les contraignant à des activités délinquantes dont ils tirent des profits réinvestis à l'étranger. » (Libération, 13 août 2012)

Cette stigmatisation venue d'en haut aboutit sur le terrain à d'insupportables dérives. À Marseille, un camp de Roms a été détruit par une partie de la population locale avec

la possibilité d'une mesure contre les contrôles aux faciès (la délivrance de récépissés) – « *il s'est avéré – je fais toute confiance à Manuel Valls, qui m'a convaincu – que ce n'était pas la bonne réponse* » (Ayrault, Le Monde, 27 septembre 2012) –, après avoir écarté le droit de vote des étrangers hors Union européenne – pourtant limité aux élections locales –, le gouvernement Ayrault, avec son ministre de l'Intérieur Valls, poursuit la chasse aux immigrés.

Il prolonge la politique de reconduite aux frontières, il projette d'allonger à 16 heures (contre 4 auparavant) la durée de rétention administrative d'un étranger pour vérification d'identité...

Loin de revenir sur la chasse aux Roms venus de Bulgarie, de Hongrie et de Roumanie, Valls l'intensifie : 3 000 d'entre eux ont été chassés depuis l'élection présidentielle et « *trois cents campements ou installations illicites devront être évacués d'ici à trois mois* » (Le Monde, 1^{er} septembre 2012). Il la

l'approbation d'une élue PS.

Le gouvernement est applaudi par l'UMP :

« Nous sommes très heureux de son action... C'est pour cela qu'il a l'appui d'un journal bien connu [Le Figaro]. (Serge Dassault, Libération, 11 septembre 2012).

Le PCF le félicite également :

« Après des années de lutte au côté des associations de défense des migrants Roms, le Parti communiste se félicite de sentir le souffle d'une volonté affichée de changement. » (Communiqué, 23 août 2012)

À la chasse aux immigrés de Valls, répond le « produisez français » de Montebourg. La priorité est l'intérêt de la bourgeoisie : d'une part, diviser les travailleurs pour les empêcher de combattre, d'autre part, défendre le capital français.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS TOUJOURS A LA MANŒUVRE :

FABIUS PREND LE RELAIS DE JUPPE

Lors de son intronisation, Hollande a rendu hommage à Jules Ferry, ministre de l'instruction du régime issu de l'écrasement de la Commune de Paris, président du Conseil des ministres... et colonisateur raciste.

« Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes... Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se

constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871. » (Jules Ferry, Discours au Conseil général des Vosges, 1879)

« Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures. » (Ferry, Discours à la Chambre, 1885)

Hollande, comme Sarkozy, se fixe pour tâche d'enrayer la perte d'influence de la France à l'échelle mondiale. Dans son discours à l'ONU, le 25 septembre, il légitimait les contre-révolutions islamistes en Afrique du Nord, par lesquelles les masses se voient priver de leurs révolutions :

« Je veux saluer ce qui s'est produit en Tunisie, en Libye, en Égypte... La France appuiera les nouvelles autorités politiques issues d'élections démocratiques dans ces pays. »

Comme en Libye, l'impérialisme français souhaite intervenir en Syrie, aux côtés notamment du gouvernement américain.

« Nous restons très vigilants avec nos alliés pour prévenir (l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien), qui serait pour la communauté internationale une cause légitime d'intervention directe. » (Hollande, Conférence des ambassadeurs, 27 août 2012)

Faute d'obtenir une coopération des gouvernements russe et chinois, les principaux impérialismes ont dû renoncer à une offensive directe. L'impérialisme français a décidé de

soutenir le Conseil national syrien (« *J'ai pris la décision au nom de la France de reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie, dès lors qu'il sera formé* », Hollande, Discours à l'ONU, 25 septembre 2012) et d'accorder son « *plein soutien* » (Laurent Fabius, Le Parisien, 3 octobre 2012) au bombardement de la Syrie par l'état-major turc.

Au Mali, qui fait partie de la zone d'influence de l'impérialisme français, Fabius envisageait dès juillet d'intervenir militairement, mentionnant cyniquement « *le risque d'une réaction contre le colonisateur* » (Le Monde, 13 juillet 2012). Le gouvernement français a sollicité un mandat de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest) – elle est présidée par Ouattara, installé en 2011 au pouvoir en Côte-d'Ivoire par Sarkozy – pour intervenir militairement au Mali.

« Il y a une résolution de l'ONU, nous sommes légalement couverts pour qu'une initiative soit prise... Il y a une légalité, il faut maintenant que les forces africaines s'organisent, déterminent une feuille de route, le fassent en collaboration avec les autorités françaises et nous appuierons logistiquement cette démarche. » (Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, Le Monde, 20 septembre 2012)

Hollande a officiellement enterré la « France-Afrique » à Dakar, mais son ministre des Affaires étrangères manifeste parfois plus ouvertement le néo-colonialisme de la bourgeoisie française :

« Il faudra soutenir l'autorité légitime à Bamako, aider sur le plan civil, reconstituer l'armée malienne. » (Fabius, France Inter, 7 octobre 2012)

IL N'Y A RIEN A ATTENDRE DU GOUVERNEMENT HOLLANDE-AYRAULT, BOURGEOIS PAR SON PROGRAMME, SA COMPOSITION ET SA POLITIQUE

Les travailleurs ont voté pour battre Sarkozy, pour défendre leurs intérêts. Le président Hollande et son gouvernement, après avoir bénéficié de leurs voix, leur ont tourné le dos pour continuer la politique de Sarkozy : augmentation de l'exploitation, acceptation des licenciements, renforcement des effectifs de la police, chasse aux immigrés, interventions militaires...

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls tente d'associer les organisations syndicales à sa politique capitaliste et à un

prétendu « pacte pour la compétitivité ». Contre la collaboration entre les classes, contre la soumission à la bourgeoisie sous couvert d'intérêt national, il faut aux exploités mener une lutte déterminée pour leurs intérêts et ceux de tous les travailleurs et futurs travailleurs. Pour cela, il faut que leur avant-garde se regroupe en un nouveau parti, un parti ouvrier, internationaliste dont le but sera la révolution socialiste, la destruction de l'État bourgeois, le pouvoir des travailleurs.

Aucun licenciement !

Expropriation de PSA, d'Arcelor-Mittal, de Sanofi, de Carrefour, d'Alcatel et de tous les groupes capitalistes qui licencient !

Diminution de la durée du travail sans baisse de salaire jusqu'à l'embauche de tous !

Rupture par les confédérations CGT, FO, CFDT de la discussion des plans de flexibilité du MEDEF !

Manifestation de toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière à l'Assemblée nationale pour empêcher l'adoption des budgets d'austérité de l'État et de la Sécurité sociale !

À bas la 5^e République ! Gouvernement des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe !



À BAS LE PLAN HOLLANDE-GALLOIS ! NON A TOUT « PACTE SOCIAL » SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS !

La crise mondiale du capitalisme se poursuit, avec d'un côté la baisse des taux de profit et de l'autre les licenciements. Dans l'Union européenne en particulier, les prévisions de croissance ne cessent de se réduire (+ 0,1% de PIB selon la Commission européenne) et le chômage ne cesse d'augmenter (11,8 % de la population active de l'UE en 2013).

Chaque bourgeoisie essaie de persuader les travailleurs du pays que l'économie doit rester dans ses mains, que l'ennemi est à l'étranger et que les exploités doivent faire des sacrifices supplémentaires pour assurer la « compétitivité » de « leur » capitalisme contre les autres. Mais, comme les autres en font autant, la concurrence s'intensifie. Aucune politique économique nationale ne permettra de sortir de la crise, au contraire, elles la renforcent toutes !

Le gouvernement Hollande-Ayrault cède, depuis le début, au chantage des capitalistes français. D'où son acceptation des plans de licenciements des groupes capitalistes de l'industrie, du commerce, de la finance et aussi ses attaques contre les travailleurs immigrés et spécialement les Roms qui servent de boucs émissaires.

Il vient de reprendre l'essentiel du rapport Gallois, remplaçant simplement pour les entreprises les 20 milliards d'allègements de charges par 20 milliards de crédits d'impôts, financés par l'augmentation de la TVA pour environ 10 milliards et par de nouvelles coupes budgétaires de 10 milliards (probablement dans les services publics). « *Nous avons été entendus* » déclare la présidente du Medef, Laurence Parisot.

Pour Louis Gallois, il faut construire un « *pacte social* » à partir des trois négociations en cours sur le financement de la protection sociale, l'entrée des représentants des salariés dans les conseils d'administration et la « *sécurisation des parcours professionnels* » (ce qui veut dire en termes hypocrites l'acceptation de périodes de chômage dans la vie de toute travailleuse, de tout travailleur).

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls veut associer les organisations syndicales à sa politique capitaliste et à un prétendu « *pacte pour la compétitivité* » pour désarmer et désorienter les travailleurs en les privant de leur organisation de défense collective. « *Il s'agit de trouver une sorte de consensus national pour faire en sorte que l'acte de produire soit encouragé dans notre pays et que l'industrie survive au lieu de s'affaisser* », déclare Arnaud Montebourg.

Loin de rejeter ce piège et de défendre fermement les intérêts des salariés, les directions syndicales admettent qu'il y a un intérêt national à défendre avec les patrons, qu'il y a un problème de compétitivité du pays et elles se sont empressées de participer au « *dialogue social* » pour mettre en place le « *pacte social* »: la « *conférence sociale* » du 9 juillet pour la flexibilité du « *marché du travail* » et les « *pactes « compétitivité-emploi* », le « *conseil d'orientation des retraites* », la « *refondation de l'école* », le « *pacte de confiance à l'hôpital* », la « *négociation* » du plan de licenciements de PSA à partir du 15 novembre...

Contre la collaboration entre les classes, contre la soumission à la bourgeoisie sous couvert d'intérêt national, il faut que les exploités mènent une lutte déterminée pour leurs intérêts et ceux de tous les travailleurs et futurs travailleurs. Pour cela, il faut que leur avant-garde se regroupe en un nouveau parti, un parti ouvrier, internationaliste dont le but sera la révolution socialiste, la destruction de l'État bourgeois, le pouvoir des travailleurs.

Non au prétendu pacte social de soumission aux capitalistes !

Rupture par les confédérations CGT, FO, CFTD de la discussion des plans de flexibilité du Medef !

Aucun licenciement !

**Expropriation de PSA, d'Arcelor-Mittal, de Sanofi, de Carrefour, d'Alcatel
et de tous les groupes capitalistes qui licencient !**

Diminution de la durée du travail sans baisse de salaire jusqu'à l'embauche de tous !

**Manifestation de toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière,
à l'Assemblée nationale,
pour empêcher l'adoption des budgets d'austérité de l'État et de la Sécurité sociale !**

À bas la 5^e République ! Gouvernement des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe !



COMMUNIQUE POUR LA LIBERATION ET LE RAPATRIEMENT IMMEDIAT D'AURORE MARTIN

Jeudi 1^{er} novembre, la police française a arrêté Aurore Martin, militante politique de l'organisation basque Batasuna, qui est tout à fait légale en France quoique interdite en Espagne, pour la remettre immédiatement à la police héritée du franquisme.

La raison invoquée est un « mandat d'arrêt européen » lancé par un juge espagnol en 2010 pour appartenance « à une organisation terroriste ». Elle risque pour cela jusqu'à 12 ans de prison.

En réalité, bafouant la liberté d'expression, la justice espagnole poursuit Aurore Martin pour sa seule participation à des réunions publiques en Espagne comme représentante de Batasuna.

Même Sarkozy n'avait pas osé arrêter Aurore Martin et la livrer à son ami Rajoy.

François Hollande et son gouvernement, après avoir poursuivi et intensifié la chasse aux Roms, s'illustrent à nouveau dans la remise en cause des libertés démocratiques avec cette arrestation et ce transfert d'une militante politique pour délit d'opinion.

Nous, partisans des États-Unis socialistes d'Europe, reconnaissant le droit de séparation du peuple basque de l'Espagne et de la France, nous prononçons inconditionnellement pour la libération d'Aurore Martin, la cessation de toute poursuite à son encontre et le droit de circuler librement en Europe pour les militants basques.

Il est de la responsabilité de toutes les organisations ouvrières, syndicats et partis, de mobiliser dans l'unité contre cette mesure autoritaire du gouvernement français et pour la libération d'Aurore Martin.

Le 3 novembre 2012.

Notre camarade Marie-Claude Belouze est morte le 21 octobre dernier des suites d'un cancer. Elle avait 64 ans.

Militante trotskyste depuis 1983, elle avait adhéré au PCI au moment où commençait la chasse aux sorcières menée par la direction lambertiste contre l'opposition naissante dans l'organisation face à la ligne de capitulation vis-à-vis de Mitterrand et au gouvernement de Front Populaire. Jeune militante, elle avait alors rejoint, malgré des pressions considérables, les positions défendues par Stéphane Just et fait partie de la charrette des militants exclus en 1984. Certains avaient alors abandonné tout combat politique.

Pas Marie-Claude. Ce n'était pas dans son caractère de combattante infatigable, capable de faire 150 km de nuit par des routes enneigées pour participer à sa réunion de cellule. Elle est restée fidèle jusqu'au bout à son engagement politique, du PCI au Comité fondé en 1984 par Stéphane Just jusqu'au CCI(T), malgré toutes les vicissitudes du combat politique dans une période difficile.

Enseignante de Lettres, c'était une militante syndicale reconnue par ses collègues comme responsable de sa section syndicale du SNES du collège de Feurs dans la Loire, à l'origine de très nombreuses prises de positions du courant Front Unique rassemblant syndiqués et non syndiqués contre la trahison des directions syndicales, pour les contraindre à cesser de négocier les plans et réformes du gouvernement ou d'appeler à la grève générale contre le gouvernement lors du mouvement pour défendre les retraites par exemple. Fidèle aussi à sa mission d'enseignante pour transmettre à ses élèves des savoirs et non des « compétences » ou des « savoir-faire » au rabais comme aurait pourtant voulu qu'elle fasse une Inspectrice pédagogique qui lui reprochait de faire un cours de grammaire...

Curieuse de la vie, passionnée de littérature, elle-même musicienne et peintre, elle illustrait à merveille la phrase de TERENCE que Marx aimait à reprendre : « rien de ce qui est humain ne m'est étranger ».

C'est une des nôtres qui est partie. Honneur à sa mémoire.

La direction du CCI(T).



L'ISLAMOPHOBIE : UN LAÏCISME DES IMBÉCILES ?

Un climat sinistre est en train de s'instaurer en France sous l'effet de la crise et des soubresauts internationaux inquiétants auxquels elle donne lieu.

Les processus révolutionnaires qui ont balayé les pays arabes au cours de l'hiver 2011, les interventions impérialistes en Lybie et en Afghanistan, les menaces de moins en moins voilées de probables et imminentes interventions en Syrie, en Iran, au Mali (voir dans ce même numéro l'article consacré à la situation dans ce pays par F. Lefrançois) semblent avoir ravivé un sentiment latent qui serpente dans les mentalités de certains secteurs de la population et est savamment entretenu par les classes dirigeantes : celui d'un rejet particulièrement prononcé contre toute manifestation religieuse ou culturelle portant l'empreinte du monde arabo-islamique.

Un épisode désormais aussi éloigné dans le temps que la guerre coloniale d'Algérie joue également un rôle non négligeable dans cet ensemble de manifestations qu'on peut rassembler, bien que ce terme ne soit pas exempt d'ambiguïtés et de confusions, sous le vocable d'« islamophobie ».

Entendons-nous bien, les révolutionnaires pourraient eux-mêmes à certains égards être taxés à bon droit d'« islamophobes » dans la mesure où leurs principes les portent à considérer la religion islamique, dans toutes ses variantes, comme une des manifestations de l'aliénation religieuse et le masque sous lequel se dissimule

DU SAUCISSON VIN ROUGE AU PAIN AU CHOCOLAT EN PASSANT PAR LA SOUPE AU COCHON

Il y a quelques mois, du temps de la présidence de Nicolas Sarkozy, et peu de temps après qu'un de ses proches, ayant occupé les fonctions de ministre de l'Intérieur ait été condamné pour propos raciste (fait inédit dans l'histoire de la V^{ème} République) un groupe de députés UMP représentant l'aile la plus droitière de ce parti et qui se donna le nom de « Droite populaire », se plaisait à organiser des apéritifs « saucisson-vin rouge », protestant, la main sur le cœur qu'il n'y avait de leur part aucune intention discriminatoire contre quiconque, mais seulement une façon d'entretenir de « saines » traditions festives nationales et de défendre contre l'intelligentsia cosmopolite parisienne (la plupart de ces parlementaires sont des élus du Sud-Est de la France) l'archétype du français « d'en-bas ».

Mais il ne s'agissait là que de politiciens à la petite semaine, sans doute soucieux (il faut reconnaître que sur ce point, ils n'avaient pas tort) de flatter bassement un électorat dont les suffrages étaient loin de leur être acquis à la veille d'élections présidentielles, puis législatives qui risquaient de se révéler calamiteuses pour la droite (et il faut reconnaître que sur ce point précis, ils n'avaient pas tort).

l'exploitation éhontée des travailleurs et des populations ainsi que la négation des droits démocratiques les plus élémentaires en particulier des femmes, dans nombre de théocraties comme l'Arabie Saoudite ou les Sultanats du golfe, mais aussi dans l'apparement plus moderne République islamique d'Iran.

Mais bien sûr, la position de ses mêmes révolutionnaires sur cette question, ne saurait rien avoir d'unilatéral et, de ce point de vue, on pourrait aussi bien leur appliquer le qualificatif de christianophobes, de judéophobes ou même de paganophobes.

De plus, la nécessaire lutte idéologique en défense de l'athéisme et d'une conception matérialiste du monde, ne peut revêtir pour des révolutionnaires authentiques aucun caractère de croisade contre les individus et d'imposition par la force d'on ne sait quel credo antireligieux.

Ce qui est déterminant en dernière instance, c'est évidemment la lutte des classes dont le développement conduit tout naturellement à l'extinction progressive des préjugés religieux, mais aussi nationaux, sociaux, sexuels ou culturels.

C'est dans cette optique qu'il convient d'examiner avec sérieux les dérapages inquiétants auxquels on assiste à une cadence de plus en plus accélérée ces derniers temps et qui sont potentiellement gros de menaces de divisions et d'affrontements stériles entre les travailleurs eux-mêmes.

Plus inquiétant et révélateur en revanche a été la sortie, qui en a surpris plus d'un, y compris dans son propre camp, où le ridicule achevé le dispute à l'odieux, d'un personnage en vue tel que Jean-François Copé, candidat à la Présidence du parti fondé par son mentor N. Sarkozy et dont c'est un secret de polichinelle que de dire qu'il est déjà dans les starting-blocks pour la prochaine Présidentielle de 2017.

Ce personnage a en effet feint de s'émouvoir du fait que de bons petits français (il a bien pris soin, et pour cause, de laisser dans le vague toute précision supplémentaire sur ces faits qu'il disait déplorer) se faisaient arracher leur pain au chocolat par des prédélinquants (évidemment musulmans, est-il besoin de le préciser ?) au sortir de l'école sous prétexte de jeûne du Ramadan !

Il est difficile de faire plus sordide et crapuleux dans le racisme rampant et il ne laisse pas d'être inquiétant de constater que, bien loin des comptoirs des cafés du commerce de l'hexagone, une telle indigence intellectuelle et irresponsabilité politique trouve des porte-parole jusque chez des habitués du « Fouquet's » et autres endroits branchés.



Poitiers : occupation du chantier de la mosquée par des militants nationalistes (octobre 2012)

Ces propos ont en outre l'inconvénient de faire presque apparaître comme intellectuellement plus présentables les érucations de la fille Le Pen contre la cuisine hallal que nos chères têtes blondes seraient contraintes d'ingurgiter à leur corps défendant dans les cantines scolaires ou encore sa prière respectueusement adressée aux autorités confessionnelles israélites de bien vouloir dans un souci d'équilibre avec le projet d'interdire le port du voile dans l'espace publique, réglementer le port de la kippa qui, personnellement, ne la gêne pas, a-telle tenu à préciser (sans doute au grand dam de papa, mais il faut bien se résoudre un jour ou l'autre à « tuer » le père, comme le théorisait un juif célèbre), mais risquerait d'introduire une inégalité de traitements contraire à cette loi de séparation de 1905 auquel elle jure, la main sur le cœur (au risque encore une fois de briser celui de son cher géniteur et de la cohorte de catholiques intégristes qui se sont ralliés *volentes nolentes* à son panache blanc au cours des précédentes décennies) qu'elle est indéfectiblement attachée (défense de rire, bien entendu !).

Le processus de banalisation de cette forme insidieuse de racisme est, il faut bien le constater, en voie d'enracinement dans la société française en crise et n'est pas sans rappeler la judéophobie (toujours au nom de la défense de la patrie et de ses valeurs) qui constitua dans l'entre-deux guerres une sorte de pont idéologique entre une extrême droite conservatrice, catholique et monarchique (représentée par l'Action Française et ses contondants Camelots du Roi) et des milieux républicains, voire issus de courants dévoyés du mouvement ouvrier (le « socialisme » à la Marcel Déat et le « communisme » hexagonal à la Jacques Doriot).

L'écho médiatique disproportionné donné aux gesticulations (notamment l'occupation du chantier de construction de la grande mosquée de Poitiers le 20 octobre dernier sous le parrainage qui serait bouffon dans d'autres circonstances de ce pauvre Charles Martel à qui depuis une certaine année 732, on a fait endosser tant de causes douteuses !) par le groupuscule fascisant « New Age » rebaptisé « Bloc identitaire » après avoir été interdit sous sa précédente dénomination d'« Unité Radicale », suite à la tentative d'assassinat perpétré par un de ses militants contre la personne du Président de la république de l'époque Jacques Chirac, le 14 juillet 2002.

La publicité donnée à la réunion à Orange (ville fétiche de l'extrême droite française puisqu'elle est dirigée par Jacques Bompard, exclu du Front National mais, qui, loin d'avoir lâché la barre, s'est reconverti en Président du groupuscule populiste et régionaliste « Ligue du Sud ») au début novembre d'une Convention de ce Bloc identitaire avec la participation en « guest stars » du député Christian Vanneste, exclu de l'UMP pour ses propos violemment homophobes et notamment pour avoir nié la déportation d'homosexuels français durant l'occupation nazie, Président (c'est fou ce que tous ces vieux rogatons de l'extrême droite aiment à présider !) du groupuscule ultra-souverainiste Rassemblement Pour la France (ce qui donne RPF, un sigle qui ne manquera

pas de rappeler des souvenirs aux plus anciens d'entre nous) et du député italien de la Lega Nord Mario Borghezio qui a tenu à lancer depuis la tribune un vibrant appel à la défense de « *notre race blanche* », ce qui ne nous rajeunit pas vraiment non plus.

Le devoir d'information que certains pourraient invoquer pour justifier une couverture aussi imposante au regard d'un événement aux dimensions quantitative et qualitative somme toute modestes ne peut être invoqué ici que si l'on prend le parti de surfer sur la vague islamophobe, comme c'est le cas, non plus seulement des attardés de l'extrême droite, mais d'une large frange de la classe politique s'étendant jusqu'à certains secteurs de la gauche institutionnelle, des déclarations de Manuel Valls sur les couleurs dominantes au marché de sa bonne ville d'Evry, avant même qu'il ne chausse les rangiers de Sarko-Guéant pour les battre à plate couture dans les disciplines imposées « *expulsion de Roms* » et « *poursuite des contrôles au faciès* » aux collusions répugnantes du « communiste » prétendument orthodoxe André Gérin pour stigmatiser une imaginaire dérive islamique massive de nos banlieues.

Il suffit de citer un passage significatif du discours du Président (encore un !) du Bloc Identitaire, Fabrice Robert, ancien membre du MNR de Napoléon (c'est ainsi que l'avait très amicalement surnommé son mentor, puis rival, Jean-Marie Le Pen) alias Bruno Meigret et dirigeant d'« Unité Radicale », pour être édifié sur la grande hauteur de vues et l'intérêt intellectuel marqué des références de ces soi-disant novateurs du paysage politique français.

Plaçant la convention d'Orange sous le patronage du régional de l'étape Raimbaud II d'Orange, un preux qui s'illustra lors de la première croisade (1096-1099 ce qui nous éloigne un peu de Charles Martel, sans vraiment nous rapprocher beaucoup de notre époque contemporaine), voilà quelle prose le Président Robert livre à la ferveur de son auditoire juvénile :

C'est sous l'effigie de Raimbaud II d'Orange, justement, que se sont tenus les débats des 550 militants identitaires. Un homme preux, le comte Raimbaud, héros de la 1^{ère} Croisade, qui n'écouait que sa foi et son courage. Selon les Chroniques franques, il « fut le premier sur le rempart de Saint-Jean d'Acre » pour tenter de reprendre la ville aux mahométans. Voilà quel est le grand destin des hommes, des vrais, qu'ils soient européens ou qu'ils appartiennent à d'autres peuples [...]

« Vivre pour une citadelle, et qu'au soir de sa vie, la citadelle soit libérée ! »

C'est beau comme l'Antique (ou presque), certes, mais on peut légitimement douter que cela constitue un apport de première importance aux questions qui préoccupent quotidiennement les travailleurs et s'interroger sur le sens qu'il y a à propulser de tels propos sur le devant de la scène.

LA TÂCHE DES RÉVOLUTIONNAIRES EST DE LUTTER PIED À PIED CONTRE L'ISLAMOPHOBIE COMME CONTRE TOUTE FORME D'IDÉOLOGIE RÉACTIONNAIRE

Semblable à un homme qui serait en train de se noyer et chercherait à s'agripper à n'importe quel débris flottant à proximité, la bourgeoisie en faillite peut à tout moment être tentée de chercher son salut dans des dérives autoritaires,

populistes, xénophobes ou carrément racistes.

Les révolutionnaires se doivent d'exercer la plus grande vigilance à propos de toutes ces manifestations, aussi

dérisoires peuvent-elles sembler au premier abord, car l'histoire a montré qu'ils ne peuvent se désintéresser, sans en subir eux-mêmes à plus ou moins longue échéance de lourdes conséquences, de la question de la défense des droits et libertés démocratiques qu'ils sont les seuls au contraire à pouvoir défendre et promouvoir jusqu'au bout grâce à leur programme fondé sur l'hégémonie politique et idéologique de la classe ouvrière, seule classe dont l'émancipation coïncidera avec celle de l'ensemble de la société et de l'humanité.

Cela vaut bien entendu pour l'islamophobie contemporaine dont nous venons d'illustrer quelques uns des aspects les plus inquiétants, mais plus généralement, pour toute autre forme de discrimination fondée sur la race, la religion, la nationalité, le genre ou encore l'orientation sexuelle.

C'est ainsi qu'il faut condamner avec la même fermeté les indéniables inflexions judéophobes qui parsèment les discours haineux de certains milieux intégristes musulmans, chrétiens ou prétendument laïcs, même quand ils osent se couvrir du prétexte de la juste défense des droits imprescriptibles du peuple palestinien.

Aucune concession ne doit être faite non plus au sexisme

éhonté qu'il s'exprime par la bouche d'un obscur imam de banlieue ou d'un vénérable député UMP émoussillé par la tenue vestimentaire de telle ou telle ministre gouvernementale, ou encore à l'homophobie tant sous la forme délirante qu'elle prend chez le cardinal-archevêque de Lyon qui a osé assimiler le mariage gay à une orgie permanente que sous celle, apparemment plus policée, du prélat parisien Monseigneur Vingt-Trois qui se contente d'utiliser sa chaire de Notre-Dame pour appeler ses ouailles à manifester leur désapprobation dans la rue.

Les droits des femmes, notamment à la libre disposition de leur corps et de leur sexualité, doivent être défendus bec et ongles.

C'est à ce prix que les révolutionnaires et leurs moyens d'expression en se faisant les pourfendeurs obstinés et résolus de toutes les oppressions engendrées par un mode de production en putrescence, gagneront en audience et joueront pleinement leur rôle de tribuns du peuple, facilitant ainsi l'accession au pouvoir d'un gouvernement des travailleurs capable d'assurer la transformation en profondeur des sociétés humaines et d'initier, après des millénaires de préhistoire, la véritable histoire de l'humanité.

B. Rienzi, le 12 novembre 2012.

SOMMAIRE

- Editorial : Malgré de piteux efforts pour donner le change, Hollande et le gouvernement sont au service du capital.....p. 2
- A bas le plan Hollande-Gallois ! Non à tout « pacte social » sur le dos des travailleurs !p. 9
- Communiqué pour la libération et le rapatriement immédiat d'Aurore Martin.....p. 10
- Hommage à notre camarade Marie-Claude Belouzep. 10
- L'islamophobie : un laïcisme des imbéciles ?p. 11
- PSA Aulnay : un très lent cauchemar et comment en sortirp. 14
- Quand la CGT combat pour la privatisation de la SNCF et contre la mobilisation des cheminotsp. 16
- Le droit du travail, un rempart ouvrier ou un outil patronalp. 18
- Obama réélu Président : rien n'est réglé pour l'impérialisme américain.....p. 21
- Sur la question de l'affaiblissement de l'impérialisme US et du leadershipp. 26
- Chine : l'émergence de l'impérialisme chinois et les tâches du prolétariat.....p. 27
- Sur l'élection présidentielle au Venezuelap. 33
- Tunisie : la contre-révolution peine à regrouper ses forcesp. 34
- Egypte : les forces de classe antagoniques se préparent à l'affrontementp.36
- Mali : l'impérialisme se prépare à restaurer l'ordre bourgeois à Bamako.....p. 38
- Massacre d'ouvriers par le Front populaire en Afrique du Sud.....p. 40
- Intervention au Congrès du syndicat CGT du Centre hospitalier de Rennes.....p. 42
- Motion à l'adresse de la Fédération CGT des Sapeurs Pompiersp. 43
- Qui sommes-nous ?p. 44

UN TRÈS LENT CAUCHEMAR ET COMMENT EN SORTIR

L'annonce de la fermeture envisagée du site PSA-Aulnay tout de suite après l'élection de Hollande, n'a pas constitué un éclair dans un ciel serein.

Dès la Fête de Lutte Ouvrière de la Pentecôte 2011, cette perspective avait été publiquement dénoncée par les dirigeants de LO qui se trouvent être également à la tête de la section CGT de l'entreprise.

Les très faibles démentis opposés à l'époque par la direction du groupe, arguant du fait qu'il ne s'agissait pas d'un projet arrêté, mais de conjectures envisagées à pure titre d'hypothèse ne pouvaient tromper personne.

Force est pourtant de constater que jusqu'à l'élection présidentielle de mai 2012, les directions des organisations se réclamant de la classe ouvrière (partis et syndicats confondus) n'ont pas jugé bon de préparer de façon sérieuse les travailleurs d'Aulnay et plus généralement ceux du groupe PSA ou encore ceux de l'ensemble de la branche automobile à cette éventualité pourtant beaucoup plus que probable.

Quand le 12 juillet, le plan de suppression du site, avec à la clef le licenciement de 8 300 travailleurs dans l'ensemble du groupe (sans compter les inévitables incidences sur la sous-traitance chiffrées à 30 000 pertes d'emplois par le syndicat Sud-Auto) devint officielle, l'émotion fut telle que même les nouveaux ministres du gouvernement Ayraut firent mine de hausser le ton.

On allait voir ce qu'on allait voir et le fringant Arnaud Montebourg fut même accusé par la presse aux ordres de s'en prendre odieusement à la famille Peugeot, censée être une

représentante exemplaire d'un patronat industriel et « patriote » (contrairement à Renault qui avait ouvertement collaboré avec les nazis, ce qui lui valut d'être nationalisé à la Libération).

Dès le 28 juin un rassemblement national de tous les travailleurs de l'automobile devant le siège de PSA, Avenue de la Grande Armée à Paris, avait vu la participation d'un nombre conséquent de travailleurs de PSA.

Quelques semaines plus tard, le 25 juillet, alors même qu'on était en pleine trêve estivale, une manifestation d'une certaine ampleur réunit les principaux représentants des organisations syndicales présents dans l'entreprise (y compris le syndicat-maison, héritier de la sinistre CFT) et un nombre conséquent de militants syndicaux et politiques toujours devant le siège parisien de l'entreprise.

Après avoir entendu certains des leaders syndicaux représentant aussi d'autres entreprises également touchées par les licenciements (Air France, Sanofi etc.) tenir de très mâles propos où il était question de « guerre » déclarée par les patrons à laquelle les salariés ne manqueraient pas de répondre dès la rentrée, eux aussi, par la « guerre », de « PSA=Assassins » ou encore de travailleurs d'Aulnay qui allaient devenir le « *pire cauchemar* » des dirigeants de l'entreprise et même du nouveau gouvernement, on défila jusqu'à l'Arc de Triomphe où un imposant cordon de CRS et gendarmes mobiles protégeaient de toute intrusion intempestive, sous le regard curieux de nombreux touristes, l'esplanade centrale où s'élève la flamme signalant la tombe du Soldat Inconnu.

UNE RENTRÉE CURIEUSEMENT ATONE

On s'attendait donc dès la rentrée à l'organisation de toute une série d'actions massives et unitaires visant à faire connaître dans le pays, non seulement le refus des travailleurs d'Aulnay d'être sacrifiés sur l'autel de la crise mondiale de l'industrie automobile, mais celui de tous les travailleurs, comprenant que l'attaque contre les ouvriers de Peugeot avait valeur de test pour imposer plus généralement une détérioration de leurs conditions de vie et de travail.

Mais il n'en fut rien.

À part quelques blocages de péages d'autoroutes, un débrayage partiel suivi d'une manifestation de 600 travailleurs aux abords de l'Élysée le 20 septembre, visant à accompagner une délégation reçue par Hollande, la participation le 29 septembre à un maigre rassemblement (300 participants dont un nombre minime de travailleurs d'Aulnay) organisé par l'UD CGT du 93 à la cité des 3 000 d'Aulnay, c'est-à-dire dans un lieu difficilement accessible à la participation d'autres travailleurs et l'adhésion enthousiaste à la journée d'action de la confédération CGT du 9 octobre qui avait surtout pour but de donner le change et d'éviter tout mouvement de généralisation dirigé contre le gouvernement Hollande en orientant de plus la juste colère des travailleurs et de la population dans l'impasse mortifère de la « relance de l'industrie française », l'automne n'a apporté aucun signe tangible non seulement d'une

mobilisation susceptible de faire réfléchir, sinon plier les patrons et le gouvernement, mais même d'une volonté véritable d'aller dans ce sens.

Pourtant, les raisons de mobilisation contre la direction PSA et le gouvernement, loin d'être atténuées sont, si possible, encore plus justifiées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient au début de l'été.

C'est d'abord la morgue avec laquelle Varin, le PDG du groupe, refuse de façon réitérée toute discussion sur la légitimité de son plan de fermeture du site d'Aulnay, multipliant les mensonges et les fausses annonces visant à désorienter et démobiliser les travailleurs.

C'est ainsi que fin septembre (cf. Lutte Ouvrière n° 2304 du 28 septembre 2012, p. 12), tombait l'annonce que la direction envisageait la suppression de 600 postes sur le site de Poissy, dont elle avait prétendu en juillet qu'il était prêt à accueillir 1 500 ouvriers « reclassés » d'Aulnay et celle de la vente de sa filiale logistique Gefco (transporteur de véhicules des usines de montage aux différents concessionnaires) à la société de chemins de fer russe RZD pour la coquette somme de 800 millions d'euros, plus un dividende exceptionnel de 100 millions sans s'embarrasser plus que cela du fait qu'elle avait également promis quelques semaines auparavant de reclasser à Gefco un certain nombre de travailleurs

d'Aulnay !

On n'a vraiment pas l'impression qu'une telle désinvolture cynique est le fait de patrons qui se sentent pris à la gorge et s'inquiètent de la mise en échec possible de leurs plans.

Reste à savoir ce qui peut les rendre si confiants, alors que dans le même temps les dirigeants de la section CGT de l'entreprise affirment que les « *travailleurs sont toujours mobilisés* » (Lutte Ouvrière n° 2308 du 26 octobre 2012, p. 12), ce que l'on veut bien croire, mais que les seuls constats d'avancées qu'ils sont capables de produire c'est le fait que lors du Comité Central d'Entreprise (CCE) du 25 octobre, la Direction a accepté de retirer de l'ordre du jour un point concernant l'autorisation des mobilités internes et externes (clairement un feu vert pour commencer dès maintenant l'entreprise de suppression du site d'Aulnay) et qu'elle a accepté en revanche de futures réunions de négociations sur

les revendications des travailleurs (ce qui semble le moins qu'on puisse exiger si l'on tient vraiment à donner à de telles instances une crédibilité minimum).

Alors que LO salue ce qui ne semble relever que de la plus élémentaire logique revendicative comme « *Un premier recul de la direction* » (LO n° 2309 du 2 novembre 2012, p. 13), elle n'hésite pas, dans un encart figurant dans la même page, à qualifier la réunion tripartite (patronat-gouvernement-syndicats) qui s'est tenue dans l'après-midi de ce même 25 octobre de « *Tripartite pour rien* » qui « *n'a confirmé qu'une seule chose : que le gouvernement n'est absolument pas prêt à s'affronter à la famille Peugeot et aux actionnaires, et que les travailleurs ne pourront compter que sur leurs propres forces* » (Ibid.), ce qui ne constitue pas, on en conviendra, une révélation d'une nouveauté bouleversante et à la hauteur de la mobilisation et des actions qui sont par ailleurs mises en avant.

LES EXPERTS À AULNAY

Que le gouvernement en ait rabattu par rapport aux rodomontades estivales de Montebourg et même de Hollande, est une évidence que nul, y compris les éditorialistes de droite, ne songe à nier.

S'exprimant devant les caméras de BFM-TV le 26 août, Montebourg n'évoquait plus un abandon du plan de licenciement, mais seulement son « *reformatage* » et il assortissait sa piteuse reculade d'un insupportable chantage ayant pour but de diviser les travailleurs et à les transformer de victimes en responsables potentiels des catastrophes risquant de s'abattre sur leurs camarades, en les appelant à « *la responsabilité économique pour ne pas affaiblir le constructeur* » et à « *penser à tous ceux qui restent. ... les 100 000 salariés qui restent à Peugeot* » car selon lui « *affaiblir Peugeot, ne pas l'aider si elle en a besoin, c'est risquer la descente aux enfers pour ceux qui restent* ».

Le plan qui était jugé « *inacceptable* » est donc ainsi devenu dans un premier temps négociable moyennant le sauvetage de quelques centaines d'emplois demandés humblement par Montebourg, mais que les dirigeants se sont bien gardés de promettre, alors même que le gouvernement décidait de garantir à la hauteur de 7 milliards d'euros la Banque PSA-Finance qui risquait une dégradation de sa note et par conséquent de devoir affronter des taux d'intérêt risquant d'amputer les dividendes des actionnaires.

Ce marché de dupes est la résultante directe du rapport sur la situation de PSA remis le 12 septembre par l'expert Emmanuel Sartorius qui, tout en dressant un tableau pessimiste de la situation financière de l'entreprise (justifiant ainsi au passage les projets de licenciements massifs imposés par le maintien de la sacro-sainte compétitivité), laissait entrevoir une possible sortie de crise pour le groupe, à condition, on s'en doutait un peu, qu'on aide l'entreprise à se

recapitaliser et à approfondir ses relations avec le groupe américain General-Motors.

Lequel, après avoir saccagé l'emploi et le cadre de vie de dizaines de milliers de travailleurs et de familles notamment dans la région de Détroit, a pu, grâce aux aides massives du gouvernement fédéral et à la collaboration active des dirigeants syndicaux de l'United Auto Workers (UAW), procéder à un « *assainissement* » de sa situation financière et de ses positions dans la compétition internationale, non sans recourir massivement bien sûr aux réductions de salaires, fermetures de sites, licenciements qui sont les conditions *sine quibus non* de la survie des grands groupes capitalistes qu'on vend aux travailleurs et aux populations sous l'étiquette alléchante de « *ré-industrialisation* » (sur la stratégie mise en œuvre avec succès par les grands groupes automobiles américains, cf. l'article French government bails out automaker PSA d'Antoine Lerougetel et Alex Lantier, paru sur le site Web du SEP des USA World Socialist Web Site).

Ce processus élaboré dans les think tanks d'Outre-Atlantique, a été expérimenté, malheureusement avec succès (grâce là-bas aussi à l'« *aimable* » participation des directions syndicales et politiques se réclamant de la classe ouvrière ou, plus génériquement, d'une gauche « *réaliste, ouverte et moderne* ») sous la houlette du patron de choc de FIAT, Sergio Marchionne ayant fait son apprentissage de grand patron au Canada et grand préconisateur d'une alliance stratégique avec les grands groupes américains, en l'occurrence Chrysler.

C'est celui qui très clairement se prépare en France avec la restructuration de PSA et les dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière du PCF-FdG à LO en passant par le NPA et un certain nombre de groupuscules qui gravitent autour, ne peuvent ni ne doivent l'ignorer.

COMMENT ENGAGER SANS TARDER LA BATAILLE

Dans cette situation, le premier principe que nous ont enseigné les dirigeants révolutionnaires historiques, c'est tout d'abord de dire la vérité :

♦ **Oui, il y a bien une crise mondiale de l'industrie automobile dont on ne peut sortir par des mesures keynésiennes ou protectionnistes**

Faire croire aux travailleurs, comme le font chacun à leur

manière LO et le NPA et avec une rhétorique encore plus grossière et chauvine (les patrons seraient avant tout de « *mauvais* » français !) le PCF et le PdG, que la seule cause des licenciements envisagés serait la seule volonté de la famille Peugeot de continuer à se gaver de profits (même s'il est évident qu'elle saisit la moindre occasion de le faire) c'est les démobiliser et les empêcher de comprendre à quel niveau doit se situer la riposte.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : vu la stagnation du marché en particulier des pays de la zone méditerranéenne dont on connaît la situation à bien des égards catastrophique (Espagne, Portugal, Italie, sans parler de la Grèce) le groupe PSA connaît une surproduction de véhicules de segment B (les voitures familiales) de 150 000 unités, alors que le marché européen dans son ensemble est en nette régression puisqu'il affiche en 2012 une prévision de 12,7 millions de véhicules vendus, soit 3,3 millions de moins qu'en 2007. Un des points que soulignaient avec une ironie involontaire (dont on ignore si elle fera réfléchir ses destinataires : sociaux-patriotes à la Mélenchon-Laurent-Thibault) le rapport Sartorius, c'est l'insuffisante surface internationale du groupe.

Quelle que puisse être par ailleurs l'utilisation biaisée qui peut être faite de cette constatation, il convient avant tout de prendre acte de sa réalité : contrairement à Renault qui a pris des dispositions pour s'implanter sur le marché russe, Peugeot n'est présent que de manière marginale (4 %) sur un marché aussi important que celui de la Chine et réalise la part la plus importante de ses ventes sur le marché saturé et en crise profonde de l'Europe, soit 60 % contre les 35 % de Volkswagen et les 53 % de Renault, tandis que les bénéfices nets de l'entreprise accusent une baisse en pourcentage de -37,6 % en 2011 par rapport à 2010, certes moindre que celle de Renault (-38,7 %) mais à comparer avec la hausse spectaculaire de Volkswagen (+118,6 %) ou encore plus impressionnante de Fiat-Chrysler (+290,4 %) (Source : mensuel Lotta Comunista n°505 de septembre 2012, p. 9).

La conclusion s'impose donc : dans le cadre du système capitaliste, la course à l'abîme (pour les travailleurs et leurs familles) dans laquelle nous entraîne, entre autres, les grands groupes de l'automobile comme PSA, ne peut être arrêtée, ni même freinée, sinon dans des mesures dérisoires et peu

significatives.

- ♦ **La seule solution réaliste pour les travailleurs de l'automobile comme pour tous les autres c'est la constitution dès maintenant d'une organisation centralisée de lutte qui impose par la grève générale de toute l'industrie automobile et au-delà, des mesures transitoires de réquisition et de gestion directe des entreprises dans la logique et dans la perspective d'un gouvernement ouvrier.**

Dans un tract récent distribué en commun par des militants du CCI (T) et du Groupe Bolchevik-Corep devant les sites d'Aulnay et de Rennes, tract qui a reçu un accueil attentif de la part des travailleurs, nos deux organisations affirmaient :

« Le pouvoir ne peut rester plus longtemps dans les mains de la minorité capitaliste qui mène la société à la catastrophe. Seuls des gouvernements ouvriers, expropriant les grands groupes automobiles pourront commencer à ordonner la production entre les différents pays, non plus en fonction du profit, mais en fonction des besoins des producteurs et des consommateurs et faire ainsi cesser le chômage, le gaspillage, la concurrence entre les travailleurs. Seuls des gouvernements ouvriers peuvent servir les travailleurs, leurs familles, préparer le dépérissement des frontières et le socialisme mondial. »

C'est à cette tâche que les militants trotskystes qui rédigent ce journal veulent contribuer et inciter leurs lecteurs et contacts à contribuer : elle peut aujourd'hui paraître disproportionnée et lointaine, mais c'est notre conviction que les très graves involutions en cours risquent de la placer sur l'agenda de l'humanité plus vite et avec plus d'intensité qu'on ne le pense.

B. Rienzi, le 12 novembre 2012.

QUAND LA DIRECTION DE LA CGT COMBAT POUR LA PRIVATISATION DE LA SNCF ET CONTRE LA MOBILISATION DES CHEMINOTS

« Organisés sous la forme de monopoles publics durant le XX^{ème} siècle, les chemins de fer européens s'ouvrent progressivement à la concurrence sous l'impulsion de l'Union européenne. Le transport de marchandises est totalement libéralisé depuis 2007 et une ouverture partielle du transport de voyageurs a été mise en œuvre en 2010 (pour les liaisons internationales avec possibilité de cabotage). La Commission européenne a annoncé vouloir soumettre en 2012 aux États et au Parlement un projet de réglementation visant à libéraliser totalement le transport ferroviaire, selon un calendrier et des modalités toutefois non encore définis.

Les objectifs de ce mouvement de concurrence croissante consistent à améliorer la productivité et la qualité du transport ferroviaire et à réduire son coût pour la collectivité, en remettant en cause le

monopole public, qui peut être source d'inefficacités. À cet égard, les exemples étrangers (notamment l'Allemagne et la Suède) montrent que la concurrence peut avoir des effets très bénéfiques pour les usagers comme pour les contribuables. Dans ce mouvement d'ouverture, la France est en retard par rapport à d'autres pays européens qui ont anticipé la transformation de leur système ferroviaire. » Rapport du Centre d'analyse stratégique sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs, 05/10/11.

C'est dans ce contexte de recherche de productivité et de réduction des coûts que nous, salariés de la SNCF, travaillons et militons. Et nous sommes bien loin d'être aidés dans notre tâche par nos directions syndicales.

Illustrations :

► Septembre 2012, une motion est présentée lors d'un conseil syndical CGT cheminot.

Cette motion remettait en cause le vote positif de la CGT émis le 27 juin 2012 sur l'avis rendu par le CESE (Conseil économique, social et environnemental) sur « l'ouverture à la concurrence des services ferroviaires régionaux de voyageurs ».

Avis où l'on trouve notamment les termes suivants : « *initier l'expérimentation de la concurrence dans le TER début 2015* », « *Préférer un allotissement par groupe de lignes cohérent et équilibré de taille moyenne* », « *Donner la priorité au reclassement interne en cas de pertes de marché* », « *Négociation d'un cadre social harmonisé en cas d'expérimentation réussie* »...

Cette motion stipulait entre autre :

- Que la CGT, en votant pour l'expérimentation de l'ouverture à la concurrence dans le TER, mettait en porte à faux les militants CGT dans leur lutte contre la privatisation des services publics du rail,
- Que ces délégués CGT n'avaient pas respecté le mandat pour lequel ils avaient été élus,
- Que le CESE n'était qu'un organe de collaboration de classe,
- Que nos délégués ne pouvaient pas participer à l'élaboration de la future loi car c'est participer à l'aménagement du système qui nous exploite...

Le secrétaire général de la région CGT cheminot, venu en personne comme de par hasard ce jour là, tenait le discours suivant :

- *L'avis a fait l'objet d'un débat démocratique au sein de la confédération et de la fédération, mais la CGT a décidé d'y participer (puisqu'on ne peut pas accepter la politique de la chaise vide) et d'y rendre un avis favorable. Favorable parce que la CGT a réussi à mettre dans cet avis « libéral », des éléments qui défendent le statut des cheminots français, par exemple : en limitant la transférabilité des personnels du rail, par la nécessité d'avoir un cadre social harmonisé, les entreprises privées ne pourront/voudront pas racheter le personnel SNCF à statut (seul cadre social harmonisé... pour l'instant), donc pas de rachat par le privé donc nous sommes protégés, (et quid des salariés des filiales ?)*
- *Que la CDFT et FO en s'abstenant sur cet avis, doivent être bien plus révolutionnaires que la CGT et moi je suis un social traître, ah ah ah,*
- *Qu'il faut faire confiance à nos délégués CGT, car il n'y a pas d'assemblée générale permanente pour décider de tout, d'ailleurs quand on laisse un peu trop de liberté de choix c'est le bazar, comme on le voit pour la succession de Bernard Thibault,*
- *Que de voter pour cet avis c'est comme de signer un*

protocole de fin de conflit quand on n'a plus de rapport de force. Il faut bien signer à un moment ou à un autre. Bon, après on peut se poser la question : dans quelles instances siéger ?

La motion n'a pas rallié la majorité du conseil syndical.

Devinette : qui était le rapporteur CGT de l'avis prononcé au Conseil économique et Social, prônant l'essai de l'ouverture à la concurrence ?

Thierry Lepaon nouveau secrétaire général de la confédération CGT !!!

► Octobre 2012, une journée d'action nationale intersyndicale sectorielle (pour la SNCF) a été décidée sur des questions d'emplois, de salaires...

Cette journée a été utilisée au niveau local pour lancer une grève reconductible pour lutter contre des suppressions de postes.

Le 1^{er} jour de grève, un permanent CGT arrive avec des propositions que la direction avait données la veille du conflit par téléphone au secteur CGT (n'arrivant pas à négocier avec les délégués de base, elle décide de passer par-dessus !!!).

Fort des deux, trois miettes lâchées par la direction, il vient sur notre piquet de grève et il nous sape le moral : « on est tout seul, seulement 25,3 % de grévistes pour notre secteur professionnel. Il faut avoir une stratégie devant la direction, savoir pour combien de jours de grève on part et quoi négocier... » Grosso modo, il fallait s'en tenir à la journée carrée décidée nationalement.

Et sans se présenter, il est venu faire ses leçons de morale devant l'assemblée de grévistes (dont, pour la plupart, c'était la 1^{ère} AG) en signalant que ce n'était pas comme ça que la CGT fonctionnait, qu'il fallait faire une assemblée de syndiqués avant l'assemblée générale, savoir quoi négocier...

Bien heureusement, l'assemblée de grévistes en a décidé tout autrement.

Il y a eu envahissement de la direction avec présentation de notre cahier de doléance, et face au mépris de la direction, la grève a été reconduite pour le lendemain.

Cette journée s'est déroulée sous le regard des caméras de FR3, qui montre dans le reportage la lutte locale contre les suppressions de postes, l'envahissement de la direction, le vote en AG pour la reconduction... et alors là c'était le comble pour le secteur CGT. Le secrétaire général a envoyé par texto au délégué qui s'était exprimé devant la caméra : « Je vous INTERDIS de vous exprimer au nom des cheminots de la région, vous avez sacrément à bien expliquer le caractère local du conflit si vous communiquez encore publiquement !!! »

Aucun permanent n'est venu troubler la suite du mouvement et nous avons évité la suppression de 2 postes au bout de 2 jours de grève. Mais la direction décide tout de même de supprimer 4 postes, l'assemblée de grévistes s'est promis de rester vigilante et de se remobiliser s'il le fallait pour arracher les derniers postes restants.

Bérénice, le 6 novembre 2012.

On nous communique cette étude intéressante d'étudiants en droit sur la révision du code du travail au menu des négociations entamées sous l'égide du gouvernement par le patronat et les directions syndicales.

LE DROIT DU TRAVAIL, UN REMPART OUVRIER OU UN OUTIL PATRONAL

Après la manifestation mercredi dernier en faveur d'une Europe sociale et contre l'austérité qui a rassemblé de nombreuses organisations syndicales, il semble intéressant de se replonger dans la lecture de la Chartes d'Amiens de 1906 du IX^{ème} Congrès de la CGT.

« La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... »

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en oeuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière (souligné par nous) Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des

salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait de tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. »

L'évocation de l'exploitation capitaliste de la classe ouvrière demeure une réalité aujourd'hui. Néanmoins, cela passait pendant un temps par des attaques indirectes et structurelles du salariat. Mais, au prétexte d'une crise de la finance ou plus exactement une crise du système capitaliste, les attaques contre le statut salarié se font plus virulentes, moins cachées. Pire, elles se présentent comme nécessaires, recherchent l'approbation des partenaires sociaux par la négociation d'accord (I) Article 45 de la loi Warsmann ou les prémisses des accords compétitivité emploi).

Derrière les prétendues nécessités économiques, se cachent souvent des techniques managériales visant à réduire les coûts du travail (II) Les techniques managériales et de gestion au service du capitalisme). Pourtant, la réduction des coûts du travail, ne devrait pas être une priorité pour un capitaliste rationnel. En effet, la part du coût de la main-d'œuvre dans le prix d'un service (tertiaire) ne représente qu'une part relativement faible. La raison d'être de la volonté de la baisse des coûts du travail et des salaires est ailleurs. Elle est le fruit de considérations plus larges, telles que des modes de gestions permettant de faire pression sur les salariés. Pire le chômage, connu comme risque social (assumé par la collectivité) n'est que le fruit du choix de gestion du patronat. Ces différents points, sans lien apparent, seront traités successivement dans cet article.

I] ARTICLE 45 DE LA LOI WARSMANN OU LES PREMISSSES DES ACCORDS « COMPETITIVITE EMPLOI »

La loi Warsmann, ou loi de simplification du droit et d'allègement des procédures administratives, contient un certain nombre de mesures relatives à la vie sociale des entreprises notamment l'article 45 qui insère dans le Code du travail un article L3122-6.

Cet article dispose que « la mise en place d'une répartition des horaires sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année prévue par un accord collectif ne constitue pas une modification du contrat de travail ».

Tout accord collectif peut donc, dorénavant, mettre en place une répartition des horaires sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année, sans que l'employeur soit obligé de recueillir l'accord express du salarié, ce qu'il devait faire jusqu'à présent pour pouvoir modifier le contrat de travail.

Il découle de cette disposition que le refus d'un salarié de se plier à cette modulation du temps de travail sera constitutif d'une faute disciplinaire pouvant conduire à une sanction pouvant aller jusqu'à son licenciement. En effet, à présent, lorsqu'un accord collectif optera pour cette disposition,

l'application de cette répartition des horaires s'apparentera à une modification des conditions de travail qui ne peut être refusée par le salarié sans être constitutif d'une faute.

Cet article 45 ne peut que faire naître de profondes craintes quant à son application. En effet, l'employeur qui aura réussi à négocier un accord collectif de modulation au sein de l'entreprise aura la possibilité d'imposer des horaires de travail sans consulter le salarié.

Il est donc possible d'imaginer l'hypothèse du salarié ayant des contraintes familiales (aller chercher ses enfants à l'école) et qui pourtant se verra dans l'obligation de prolonger ses journées de travail selon le bon vouloir de l'employeur ce qui pourra avoir pour conséquence de lui engendrer des coûts supplémentaires (garderie, nounou) qui ne seront, en aucun cas, compensés par une augmentation de son salaire dans la mesure où bien que la répartition des horaires puisse changer, il restera à 1 607 heures annuellement.

Cette loi, et en particulier cet article, ne représente qu'une pierre de l'édifice en construction par le patronat. Édifice qui mènera inéluctablement à la mort du Code du travail avec,

notamment, les « Accords compétitivité-emploi » en cours de négociation.

En effet, bien que certains aient pensé que cette proposition sarkozyste était morte née, en vérité, telle n'est pas le cas, bien au contraire.

La négociation nationale interprofessionnelle pour une meilleure sécurisation de l'emploi qui s'est ouverte dernièrement entre les partenaires sociaux en est une preuve irréfutable. En effet, le document d'orientation du gouvernement, bien qu'il n'emploie pas les termes tabous d'« accords compétitivité-emploi » ou de flexibilité, ne laisse pourtant aucun doute sur les véritables objectifs du futur projet de loi.

Le troisième domaine d'intervention des partenaires sociaux est formulé comme suit :

« Améliorer les dispositifs de maintien de l'emploi face aux aléas conjoncturels, pour éviter les licenciements et les pertes de compétences dans les entreprises confrontées à des difficultés.

Les outils à la disposition des entreprises, des salariés

Qu'est-ce donc que ces accords compétitivité emploi ? Quelle réalité dissimulent-ils ?

Les accords « compétitivité emploi » sont des accords négociés au sein de l'entreprise et qui permettraient de déroger non seulement à la loi, c'est-à-dire à toutes les protections minimales construites pour l'essentiel au cours du siècle écoulé, mais également au contrat de travail dans un sens défavorable aux salariés (ce qui n'est pas admis pour le moment). Pour résumer, ces accords défavorables aux salariés auraient, dans la hiérarchie des normes, une valeur supérieure à la loi et au contrat de travail.

Les accords « compétitivité-emploi » autoriseraient ainsi à revenir sur le salaire convenu individuellement, sur les horaires de travail ou la période d'exécution de la prestation de travail, sur tout autre élément essentiel de la relation individuelle de travail et, pourquoi pas, sur les régimes généraux applicables à celle-ci : indemnité à verser en cas de licenciement, congés payés, période d'essai ou préavis de rupture... et cela en échange d'une garantie de maintien d'emploi pendant un certain laps de temps lorsque l'entreprise se trouvera dans une conjoncture économique difficile (terme fourre-tout qui, selon l'interprétation donnée, veut tout et rien dire).

A titre d'exemple, en échange d'une garantie de maintien d'emploi pendant une certaine durée, un tel accord pourrait entraîner trois types de décisions :

- soit augmenter le temps de travail en gardant le même salaire,
- soit maintenir le temps de travail en baissant le salaire,
- soit baisser à la fois le temps de travail et le salaire

Afin d'illustrer cette abracadabrantesque situation, imaginons la position qui pourrait être celle d'un ouvrier spécialisé ou d'un employé de banque.

Lors de son engagement formalisé par la signature du contrat de travail, il convient avec son employeur d'une activité à temps plein qui se développerait selon des horaires traditionnels, grossièrement de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, pour une rémunération de 2 000 euros bruts par mois.

et de leurs représentants pour surmonter ces difficultés tout en maintenant l'emploi méritent d'être complétés, simplifiés, sécurisés, notamment en :

- apportant les garanties juridiques, pour les salariés et les entreprises, lorsque des accords collectifs d'entreprises visent à maintenir l'emploi et l'activité dans un contexte de difficultés conjoncturelles aiguës. Ces garanties devront porter notamment sur les conditions de conclusion de ces accords, sur la loyauté de leur application, sur les droits individuels du salarié dans le respect de nos engagements internationaux, et sur les conséquences pour les salariés du retour à une meilleure situation de l'entreprise à l'issue de l'accord ».

Ces phrases longues et, il est regrettable de l'admettre, parfaitement formulées pour éviter de choquer dans les chaumières, cachent une bien sombre réalité. En effet, l'idée est de reprendre telle quelle la proposition faite par notre très cher ex-Président, proposition que l'on se doit d'explicitier à présent.

Quelques mois plus tard, compte tenu de circonstances qui restent à définir mais dont chacun a compris qu'elles seraient en lien avec la fluctuation du "carnet de commandes", la société employeur, après avoir négocié avec les salariés, pourra imposer à son collaborateur d'exercer son activité six jours par semaine, par exemple de 17 à 23 heures, dimanche compris, pour une rémunération de 1 200 euros bruts par mois. S'il peut être dérogé aux règles relatives au temps de travail, il pourra en effet l'être tout autant s'agissant des rythmes, du salaire minimum ou du travail dominical ou de nuit.

Tout un chacun parvient à comprendre l'avantage certain d'un tel accord pour l'entreprise : cette dernière pourra embaucher sans préoccupation dans la mesure où elle saura par avance l'opportunité qui lui est offerte de revenir sur les engagements qu'elle a pris lors de la conclusion du contrat de travail.

Par contre, pour les salariés et les ménages de tels accords n'auraient pour conséquence que d'innombrables inconvénients. En effet, dès lors que le contrat de travail et la loi ne pourront résister à ces accords, le salarié sera soumis, bon gré mal gré, à cette flexibilité imposée dans la mesure où le salarié qui s'opposerait à cette modification décidée par accord s'exposerait à un licenciement qui, sans nul doute, interviendra pour une faute grave tirée de l'insubordination du salarié. Dans une telle hypothèse, le salarié se verra, de plus, privé de son indemnité de licenciement et de son préavis. La précarité du contrat de travail se doublerait ainsi d'une fragilisation économique de ceux qui refuseront la « flexibilité ».

La mise en place de ces accords qui doivent selon le gouvernement être dans une optique gagnant-gagnant annonce, avant même leur adoption, la défaite du salariat sur le patronat par KO mais surtout la fin des règles protectrices du droit du travail.

La mise à mort du Code du travail, annoncée et enclenchée il y a plusieurs décennies, se poursuit inexorablement et l'on peut craindre pour l'avenir des salariés et de leur famille si une telle mesure voit le jour.

II] LES TECHNIQUES MANAGERIALES ET DE GESTION AU SERVICE DU CAPITALIME

A] Les groupes d'entreprises et les règles managériales

L'article 1^{er} du décret n° 2008-1354 pris en application de la loi de modernisation de l'économie définit donc l'entreprise comme « *la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes* ».

Alors qu'ils ne représentent en France que **2 % des entreprises** et 6 % des unités légales, **les groupes emploient**

64 % des salariés (50 % dans les 36 000 groupes français et 14 % dans les 8 000 groupes étrangers). **À l'extrémité de la distribution, 217 grandes entreprises emploient 31 % des salariés.** Cette définition a permis de faire apparaître l'extrême dualisme du tissu productif imputable au poids des groupes. **Le poids économique des groupes s'apprécie également à travers leur contribution à la richesse nationale : ils réalisent 70 % de la valeur ajoutée des entreprises.**

Tableau 1 : Nombre d'entreprises par secteur et catégorie d'entreprises en 2009

Secteurs	Catégories d'entreprises				Total
	Micro-entreprises	Petites et moyennes entreprises	Entreprises de taille intermédiaire	Grandes entreprises	
Industrie	165 588	25 884	1 597	68	193 137
Construction	363 288	22 283	197	8	385 776
Commerce, transports, hébergement et restauration	818 113	47 309	1 522	64	867 008
Information et communication	68 087	4 633	229	18	72 967
Activités financières et d'assurance	48 707	1 294	171	24	50 196
Activités spécialisées, scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	380 098	19 072	519	24	399 713
Activités immobilières ; administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; autres activités de services	711 122	10 778	341	11	722 252
Total	2 555 003	131 253	4 576	217	2 691 049

Tableau 2 : Effectifs salariés par secteur et catégorie d'entreprises en 2009

Secteurs	Catégories d'entreprises				Total
	Micro-entreprises	Petites et moyennes entreprises	Entreprises de taille intermédiaire	Grandes entreprises	
Industrie	278 475	850 151	1 114 934	1 090 899	3 334 459
Construction	472 027	498 459	109 842	273 966	1 354 294
Commerce, transports, hébergement et restauration	942 626	1 222 418	857 281	1 423 674	4 445 999
Information et communication	53 395	140 161	179 370	256 567	629 493
Activités financières et d'assurance	17 595	20 283	64 419	543 384	645 681
Activités spécialisées, scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	319 006	512 520	360 163	300 182	1 491 871
Activités immobilières ; administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; autres activités de services	294 380	285 850	191 943	97 405	869 578
Total	2 377 504	3 529 842	2 877 952	3 986 077	12 771 375

Source : Insee, Esane et Lifi 2009

Un impact visible sur le chômage et l'emploi

La place croissante des groupes dans le tissu productif s'est traduite par une attention accrue aux performances financières qui ont contribué à la diffusion de méthodes de management prioritairement axées sur la réduction des coûts. *Cost cutting, lean management, down sizing et restructuring* sont ainsi passés dans le langage courant de managers et cabinets de conseil soucieux de réviser la structure des organisations et les modes de gestion et d'organisation du

travail afin de sauvegarder ou d'améliorer les performances des entreprises. Il est à ce propos frappant de constater qu'à la variété des problèmes de gestion susceptibles d'être posés (pertes de part de marché, équipement productif obsolète, transformation du périmètre du groupe, arrivée de nouveaux concurrents...) correspond une réponse quasi unique d'allègement de la masse salariale, par la réduction des effectifs notamment.

B] Le caractère trompeur des charges patronales

Notons tout d'abord que les charges patronales prélevées sur les salaires (environ 30% du salaire) ont pour moitié une origine légale et pour l'autre moitié une origine conventionnelle. Les conventions étant **librement** négociées par les partenaires sociaux et les employeurs (telle que la convention mettant en place la retraite complémentaire ARCCO et l'AGIRC). Dès lors il apparaît bien que les employeurs ont librement consenti la moitié de leur sujétion en matière de cotisations patronales. La loi ne leur a pas imposé, ils ont choisi cela. Il apparaît donc étonnant que les patrons se plaignent de versements librement acceptés.

De plus, il est important de savoir qu'un rapport du Trésor d'octobre 2012 précise que les charges supportées par les entreprises françaises étaient moins élevées que celles supportées par les entreprises allemandes pour les salaires inférieurs à 1700 euros. Cela s'explique par le caractère progressif des cotisations en France (en Allemagne c'est

dégressif par rapport au salaire).

A cela s'ajoute évidemment le fait que les entreprises ne supportent pas effectivement les charges ni même les impôts (pas même l'impôt sur les sociétés). La répercussion de ces coûts se fera sur le consommateur et sur le salarié (modération salariale). Le reste de ces sommes est récupérée fiscalement par le mécanisme des déductibilités du bénéfice imposable.

Enfin, pour les bas salaires (le SMIC), les dispositifs d'exonérations Fillon 2002 permettent à l'employeur de ne pratiquement pas payer de cotisations. On sait que les salaires au niveau du SMIC sont très nombreux. Mais cette exonération de charges patronales sur les bas salaires est supportée par la collectivité. Il y a un transfert des cotisations vers l'impôt (soit vers la collectivité).

C] Le chômage est-il un réel risque social ou le fruit de gestion du patronat?

Le patron a le choix entre l'internalisation ou externalisation (sous-traitance ou travailleur indépendant). En cas d'internalisation, il va embaucher. Il a pour cela le choix de nouveau entre CDD (ou intérim) ou CDI. Or on sait que la majorité des personnes inscrites à Pôle Emploi sont des personnes en fin de mission ou de contrat (les licenciements sont en fait constitutifs que d'une faible partie des chômeurs). Le patronat en ayant recours à des CDD sait qu'il va créer des chômeurs à la fin. C'est un choix de gestion du personnel. Notons que souvent, conclure un CDI serait moins coûteux lors de la rupture. Et pourtant les patrons persistent à

privilegier souvent les contrats à durée déterminée. Dès lors, le chômage est principalement la conséquence de choix de gestion du personnel par le patron. Il apparaît donc normal que ce soit les entreprises qui supportent le risque ainsi créé. Et pourtant, aujourd'hui, le risque chômage est supporté principalement par les cotisations du salarié. Ce qui nous amène à la conclusion suivante: le salarié (et la collectivité au travers des répercussions sur le consommateur notamment) supporte le coût social du risque chômage qui est principalement dû aux choix de gestion du personnel par le patron.

En conclusion:

Ce paysage d'insécurité sociale économique et juridique ne relève pas du fatalisme mondial ni de la nécessité de s'adapter. Il y a d'abord une logique qui découle d'un choix idéologique financier. L'argent comme finalité, l'argent comme moyen de pression. Le patronat, les gouvernements successifs, n'ont eu de cesse de réorganiser le modèle social français de sorte à favoriser la flexibilité du travail avec, pour objectif, d'en réduire le coût au bénéfice des



La négociation sur la réforme du marché du travail a repris jeudi 15 novembre à partir d'un texte patronal (15 novembre 2012)

actionnaires. Ainsi, c'est l'ensemble du dispositif de solidarité intergénérationnelle, de mutualisation des risques sociaux par le collectif de travail qui est remis en cause au profit d'un transfert du risque sur le seul salarié.

Le patronat veut éviter que le débat aboutisse à une définition européenne du statut du travailleur qui serait un premier pas vers l'harmonisation du droit du travail.

Lyon, le 14 novembre 2012.

OBAMA REELU PRESIDENT : RIEN N'EST REGLE POUR L'IMPERIALISME AMERICAIN

DEUX LIGNES AU SEIN DE LA BOURGEOISIE US SE SONT AFFRONTÉES

Dans le cadre d'une crise économique exceptionnelle, les élections présidentielles aux Etats-Unis viennent de se dérouler avec à la clé la victoire du président sortant Barack Obama. Le candidat démocrate l'a cette année emporté avec une faible marge contre le candidat républicain. Cette élection, qui a renforcé tous les clivages traditionnels de la société US, a consacré une division accrue au sein des cercles dirigeants et de la bourgeoisie nord-américaine.

En effet, Obama, candidat d'une tendance conciliatrice de la bourgeoisie américaine était pour continuer sur la ligne du compromis permanent entre l'ensemble des fractions du capital et entre les différentes classes sociales.

De son côté Romney, piètre candidat au demeurant, était sur la ligne d'une offensive beaucoup plus violente contre les salariés en interne et une politique beaucoup plus agressive

en externe. Le candidat républicain a ainsi fait campagne pour la liquidation totale du reste de l'Etat providence, pour le retour de la « morale » et pour un nouveau leadership du pays sur la scène internationale teinté d'un protectionnisme économique principalement tourné contre le rival-partenaire chinois.

Il est à noter que, de tous les prétendants aux primaires de son parti, il était sans doute le plus modéré. Il a dû composer en permanence avec son aile religieuse et raciste, hypothéquant d'emblée ses chances de succès en s'aliénant le vote des immigrants hispaniques par ses positions inflexibles sur l'immigration. Son cuisant échec le contraint à appeler lui aussi à l'union nationale, mais il y a fort à parier qu'il n'en sera rien du côté du Parti républicain qui sous le coup de la défaite est profondément divisé.

LE BILAN D'OBAMA : UNE POLITIQUE ANTI OUVRIERE QUI S'EST CONFIRMEE

Ceci dit, on est très loin de la ferveur quasi mystique de 2008 ou des millions d'Américains avaient voté pour en finir avec W. Bush, arrêter la guerre en Irak, et pour des changements économiques et politiques.

A l'époque dans CPFC n°15 de décembre 2008 nous indiquions :

« L'élection de Barack Obama, le 4 novembre dernier, est d'abord le résultat du rejet de la politique de Georges W. Bush : guerre en Irak, gestion catastrophique de la situation de crise suite à l'inondation de la Nouvelle Orléans, précarisation de l'ensemble de la classe ouvrière américaine bien avant l'éclatement de la crise du crédit (subprimes) partie visible en tout premier lieu de la crise économique qui menace le marché mondial et au premier chef l'impérialisme le plus puissant : les Etats-Unis. Son élection est également le produit de l'illusion qu'il pourrait incarner le changement à la fois par son programme et à la fois parce qu'il représenterait les minorités. Son programme a surtout séduit par les promesses de redistribution des « richesses » : augmentation du salaire minimum, proposition de lancement d'un vaste programme de protection publique de santé avec une couverture maladie obligatoire pour tous les enfants et une couverture santé universelle, droit à l'avortement qui, 35 ans après la légalisation de l'IVG par la cour suprême, est remis en cause par la cour suprême. »

Nous évoquions aussi le fait qu'Obama ne pouvait représenter le changement auprès des masses et en particulier des travailleurs noirs ou issus de l'immigration en ces termes :

« Le combat du prolétariat noir en particulier et de l'ensemble des minorités est un vrai combat pour la reconnaissance des droits civiques, des droits démocratiques et politiques. Mais Obama ne représente pas le prolétariat noir, ni les minorités en général. Il représente une frange de la bourgeoisie afro-américaine qui, sous l'impulsion de «

l'affirmative-action » lancée par John F. Kennedy (autre démocrate) à partir de 1961 et développée par Johnson, a pu se constituer. La politique dite de « discrimination positive » correspondait à la nécessité pour la bourgeoisie américaine, de faire émerger une petite bourgeoisie noire qui permettrait de contrôler le prolétariat noir et de cantonner son combat sur le terrain démocratique de l'égalité des droits, et en particulier celui d'aller se faire tuer au Viêt-Nam pour défendre les intérêts bien compris de l'Oncle Sam.

Il n'est pas question de discuter ici des « mérites » personnels contre « quotas » d'intégration des Noirs dans les Universités ou sur les postes publics réservés, mais bien de dire que la constitution d'une bourgeoisie noire dont sont issus Obama comme le général Colin Powell, commandant en chef de l'armée américaine lors de la première guerre en Irak ou Condoleeza Rice actuelle ministre des Affaires Etrangères de W. Bush, était nécessaire à l'impérialisme américain pour faire émerger, du cœur de la population noire, des soutiens indéfectibles à l'impérialisme américain par les intérêts qu'ils ont en commun avec la bourgeoisie « blanche ».

De ce point de vue, il est illusoire de penser que, parce qu'il est noir, il incarnerait le changement pour le prolétariat noir, et pour l'ensemble du prolétariat « des minorités ». Quant à incarner le changement, parce qu'il est démocrate et que son programme serait différent de celui des républicains, qu'en est-il en réalité ? ».

Et dès les premiers mois de 2009, avec le « sauvetage » de l'industrie automobile américaine (voir CPFC n°17 de juin 2009) ces nombreux constats se sont vérifiés et même bien au-delà de nos écrits de l'époque. Obama en toute circonstance a été du côté des capitalistes. Ce n'est pas une surprise en soi car Obama est le candidat d'un des deux partis de l'impérialisme US. Même sa seule « réussite sociale » n'en est pas une. A ce propos, John R. Mc Arthur, directeur

du Harper's Magazine et auteur de L'illusion Obama (éditions Les Arènes) dit fort justement dans une interview à L'Humanité Dimanche du 9 novembre 2012 :

« Sa seule réussite, c'est la réforme de la santé. Et c'est à mon avis un cadeau aux assureurs privés, puisque c'est l'Etat qui subventionne les 30 millions d'Américains qui en bénéficient. N'oubliez pas non plus qu'en 2012, son premier donateur privé a été la Banque Goldman Sachs¹. Il a également récolté deux fois la somme réunie par Romney auprès des avocats

et des lobbyistes de Washington. Tout le monde sait aujourd'hui qu'Obama n'est qu'un outil de la machine politique américaine. Vous verrez que, au cours de son deuxième mandat, il fera des compromis avec les républicains et même avec les Tea Parties. Il poursuivra son glissement inexorablement vers la droite ».

¹ Même si cette dernière a encore plus financé Romney.

LES USA S'ENFONCENT DANS LA CRISE, LE CHOMAGE ET LA PAUVRETE DE MASSE

C'est dans le contexte de la pire crise du capitalisme depuis 1929 que sont intervenues ces élections. Cette dernière s'exacerbe comme jamais même si pour le temps de la campagne, Obama et son gouvernement bourgeois ont survendu aux masses une pseudo reprise économique.

A les croire, officiellement la croissance serait de nouveau durablement installée. En outre, il y aurait eu depuis 2010 une baisse de 2 points du chômage à 8 % soit tout de même un doublement du nombre de chômeurs depuis 2008 avec au bas mot 25 millions de personnes sans travail. Mais en fait, il est plus juste de donner le chiffre de 15 à 18 % de chômeurs fourni par une partie des syndicats US. En effet, il faut savoir qu'une part importante des chômeurs américains, faute d'indemnité, ne prennent même plus la peine de s'inscrire à l'agence de l'emploi national la United States Employment Service, faussant grandement les chiffres du chômage.

Un autre chiffre témoigne de cette course à l'abîme : un Américain sur 6, soit 50 millions de personnes, ne mange pas à sa faim². Même la presse bourgeoise américaine s'en inquiète et ne peut plus masquer le problème. Sous la plume du journaliste Scott Shane un article du New York Times d'octobre 2012 dresse le portrait édifiant et sans concession de cette société ravagée par la pauvreté :

« Imaginez un candidat à la présidentielle américaine abordant sans tabou les problèmes et insistant sur le retard des Etats-Unis par rapport à des puissances économiques comparables. Ce candidat hypothétique pourrait ainsi s'engager à inverser la situation

calamiteuse de la pauvreté infantile en s'indignant que parmi les 35 pays les plus avancés l'Amérique occupe la 34ème place juste devant la Roumanie. Il pourrait s'attaquer à la politique éducative en observant que son pays ne se classe que 28ème pour le taux de scolarisation des enfants de quatre ans. Il pourrait encore évoquer la mortalité pour laquelle les Etats-Unis font pire que 48 autres pays et territoires ou signaler qu'en termes de mobilité sociale contrairement à une croyance fortement répandue, les Américains se trouvent à la remorque de la majorité des Européens, des Australiens et des Canadiens. Un tel candidat pourrait essayer d'enflammer son auditoire avec une figure de rhétorique bien connue en campagne : « America is indeed number one » (« l'Amérique est toujours la première ») serait-il en mesure de clamer : elle excelle à emprisonner ses citoyens, forte d'un taux d'incarcération bien supérieur à celui de la Russie, de Cuba, de l'Iran ou de la Chine ; elle brille loin devant le Mexique, deuxième pays au monde touché par l'obésité ; et consomme deux fois plus d'énergie que l'Allemagne. Ce type de candidat est quasiment inimaginable au regard de la culture politique des Etats-Unis.»

² Voir l'article consacré au mouvement Occupy Wall Street dans CPFC n°25 de février 2012 qui fournit des chiffres impressionnants de la montée de la pauvreté aux USA.

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS DU WISCONSIN A CHANGE LA DONNE DE LA LUTTE DES CLASSES AUX USA

Dans le même temps, on a assisté à une remontée significative des luttes ouvrières, sociales et étudiantes en 2012. En témoigne les très nombreuses grèves pour l'augmentation des salaires dans l'industrie comme chez Coca-Cola à East-Hartford ou Boeing, les imposantes manifestations étudiantes à Berkeley contre la baisse des budgets de l'enseignement supérieur, la grève des postiers de San Francisco et Oakland, la grande grève populaire des instituteurs de Chicago contre le maire Emmanuel Rahm (ex-bras droit d'Obama).

Mais c'est surtout le très puissant mouvement des travailleurs du Wisconsin au printemps 2011³ qui a remis au cœur de l'actualité politique la lutte des classes aux USA. Sans pour autant aboutir, ce mouvement a fortement secoué le dispositif politique de la bourgeoisie US. On peut aussi citer le mouvement petit bourgeois - avec de fortes limites politiques-, Occupy Wall Street en automne 2011⁴. Mais comme nous l'indiquions précédemment, faute de perspective politique et d'un puissant parti communiste révolutionnaire,

ces mouvements n'ont pas pu aboutir pleinement. Ici ou là des victoires économiques ou des reculs gouvernementaux (fédéraux ou locaux) ont été arrachés mais jamais d'un point de vue décisif.

En effet, à l'image du syndicat UAW qui a participé activement à la restructuration de l'industrie automobile US en 2009 ou de l'AFL-CIO dans le Wisconsin, les dirigeants et les directions ouvrières syndicales⁵ ont su endiguer ces mouvements en mettant tout leur poids politique dans la balance au compte d'Obama.

³ Voir l'article consacré à la grève du Wisconsin dans CPFC n°22 de mars 2011.

⁴ Voir l'article consacré au mouvement Occupy Wall Street dans CPFC n°25 de février 2012.

⁵ Qui restent entièrement inféodés à l'appareil du parti démocrate.

LA « VICTOIRE » D'OBAMA ET LA DEFAITE DU PARTI REPUBLICAIN FRAGILISENT UN PEU PLUS L'IMPERIALISME US

Pour en revenir aux élections, Obama a perdu dans ce contexte près de 8,8 millions de voix, ce qui est considérable pour une réélection. C'est même une première qui traduit l'affaiblissement considérable du président dans la société américaine. A titre de comparaison, Reagan, Clinton et W. Bush avaient tous augmenté sensiblement leur nombre de votants dans le cadre de leurs réélections. Quant à la candidature républicaine, loin du dynamisme évoqué par la presse bourgeoise américaine ou française, elle a perdu près de 2,1 millions de voix d'un scrutin à l'autre alors que les chiffres de 2008 étaient déjà considérés comme très faibles. Ceci témoigne d'un affaiblissement de ce pilier de

l'impérialisme US, ravagé qu'il est par les batailles incessantes pour le leadership entre les différentes tendances réactionnaires et chrétiennes qui le compose. Quant au Parti démocrate, la drôle de victoire d'Obama parvient à peine à masquer son affaiblissement continu. En outre, l'abstention a de nouveau fortement augmenté, franchissant la barre des 50 %. Et même si le taux d'abstention est calculé par rapport aux personnes en âge de voter et non sur la base des inscrits comme en France, il n'en demeure pas moins qu'une très importante part de la population américaine s'est réfugiée dans cette démarche lourde de sens pour l'ensemble du dispositif politique de la bourgeoisie américaine.

LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE DE 2012 : UN CHAMP DE BATAILLE ENTRE CAPITALISTES



Obama en meeting durant la campagne électorale (octobre 2012)

Dans le même temps ce fut la campagne présidentielle la plus chère de l'histoire des USA. Suite à une modification du financement de la vie politique intervenue en 2010 avec la création des « SuperPACs » (« super comités d'action politique »), le camp démocrate a amassé 1,08 milliards de dollars (573 millions en 2008), contre 1,13 milliards pour le camp républicain selon le Center for Responsive Politics, un organisme indépendant. Wall Street et les principales banques qui avaient financées principalement la campagne d'Obama en 2008 (son premier bailleur de fonds à l'époque était Goldman Sachs), se sont cette fois tournées prioritairement vers son rival. Romney a aussi bénéficié des larges faveurs des principaux milliardaires US et des généreux dons des grandes entreprises. De son côté Obama a séduit essentiellement l'industrie high-tech (Apple, Google, Facebook), les compagnies de divertissement d'Hollywood mais aussi l'AFL-CIO, le secteur juridique et 4 millions de petits donateurs. Là aussi, selon John R. McArthur, « le grand gagnant de l'élection, c'est l'argent ».

OBAMA ET ROMNEY POUR UNE UNION NATIONALE

C'est donc avec une très faible avance de 50,4 % des voix soit 60,6 millions d'exprimés qu'Obama a été réélu. Romney au passage réussissant un score de 48 % sur l'ensemble du territoire avec des pointes très importantes dans les états religieux et réactionnaires du centre et du sud du pays (l'Utah mormon, le Texas, l'Arizona ou le Kentucky). Les 15 autres candidats dont des candidatures ouvrières multiples se partageant les 1,6 % restant.

Ceci dit, des secteurs entiers de la jeunesse, de la classe ouvrière (les travailleurs de l'automobile de l'Ohio, les ouvriers de l'ensemble des Etats industriels du Midwest, les fonctionnaires du Wisconsin), des minorités, une partie de la petite-bourgeoise urbaine ont néanmoins voté Obama sans enthousiasme pour barrer la route à une possible



Obama et Romney lors du premier débat présidentiel (octobre 2012)

victoire du très réactionnaire Parti républicain et de son programme raciste et ultra capitaliste inspiré par une coalition délirante d'activistes religieux de tout poil, d'économistes libéraux et par le mouvement d'extrême droite du Tea Party⁶. Ainsi la combinaison d'un vote populaire, jeune, hispanique et noir a permis à Obama, en dépit de son bilan, de l'emporter dans plusieurs états réputés conservateurs. Grâce aux soutiens sans faille des directions syndicales AFL-CIO et Change to Win⁷, Obama a réussi à fédérer un important vote ouvrier dans l'Ohio mais aussi dans l'ensemble des états industriels tels que l'Iowa, le Michigan ou le Wisconsin. Sans enthousiasme comme nous l'avons vu car Obama dans son discours de victoire a esquissé les grands axes de son nouveau mandat en défense du système capitaliste et de

l'impérialisme US :

« Réduire nos déficits, réformer notre fiscalité, réparer notre politique d'immigration, réduire notre dépendance au pétrole venu de l'étranger... ».

Pour ce faire il en appelle aux républicains : « *Je vais travailler avec les dirigeants des deux partis* ». Ainsi, comme en 2008, Obama souhaite la mise en place d'un cadre d'union nationale. C'est le sens de son appel à une alliance avec les républicains en défense de l'impérialisme américain. L'ex-candidat républicain n'est pas en reste non plus et il a repris au bond la proposition d'Obama. Lucide d'un point de vue des enjeux pour les capitalistes américains, Romney a lancé le soir de sa défaite un appel à son camp et à celui des démocrates pour que cesse selon lui l'éternelle division.

« Notre nation est à un moment critique », a-t-il déclaré. « Dans un moment comme celui-ci, nous ne

OBAMA A-T-IL LES MOYENS D'ENRAYER LA CRISE DE L'IMPERIALISME US ?

Mais faut-il encore qu'Obama ait les moyens d'y parvenir. Ce qui n'était pas possible en 2008, en pleine apogée politique du candidat démocrate ne le sera certainement pas en 2012. La ligne du compromis permanent entre l'ensemble des fractions du capital et entre les différentes classes sociales n'a réglé aucun des problèmes du pays.

Bien au contraire, cette ligne politique réformiste n'a fait que reporter les échéances qui tôt au tard éclateront au grand jour avec d'autant plus de puissance qu'elles ont accumulé des contradictions mortifères. Ainsi, le problème essentiel du capitalisme nord-américain réside dans le fait qu'il n'a pas pu ni su trouver, dans le cadre de ces élections, la forme politique qui correspondrait le mieux à ses intérêts, c'est-à-dire la victoire d'un Romney et de son programme politique plus agressif tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Ce ne fut pas l'issue de ce scrutin avec au contraire la victoire du

POUR UN PARTI REVOLUTIONNAIRE AUX USA

Ceci dit, il manque un parti révolutionnaire décisif au prolétariat américain. En effet, ce dernier n'a jamais pu constituer son organisation politique de classe, malgré la tentative de constituer un parti communiste dans la dynamique de la Révolution bolchevique. Prolétariat puissant du plus important impérialisme, il a bénéficié des miettes des prébendes que ce dernier a prélevées sur le dos du monde entier. Une puissante aristocratie ouvrière a trouvé là de quoi se développer et encadrer de très près la classe ouvrière. La cohabitation entre un prolétariat relativement protégé et un prolétariat très précarisé, issu généralement des minorités, a perduré jusqu'à il y a peu. Ce temps est révolu avec la crise que nous connaissons.

Cependant, le mouvement des travailleurs du Wisconsin témoigne de cette tentative de début d'organisation. A un tout autre rapport d'échelle et sur le terrain déformé des élections, l'important score obtenu dans un bastion ouvrier de Seattle

pouvons pas prendre le risque des affrontements partisans et des postures politiciennes. Nos responsables doivent se tendre la main pour travailler, et nous aussi les citoyens ».

⁶ Mouvement d'extrême droite interne et externe au parti républicain, né en réaction à la victoire d'Obama en 2008.

⁷ Change to win est une centrale syndicale réformiste américaine formée en 2005 par des syndicats dissidents de l'AFL-CIO dont le SEIU et les Teamsters. Le congrès de fondation officiel fut tenu à St-Louis au Missouri en septembre 2005. Les résolutions adoptées durant ce congrès affirmèrent de nouveau la volonté de la nouvelle organisation de mettre toute l'énergie sur l'organisation des travailleurs syndiqués et non-syndiqués, de réduire la bureaucratie syndicale qui minait, selon eux, l'AFL-CIO. A la base, Change to win souhaitait aussi gagner en indépendance par rapport au parti démocrate.

démocrate.

Or le président Obama doit immédiatement commencer à répondre à l'aggravation de la crise économique en partie contenue dans le fameux vote sur la « falaise budgétaire » ou « fiscal cliff ». En effet, le gouffre fiscal qui s'annonce à la fin de l'année, causé par des milliards de dollars de hausses d'impôts et de coupes budgétaires automatiques (600 milliards de dollars) pourrait le forcer à définir dans l'urgence une autre politique qui façonnera la suite de son mandat avant même qu'il ne prête serment une seconde fois, en janvier 2013. C'est actuellement la crainte essentielle du grand capital américain : ne pas avoir de ligne politique directrice alors que la crise s'aggravant va nécessairement voir se dresser, comme ce fût le cas dans le Wisconsin, les masses contre les mesures du gouvernement fédéral.

par une candidate se réclamant du trotskysme lors d'élections locales qui se sont déroulés le même jour que l'élection présidentielle⁸ témoigne aussi de cette nouveauté. Dès lors, la situation économique continuant à s'aggraver la nécessité de s'organiser politiquement deviendra le principal enjeu de la prochaine période pour la classe ouvrière américaine toute entière.

⁸ « *Si une hirondelle ne fait pas forcément le printemps, il faut cependant faire connaître à toutes et à tous cet évènement historique qu'est le score de 27 % d'une candidate socialiste, classée à l'extrême-gauche (son groupe, Socialist Alternative, est membre du Comité for a Worker International, courant se réclamant du trotskysme), une syndicaliste féministe et hispanique, à Seattle. 27 % dans un score certes local, mais d'une ville importante, cela a une signification nationale et même internationale* » (extrait de l'article de Vincent Prémey dans Militant) ».

John Ewan MOORE, le 12 novembre 2012.

SUR LA QUESTION DE L'AFFAIBLISSEMENT DE L'IMPERIALISME US ET DU LEADERSHIP

Les questions relatives aux affaires étrangères ont peu été présentes durant l'élection présidentielle US. C'est une constante. Ceci dit, le premier mandat d'Obama n'a fait que confirmer l'affaiblissement continu de l'impérialisme américain de par le monde. Après un désengagement peu glorieux en Irak, et l'embourbement en Afghanistan (sans parler du Pakistan), les révolutions au Maghreb (Tunisie) et au Machrek (Egypte, Lybie) ont fortement secoué le dispositif de domination de l'impérialisme dans la région du Moyen-Orient. La situation en Syrie⁹ et le solo inquiétant d'Israël sur la question du nucléaire iranien étant là pour confirmer une perte d'influence dans la région. Avec la crise du capitalisme, les rivalités inter impérialistes ont réapparu. La Chine et de façon secondaire la Russie sont clairement apparues comme de potentiels futurs ennemis des Etats-Unis.

Il est aussi à noter que sur le plan de la politique étrangère, dès les premiers débats télévisés entre Obama et Romney une forme de convergence est apparue sur les questions afghanes, iraniennes, syriennes, même si l'entourage de Romney souhaitait un retour plus musclé et plus rapide au leadership US.

Ainsi, dans la convention des délégués républicains réunie à Tampa, Condoleeza Rice (ex-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de W. Bush) proche de Romney déclarait :

« Des dictateurs en Iran et en Syrie menacent la sécurité régionale, la Russie et la Chine empêchent d'y apporter une réponse et tout le monde se demande « Que fait l'Amérique ? » Vous savez, quand vos amis comme vos ennemis n'ont pas de réponse à cette question, il est probable que le monde devienne un endroit plus dangereux. Depuis la seconde guerre

mondiale, les Etats-Unis ont eu une réponse à cette question : nous défendons la liberté des peuples et l'économie de marché. [...] le poids du leadership était lourd, mais l'Amérique n'a pas le choix car, si nous ne sommes pas leader, soit personne ne le sera et ce sera le chaos, soit un autre pays qui ne partage pas nos valeurs occupera la place ».

Dans tous les cas, Obama risque aussi d'être harcelé sur la question de la perte bien réelle du leadership US par les faucons du Parti démocrate, comme Hillary Clinton¹⁰, qui sont farouchement pro-Israël¹¹. D'ores et déjà sa nouvelle administration va être confrontée à une épreuve de force imminente avec l'Iran dans le cadre du dossier nucléaire.

⁹ Sur la Syrie, l'administration Obama vient de lâcher le Conseil National Syrien (CNS), considéré comme la principale coalition d'opposition à Bachar Al Assad. Hillary Clinton a précisé que le CNS « ne peut plus être considéré comme le dirigeant visible de l'opposition ». La direction du CNS, essentiellement aux mains des Frères Musulmans a accusé les USA de vouloir le remodeler pour l'amener à négocier avec le régime. De fait, Washington semble prendre acte de l'incapacité de la rébellion à renverser le régime Syrien.

¹⁰ Hillary Clinton ne partageant plus les objectifs de la politique étrangère d'Obama, elle ne sera plus son secrétaire d'Etat dans le cadre du nouveau gouvernement.

¹¹ Sur le dossier Iranien ou Syrien, Obama semble rester relativement prudent tout comme sur la question palestinienne ou visiblement il ne changera pas de position, tant à cause du lobby pro-Israélien que du poids de plus en plus important du lobby saoudien qui est de facto le principal allié d'Israël.



Retrait des troupes américaines d'Irak (19 et 20 août 2010)

J.E MOORE, le 12 novembre 2012.

Nous publions ci-dessous un article sur la Chine de nos camarades du Groupe Bolchevik [CoReP], dans le cadre des échanges et de la collaboration qui s'installent entre nos deux organisations. Le CCI(T) partage l'analyse qui y est développée et la porte à la connaissance des lecteurs de CPFC et des militants révolutionnaires.

La direction du CCI(T).

Chine :

L'ÉMERGENCE DE L'IMPERIALISME CHINOIS ET LES TACHES DU PROLETARIAT

LE PLUS GRAND DES « PAYS ÉMERGENTS »

Le 18^e congrès du Parti « communiste » chinois vient de préparer en grande pompe le changement de la direction de l'État qui aura lieu officiellement au Parlement en mars. À cette occasion, il est apparu que les battus de la course au pouvoir politique (comme Bo Xilai) étaient directement liés, par leurs familles, à des entreprises capitalistes. Mais les vainqueurs (Xi Jinping, Li Keqiang) représentent tout autant cette classe sociale de capitalistes, comme leurs prédécesseurs (Hu Jintao, Wen Jiabao).

Le premier ministre Wen Jiabao a toujours affiché son souci des plus défavorisés. L'image a été peaufinée par la propagande d'un régime toujours communiste dans les discours qui a adopté dans les faits le capitalisme... Une enquête détaillée du New York Times sur la fortune accumulée par ses proches – la bagatelle de 2,7 milliards de dollars – notamment par sa femme Zhang Beili, surnommée « la reine des diamants » en raison de sa mainmise sur ce commerce, porte un coup à cette belle image. (Le Monde, 30 octobre 2012)

Cette nouvelle bourgeoisie est issue de la restauration capitaliste opérée à partir de 1991 par l'ancienne bureaucratie qui contrôlait l'État ouvrier dégénéré, de sa mutation en propriétaires d'entreprises et de la fusion de ceux-ci avec les capitalistes chinois de Hong Kong et d'autres issus de l'émigration. Elle mène, à l'intérieur, une lutte de classe implacable pour maintenir sa domination et son exploitation du prolétariat dont les rangs croissent et dont les combats collectifs ont commencé, et, à l'extérieur, à l'exportation du capital, à une domination croissante sur des pays africains et asiatiques ainsi qu'à un affrontement inévitable avec les vieilles puissances impérialiste pour le repartage du monde.

La Chine, grâce à l'exploitation d'une classe ouvrière de centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants, crée 15 % de la production manufacturière mondiale. Son économie est tributaire de l'exportation de ces marchandises qui représente 40 % de son PIB en 2011. La Chine assure aujourd'hui 10 % du commerce mondial de marchandises contre seulement 5 % en 2004. Elle produit 50 % des téléphones portables du monde, 40 % de l'acier, 25 % des téléviseurs, 25 % des porte-conteneurs et navires pétroliers, 15 % des automobiles et 70 % des jouets. Elle

est devenue le 6^e exportateur d'armes (Sipri, 19 mars 2012).

Le produit intérieur brut de la Chine est le deuxième du monde, derrière les États-Unis, devant le Japon et l'Allemagne. Le pays est le premier exportateur de biens du monde, devant l'Allemagne, les États-Unis et le Japon, et le quatrième exportateur de services. Sa monnaie, le yuan, commence à jouer un rôle régional en Asie. Son marché intérieur, un des rares à s'étendre, intéresse tous les capitaux, nationaux et étrangers, puisque les travailleurs sortent de la misère et que, surtout, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie urbaine estimées à 150 millions de personnes s'enrichissent. La Chine est en train de devenir un marché où l'on peut vendre des marchandises en grande quantité comme on peut les produire. L'État a généralement imposé, dans l'intérêt du capital national, aux investisseurs étrangers des co-entreprises et des « transferts de technologie ».

La Chine suscite les mêmes craintes et espoirs que le Japon dans les années 1980. Certains porte-paroles de la bourgeoisie espèrent que ce sera le nouveau « moteur de la croissance mondiale », relayant le Japon, les États-Unis en déclin et l'Union européenne qui semble sur le point de se disloquer ; d'autres brandissent un nouvel épouvantail pour justifier le militarisme et le protectionnisme.

Ils volent notre propriété intellectuelle, nos brevets, nos modèles, notre technologie, piratent nos ordinateurs et copient nos produits. (Mitt Romney, Le Monde, 26 octobre 2012)

Lors d'un sommet organisé à Vientiane, la capitale du Laos, devant des représentants de 50 pays d'Europe et d'Asie, le président français s'est fendu d'une charge contre la « concurrence déloyale » du yuan chinois. (La Tribune, 5 novembre 2012).

PSA continue à développer ses capacités de production en Chine... (L'Humanité dimanche, 13 septembre 2012).

Le bilan du libre-échange mondial proposé par l'Organisation mondiale du commerce est un désastre. On a laissé entrer la Chine dans l'OMC sans aucune contrepartie. (Arnaud Montebourg, Le Figaro, 22 octobre 2012).

20 ANS D'EXTORSION DE PLUS-VALUE ABSOLUE

La répression par l'armée de la révolte étudiante et ouvrière de 1989 a supprimé tout obstacle à la restauration

capitaliste par la bureaucratie privilégiée qui usurpait le pouvoir des travailleurs depuis 1949. Après une lutte

interne au sein d'un parti qui se réclamait encore de Staline et de Mao, Deng Xiaoping a déclenché la marche consciente au capitalisme entre 1990 et 1992 sous forme de « zones économiques spéciales » livrant les ouvriers chinois aux capitalistes étrangers. Dans les années qui suivirent, l'écrasante majorité des producteurs des villes et des campagnes a été transformée en prolétaires contraints de vendre leur force de travail, souvent dès 15 ans, avec le corollaire de ce « marché du travail » : la précarité de l'emploi et la création d'une armée de réserve (probablement 10 % de chômeurs dans la population active). Les capitalistes peuvent acheter librement la force de travail, tandis que le parti unique et l'appareil répressif de l'État bourgeois interdisent toute organisation indépendante au prolétariat.

Les profits des entreprises, en part de la valeur ajoutée, sont passés de 10,6 % en 1995 à 21,6 % en 2005. (Problèmes économiques, 15 février 2012)

Cause de la restauration du capitalisme, la Chine a vu s'accroître de manière inouïe les inégalités en matière de santé, d'éducation, de revenus et de patrimoines, bien plus grandes aujourd'hui que celles des États-Unis. Les 10 % les plus riches accaparent 45 % des richesses ; les 10 % les plus pauvres n'en obtiennent que 1,5 %. Le coefficient de Gini qui mesure les inégalités est passé en trente ans de 0,28 à 44,7 % (États-Unis : 40 % ; France: 32 % ; Japon : 25 % ; Suède : 25 %). À un pôle de la société quelques centaines de milliers de capitalistes, propriétaires des principaux moyens de production et leurs familles, dont la consommation ostentatoire rivalise avec celle de l'élite bourgeoise des vieux centres impérialistes.

Il y a en 2011, 115 milliardaires en dollars et 875 000 millionnaires, dont 55 000 possédant plus de 10 millions d'euros. (Anne-Marie Pradines, Hélène Lafaye, La Chine, Ellipses, 2012, p. 145)

Zong Quinghou qui est à la tête du groupe Wahaha est redevenu le plus riche du classement avec une richesse estimée à 12,6 milliards de dollars. (The Economist, 29 septembre 2012)

Quoique le revenu moyen reste très faible, la Chine est devenue, grâce à cette minorité de bourgeois, un des principaux débouchés de l'industrie du luxe.

Les millionnaires sont de plus en plus nombreux : la barre du million d'individus a été franchie, ce qui situe la Chine au troisième rang mondial, derrière les États-Unis et le Japon. À l'horizon de 2020, la Chine sera devenue le premier marché du luxe, totalisant 106 milliards de dollars grâce à une croissance insolente de 23 % par an sur la prochaine décennie. (Les Échos, 26 septembre 2012)

À l'autre pôle de la société, la classe ouvrière grandit. On l'estime à 400 millions de salariés. Chaque année, ce sont entre 10 et 15 millions de jeunes paysans qui arrivent en ville pour y travailler. Les 240 millions de migrants de l'intérieur (mingongs) sont discriminés car leur passeport intérieur (hukou) leur interdit de vivre en ville sans emploi et les prive de l'accès aux services sociaux des villes (santé, enseignement, logement).

Pour eux, point de sécurité d'emploi ni d'avantages sociaux, pour leurs enfants pas de scolarisation. Ce

sous-prolétariat d'origine rurale ne peut compter que sur sa force de travail pour survivre. Employé dans le secteur non étatique, il fournit la foule des manœuvres qui bâtissent les gratte-ciel, des ouvriers qui travaillent pour l'exportation, des cyclo-pousses, des chiffonniers, des nourrices, des domestiques, des prostituées. Victimes d'une forte discrimination et tenus à l'écart par la population et les autorités de la ville, ils vivent à la marge de la société, logent sur leurs chantiers, sous la toile de dortoirs temporaires, dans des huttes ou abris de fortune. Ils compensent l'infériorité de leurs salaires par l'accumulation d'heures supplémentaires. (Marie-Claire Bergère, Capitalismes et capitalistes en Chine, Perrin, 2007, p. 250)

Le salaire mensuel urbain est en moyenne l'équivalent de 380 euros, tous les travailleurs sont tenus de travailler 12 à 15 heures par jour, 6 jours sur 7. Toutes les brimades sont exercées par les patrons : confiscation des papiers des travailleurs, amendes, heures supplémentaires non rémunérées...

La loi de 2008 était censée imposer un contrat de travail à durée indéterminée, avec des compensations en cas de licenciement. Mais les entreprises ne la respectent pas. Une grande partie des travailleurs ne bénéficient toujours pas de contrats de travail. La précarité est la règle. Certaines entreprises, profitant de la crise, ont mis la clé sous la porte (surtout dans le sud du pays, dans le Guangdong) puis se sont reconstituées en réemployant leurs salariés sans leur reconnaître aucune ancienneté, parfois 30 % moins cher qu'avant ! (Anne-Marie Pradines, Hélène Lafaye, La Chine, Ellipses, 2012, p. 146)

Les entreprises qui ont fait 1 000 milliards de yuans de profits en 2010 n'ont versé que 2 milliards à la sécurité sociale. Aucune indemnisation de chômage n'existe et la couverture maladie reste plafonnée. Les accidents du travail sont légion. Plus de 3 000 mineurs meurent chaque année pour extraire le charbon. Les retraites restent faibles. Des villes et des provinces (comme Shanghai) tentent de repousser l'âge légal de la retraite de 60 à 65 ans.

Les conflits fonciers ne cessent de croître car les petits paysans et les citadins pauvres sont victimes de l'accaparement des terrains par les capitalistes immobiliers, appuyés par les autorités locales et la police.

La pollution est démentielle, suscitant des mouvements de protestation. Le pays est devenu le plus grand émetteur de CO2 dans le monde, devant les États-Unis. La pêche est interdite dans 70 % des rivières à cause de la pollution. L'urbanisation et la déforestation dégradent les terres arables et le climat. L'impunité des capitalistes conduit à des catastrophes comme l'absence de constructions aux normes sismiques (2 000 morts et plus de 12 000 blessés lors du tremblement de terre de Yushu en 2010), la contamination des aliments, de l'air et même du lait pour bébés (des dizaines de morts et des centaines de malades en 2008 qui ont conduit certains avocats des familles en prison). Les maladies respiratoires et les cancers sont en croissance exponentielle.

LA MUTATION DU CAPITALISME CHINOIS EN IMPERIALISME

Sans la révolution de 1949 et l'expropriation de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers en 1950, la Chine serait restée divisée, sous-développée, dominée par les puissances impérialistes. Lors de la guerre de Corée, la révolution chinoise a défié l'impérialisme le plus puissant de la planète et a réussi à le contenir. Cet épisode a préparé la victoire de 1975 de la révolution vietnamienne sur l'impérialisme américain.

Sur la base de l'unification nationale, de l'industrialisation permise par la collectivisation de l'économie, de la taille du pays et de ses ressources en main-d'œuvre, la nouvelle bourgeoisie s'affirme de plus en plus comme une puissance mondiale en profitant en particulier des difficultés de l'ancien impérialisme hégémonique, les États-Unis. Elle y est inéluctablement conduite pour s'assurer des débouchés et des ressources. Contrairement à ce que ses dirigeants prétendent et que quelques thuriféraires reprennent, la bourgeoisie impérialiste chinoise ne sera pas plus pacifique et plus respectueuse des peuples que celles qui l'ont précédée sur la voie de la domination impérialiste.

La Chine est le deuxième importateur du monde. Du Japon et de Corée du Sud, elle reçoit des pièces et des composants qui sont assemblées ou finis avant d'être vendus dans le monde entier. Tout en détenant le quasi monopole des « terres rares », des métaux nécessaires à l'industrie de haute technologie, elle importe massivement d'autres minerais, du pétrole, des produits agricoles.

Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées... (Vladimir Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916)

L'État aide ses groupes à s'assurer leurs approvisionnements.

La Chine s'est implantée dans quelques pays clés, comme l'Angola, premier producteur du continent, qui lui fournit près de 600 000 barils par jour. Soit près d'un quart de la production de ce pays lusophone. Mais elle ne se contente pas d'acheter, elle exploite aussi des gisements. Elle est le deuxième producteur en Angola dans plusieurs zones d'exploitation, attribuées en 2005 à Sinopec. Cette société d'hydrocarbures est, avec ses consœurs CNPC et CNOOC, le fer de lance chinois en Afrique. La CNPC est la tête de pont de cette industrie au Soudan... (L'Expansion, décembre 2009)

Les grands groupes capitalistes chinois, dont 46 font partie

du classement des 500 plus grandes multinationales en 2011 établi par le *Financial Times*, sont généralement partie prenante d'un oligopole sur le marché domestique.

Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. (Vladimir Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916)

Ces grosses entreprises sont cotées dans les bourses de Shanghai et de Hong-Kong et concurrencent dans le monde entier leurs rivales européennes, japonaises et étasuniennes dans de nombreuses branches : gaz et pétrole (CNPC, PetroChina, Sinopec, CNOOC), mines (Chinalco, CSE...), télécommunication et électronique (Huawei, ZTE, TCL, Lenovo, Haier, China Mobile...), BTP (Covec, CECI, CGG...), industrie ferroviaire (China Railway Construction), transports maritimes et ports (COSCO group, Hutchison Whampoa, CSSC, CSIC...), chimie (ChemChina, Sinochem), automobile (SAIC, BAIC, Geely, BYD, DFM...), sidérurgie (Baosteel...), électricité (SEG...), banque (BC, ICBC, CCB, ABC...).

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux. (Vladimir Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916)

Les « monopoles » chinois, non contents d'exporter leurs produits, s'installent de plus en plus à l'étranger, y fondent des filiales ou y rachètent des entreprises. Ridicules il y a une dizaine d'années, les « exportations des capitaux » (les investissements directs à l'étranger) de la Chine progressent sans cesse :

Entre 2008 et 2010, les investissements directs de la Chine en Europe ont été multipliés par six. Entre octobre 2010 et juin 2011, les emplettes européennes des Chinois se sont élevées à près de 64 milliards d'euros, la moitié des achats cumulés depuis 2008. (L'Expansion, décembre 2011)

Les investissements directs à l'étranger de la Chine ne cessent de croître. Près de 20 % des quelques 227 milliards de dollars d'investissements chinois effectués à ce jour l'ont été en 2009, une poussée d'autant plus remarquable dans le contexte de la chute, cette même année, du montant mondial des IDE. (Problèmes économiques, 15 février 2012)

L'impérialisme chinois avait cautionné, au Conseil de sécurité de l'ONU, l'intervention militaire des



Chine : manifestation nationaliste anti-japonaise (septembre 2012)

impérialismes occidentaux en Libye. Il a affirmé qu'on ne l'y reprendrait plus. Hu Jintao a refusé de voter des

sanctions contre le régime syrien. En effet, celui-ci est, comme l'Iran, un allié du bloc impérialiste russo-chinois.

LA MONTEE DU MILITARISME

À l'abri de l'ONU, l'État chinois a participé depuis 20 ans à 18 opérations de la « paix » qui permettent d'entraîner son armée, d'étudier les autres et d'intervenir à l'étranger. L'armée compte 2,3 millions de militaires et son budget augmente de 15 % chaque année.

En 2011, le budget de la défense était de 91,7 milliards de dollars, supérieur de 80 % à celui du Japon et de 200% à celui de l'Inde. De 1 à 20 en 2000, l'écart avec les États-Unis est tombé à 7. (Shen Dingli, Manière de voir, juin 2012)



La Chine "muscle" sa marine en inaugurant son premier porte-avions (port de Dalian, 22 septembre 2012)

La Chine arrive juste derrière les États-Unis pour ses dépenses en moyens de destruction. Elle s'est dotée d'un premier porte-avions. L'avion furtif J-20 a fait un premier essai le 11 janvier 2011, soit le jour même de la visite en Chine de Robert Gates, secrétaire américain à la défense. Ils s'ajoutent aux 60 sous-marins, au réseau de satellites et à l'armement nucléaire qui sont autant de moyens qui garantissent les intérêts de l'impérialisme chinois, qui ne se fait aucune illusion sur les méthodes de ses rivaux.

L'État chinois entend contrôler de détroit de Malacca par où passe, entre autres, son approvisionnement en pétrole

DE MULTIPLES OPPRESSIONS AGGRAVEES PAR LA RESTAURATION CAPITALISTE

Pour maintenir l'exploitation et l'oppression, la police est sans cesse renforcée.

Selon les statistiques officielles, le budget de la sécurité intérieure s'élève à 514 milliards de yuans (54,2 milliards d'euros) pour 2010, soit une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente, qui avait elle-même enregistré une augmentation de 8,9 % par rapport à 2008. Il atteint désormais le niveau du budget de la défense nationale. Ainsi le coût du maintien de la stabilité est de plus en plus élevé et le personnel qui en est chargé de plus en plus nombreux. (Jing Jun, Sun Liping, Shen Yuan et Guo Yuhua, Manière de voir, juin 2012)

Les libertés démocratiques sont restreintes. Sauf à Hong-Kong, seul le PCC est autorisé. Il accueillerait plus de

de la Chine (et celui du Japon) et desserrer l'encerclement militaire de l'impérialisme américain. L'armée participe à des manœuvres militaires au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai créée en 2001 avec la Russie et plusieurs pays d'Asie centrale. Elle édifie des bases navales (le « collier de perles ») tout au long de ses axes maritimes. En mer de Chine, le militarisme conduit à des frictions avec tous ses voisins (Japon, Corée du Sud, Vietnam, Taiwan et Philippines). Son agressivité à propos des îles Senkaku a conduit le Japon à renforcer son alliance avec les États-Unis. Ces derniers ouvrent une

nouvelle base en Australie, multiplie les manœuvres militaires avec l'armée japonaise et sud-coréenne, signent des accords de coopération militaire avec les Philippines, le Vietnam, arment Taiwan.

Des agressions ont visé des Japonais. La presse chinoise est censurée mais un journal a pu suggérer de bombarder le Japon avec l'arme atomique. Les revendications territoriales, la réactivation des sentiments antijaponais servent d'exutoires aux mécontentements social et politique grandissants. Et l'armée hypertrophiée peut aussi servir à réprimer les minorités nationales, la jeunesse et les travailleurs, si la police en uniforme et la police politique ne suffisent pas.

60 % des patrons dans ses rangs. Seule sa confédération syndicale est autorisée. Souvent, le syndicat de l'entreprise est présidé par le patron lui-même.

Les minorités nationales, en particulier Tibétains et Ouïghours, ne sont pas moins opprimées par l'État capitaliste que par la bureaucratie mao-stalinienne. En juillet 2009, la police a réprimé une révolte des Ouïghours, en causant 197 morts et plus de 1 600 blessés au Xianjiang. L'armée impérialiste joue un rôle décisif pour exploiter ces colonies intérieures.

Toujours sous contrôle de l'Armée populaire de libération, ces « brigades militaires » administrent 1,9 million d'habitants ; lèvent l'impôt dans les districts qu'elles dirigent ; possèdent 1 500 groupes industriels, commerciaux ou de construction dont

plusieurs cotés en bourse, et deux universités ; contrôlent un tiers des surfaces cultivées du Xianjiang, un quart de la production industrielle, entre la moitié et les deux tiers des exportations. (Martine Bulard, Manière de voir, juin 2012)

Les ouvriers immigrés africains sont les premières victimes du nationalisme et de la xénophobie.

En juillet 2009, un raid policier a failli mal tourner. Pour échapper à la police, deux Nigériens se sont défenestrés. Tous deux s'en sont sortis. Mais la rumeur de leur mort s'est rapidement propagée, donnant lieu à la première manifestation d'immigrés étrangers en Chine. (Tristan Coloma, Manière de voir, juin 2012)

LE CAPITALISME CHINOIS DANS LA CRISE MONDIALE

En 2008-2009, quand les PIB des États-Unis, du Japon, d'Allemagne, etc. baissèrent, celui de la Chine continua d'augmenter même si la croissance ralentit.

Comme dans tous les pays capitalistes, la crise mondiale a abouti à la destruction d'une partie du capital excédentaire et accéléré la concentration du capital.

La crise de ces PME chinoises est symbolisée par l'incroyable épidémie de banqueroutes dans la ville de Wenzhou, au cœur de la province exportatrice du Zhejiang. La presse chinoise affirmait jeudi que, depuis le début de l'année, plus de 200 patrons s'étaient enfuis ou se cachaient, après que leurs caisses se sont asséchées. D'autres se sont suicidés. Quelque 20% des 360 000 PME de la région auraient déjà dû fermer boutique, faute d'argent. Et la situation devrait empirer en janvier, au moment du Nouvel An chinois, période où traditionnellement les patrons profitent des vacances pour disparaître sans payer leurs salariés. (Le Figaro, 13 octobre 2011)

Le secteur bancaire chinois est dominé par les cinq grands établissements d'État qui détiennent 50 % des actifs totaux du secteur. L'explosion du crédit bancaire en 2009 a concerné toutes les banques, y compris les petites, mais, les cinq grandes récupèrent une part plus importante de dépôts que les petites banques moins liquides et sans soutien des autorités. L'évolution récente du marché du crédit devrait donc renforcer la position des grands établissements bancaires. (Problèmes économiques, 15 février 2012)

Comme dans tous les pays capitalistes, la classe ouvrière a fait les frais des fluctuations économiques et de l'inflation. Les capitalistes ont licencié en 2008-2009, sans indemnité ni protection sociale, 20 millions de travailleurs. Des millions de « mingongs » sont alors repartis dans les campagnes. Le gouvernement de Hu Jintao a aussi gelé, durant tout 2009, le salaire minimum.

Comme dans tous les pays capitalistes, l'État a stimulé artificiellement la demande par un « plan de relance » comportant deux volets : un « budgétaire » (l'augmentation des dépenses publiques de l'État, des provinces et des villes), l'autre « monétaire » (la facilitation du crédit).

L'annonce par le gouvernement chinois, en

Pour assurer la cohésion sociale, le régime recourt au nationalisme et même à la religion. Le gouvernement a financé dans le monde plus de 200 centres de diffusion de la doctrine de Confucius. Celui-ci défendait l'unité de la Chine autour de son empereur contre les ennemis de l'extérieur...

La situation des femmes a régressé. L'avortement est souvent utilisé pour s'assurer que l'enfant unique est un garçon. Le déséquilibre démographique des sexes est tel qu'une partie significative des hommes pauvres est vouée au célibat, tandis que les hommes riches disposent de concubines. Le sida, que le gouvernement minimise, se développe sans politique de prévention ni accès gratuit aux soins.

novembre 2008, d'un plan de relance de 4 000 milliards de yuans (585 mds de dollars) a entraîné une surenchère de déclarations, de plans complémentaires (ministères techniques, autorités locales)... La forte mobilisation des banques a été préparée dès septembre 2008 avec les réductions successives du taux de réserves obligatoires (principal instrument de politique monétaire en Chine) lesquelles ont permis d'injecter près de 1200 mds de yuans dans un système bancaire qui était déjà très liquide. (Ambassade de France, Bulletin économique Chine, mai 2009)

Comme dans tous les pays capitalistes, le volet budgétaire donnait la priorité à l'investissement sur la consommation. Mais, comme tous les pays capitalistes producteurs d'automobiles, il a comporté en 2009-2010 une « prime à la casse » pour subventionner l'achat de véhicules individuels (4 milliards de yuans).

La croissance, qui reste forte (7,8 % en 2012, selon la dernière estimation du FMI), n'a cependant pas rattrapé le rythme d'avant la crise mondiale. Et, comme dans tous les pays capitalistes, les remèdes keynésiens préparent la prochaine crise : surcapacités de production, inflation, bulle immobilière, dette publique, fragilisation des banques...

Dopé par le coût artificiellement bas du capital et la faiblesse des impôts sur les entreprises, le taux d'investissement a vraisemblablement franchi la barre des 50 % du PIB en 2010, contre 38 % en 1988. En valeur absolue, le montant de l'investissement en Chine dépasse désormais celui des États-Unis. S'ils traduisent la vigueur du capitalisme chinois, ces chiffres ne témoignent pas moins d'un fantastique gaspillage de capital. On estime ainsi que les deux tiers des branches d'activités industrielles – en particulier l'acier, le ciment, l'aluminium et la chimie – se trouvent en excès de capacité. (Alternatives économiques, 2^e trimestre 2011)

Sa réponse à la crise a consisté à accroître encore l'investissement. De surcroît, la Chine dépend fortement de l'investissement dans le secteur de la construction : au cours des treize dernières années, l'investissement dans le logement a crû à un taux annuel de 26 %. Une telle croissance ne se poursuivra pas. (Financial Times, 20 mars 2012)

Comme dans tous les pays capitalistes, la crise et ses conséquences ont ébranlé la confiance des producteurs et des jeunes en formation dans le capitalisme et dans

« l'harmonie sociale » que le gouvernement prétend instaurer.

VAGUES DE GREVES ET DEBUTS D'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE

Fin 2008, les travailleurs ont protesté et ont fait grève pour le paiement des salaires et leur augmentation face à la hausse des prix du logement (+22 %), de l'alimentation et des produits de première nécessité.

Depuis plusieurs mois, à la faveur de la crise mondiale qui frappe les débouchés des exportations chinoises, les mouvements de protestation ouvrière se multiplient, surtout dans les secteurs qui emploient une forte main d'œuvre féminine issue des campagnes. (Alternatives internationales, mars 2009)

Au printemps et à l'été 2010, les grèves ont d'abord touché les entreprises de l'automobile, un secteur lié aux grandes marques japonaises, américaines et européennes. La plus importante d'entre elles eut lieu dans les usines Honda en mai et juin :

Alors qu'il y a quelques années, les grèves étaient spontanées et de courte durée, elles peuvent désormais s'étendre sur plus de quinze jours, comme ce fut le cas de la grève des ouvriers de Nanhai Honda à Foshan qui a duré du 17 mai au 3 juin 2010. (Problèmes économiques, 8 juin 2011)

La grève est partie des plus jeunes et des stagiaires des écoles techniques. La grève de Honda s'est propagée :

Après que les ouvriers de Honda Nanhai eurent obtenu une augmentation de 34 % avec un relèvement du salaire de 300 yuans, ce sont les salariés de quatre autres sous-traitants du constructeur automobile japonais qui se sont mis en grève (Fenhu Honda, Honda Lock, Nihon Plast, tous trois situés dans le delta de la rivière des Perles, mais aussi Wuhan Auto Part Alliance, installé dans la capitale du Hubei). Les grèves ont également touché d'autres constructeurs automobiles dans la province du Guangdong puis se sont étendues à d'autres secteurs dans d'autres provinces, alors même qu'elles restaient, jusqu'à récemment, surtout circonscrites au delta de la Rivière de Perles. En tout, ce sont vingt-sept grèves qui ont été comptabilisées en deux mois et le mouvement s'est poursuivi durant tout l'été. (Problèmes économiques, 8 juin 2011)

En octobre 2011, les ouvriers des montres Citizen débrayèrent contre la menace de licenciement. En novembre, les usines de Pepsi, Nike, New Balance et les usines d'assemblage informatique Jingmo ont connu

plusieurs journées de grève. En 2012, des grèves ont éclaté dans la sidérurgie et de la chimie pour arracher une augmentation de salaires.

Le patron de Foxconn, le célèbre fabricant des iPhone, iPad et autres produits d'Apple, a dû accorder des augmentations d'encore 25 % à ses équipes chinoises en février. (Le Monde, 2 mai 2012)

Outre l'augmentation significative des salaires dans les mégapoles et l'est, le résultat est la confiance grandissante des travailleurs salariés dans leur force collective et la conscience d'une avant-garde que le parti unique est le rempart des capitalistes. Par expérience, les travailleuses et les travailleurs les plus conscients réalisent que leurs intérêts convergent et que la promesse du parti capitaliste chinois d'une « société harmonieuse » est fallacieuse.

Ces luttes, menées en dépit d'une répression intense, victorieuses ou défaites, annoncent que la classe ouvrière a la capacité de combattre non seulement pour diminuer le temps de travail et augmenter le salaire, mais aussi pour les droits démocratiques nécessaires pour lutter collectivement, s'organiser, débattre. Elle est capable de prendre la tête de tous les exploités et opprimés, de contrer la xénophobie, d'empêcher tout affrontement inter-impérialistes, de préserver l'environnement, de satisfaire les besoins du plus grand nombre. Pour cela, il faut préparer le renversement du régime, la destruction de l'appareil d'État corrompu et répressif, l'expropriation de la classe pillarde et exploiteuse, le contrôle par les producteurs de la production et de la répartition, l'abolition du salariat, bref commencer la révolution socialiste de l'Asie.

Le sort du monde dépend largement de la capacité de cette jeune et gigantesque classe ouvrière à briser le carcan de l'État policier, à rallier les petits paysans et les artisans, les étudiants, les cadres techniques, les minorités nationales. Pour remplir ce rôle historique, il lui faut édifier ses propres organisations : syndicats, comités, piquets de grève, milices d'autodéfense, parti ouvrier révolutionnaire, authentiquement communiste et donc lié aux travailleurs du monde entier, au premier chef ceux du Japon et du Vietnam. Un parti comme voulaient le bâtir la 3^e Internationale de Lénine et de Trotsky et le noyau de jeunes révolutionnaires qui, avec Chen Duxiu, fondèrent en 1921 le Parti communiste, section chinoise de l'Internationale communiste.

Groupe Bolchevik [Collectif Révolution Permanente], le 13 novembre 2012.

SUR L'ELECTION PRESIDENTIELLE AU VENEZUELA

L'élection présidentielle a eu lieu le 7 octobre 2012 au Venezuela. Le président Hugo Chavez, issu de l'armée, bonaparte nationaliste, chantre de la « révolution bolivarienne », sollicite pour la troisième fois les suffrages. Cette candidature est soutenue par des partis ouvriers bourgeois du monde entier (une délégation du Parti de gauche venue de France participe à la campagne) et même par des courants « trotskystes » comme la TMI, au nom de « l'anti-impérialisme », de la « révolution citoyenne en marche », etc.

Certes, le colonel Chavez, comme tous les dirigeants bourgeois nationalistes, comme le colonel Perón l'avait fait avant lui en Argentine, a parfois utilisé la mobilisation populaire pour desserrer un peu l'étau de la pression impérialiste au profit de la bourgeoisie nationale. Il a dû en retour concéder aux masses quelques miettes, aujourd'hui entièrement remises en cause avec la crise.

Les communistes soutiennent tout pas réel contre l'impérialisme de la part des pays opprimés et soutiennent un pays opprimé en but à une agression impérialiste, quel que soit le gouvernement (comme lors de la tentative de coup d'État contre Chavez en 2002). Mais seule la classe ouvrière et l'internationale ouvrière peuvent éradiquer le capitalisme mondial.

Mais il s'agit d'élections. Et, en fait de révolution, Chavez au pouvoir et son parti le PSUV préservent l'armée et la police bourgeoises, refusent la distribution des terres aux paysans et l'expropriation des groupes industriels et bancaires nationaux, tentent d'intégrer les syndicats à l'État bourgeois, limitent le droit de grève et tolèrent les assassinats de syndicalistes.

En fait d'anti-impérialisme, le colonel Chavez protège toutes les grandes sociétés étrangères, Chevron, Ford, Mitsubishi, Total, Alstom, etc. qui opèrent librement au Venezuela et il collabore avec les impérialismes russe et chinois. En fait d'internationalisme, le colonel Chavez fraternise avec le régime qui restaure le capitalisme à Cuba, Il soutient

ouvertement les dictateurs sanguinaires en Iran ou en Syrie, comme il avait soutenu Kadhafi en Libye. Le colonel Chavez et ses soutiens internationaux prétendent qu'il est le seul recours en « défense de la révolution » face à Capriles, candidat de la fraction de la bourgeoisie liée plus directement à l'impérialisme.

Mais c'est Chavez lui-même et son PSUV qui sont les artisans du renforcement de la bourgeoisie au Venezuela en même temps que leur politique décourage et écœure des secteurs entiers de travailleurs des villes et des campagnes. C'est Chavez lui-même qui a amnistié les auteurs des deux putschs militaires avortés.



Vénézuéla : Hugo Chavez a été réélu avec 54 % des voix devant son rival Henrique Capriles Radonski (8 octobre 2012)

Soutenir le colonel Chavez dans cette élection, c'est soutenir sa politique contre la classe ouvrière au Venezuela, à Cuba, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, c'est tenter de désarmer les masses en présentant un colonel et le président d'un pays capitaliste comme un sauveur suprême, un guide qui les mènerait au socialisme.

Dans ces conditions, le CoReP et le

CCI(T) soutiennent la seule candidature ouvrière à l'élection présidentielle du 7 octobre au Venezuela, celle du militant Orlando Chirino, membre du PSL, ancien ouvrier du pétrole licencié, combattant contre l'intégration des syndicats à l'État bourgeois, malgré l'opportunisme dont son courant international, l'UIT, fait souvent preuve.

Les positions justement défendues par Chirino contre l'austérité capitaliste, contre le paiement de la dette publique par les travailleurs, pour la nationalisation des banques et des grands groupes industriels sous contrôle des travailleurs, pour la distribution de la terre aux paysans, pour la reconnaissance des droits des Indiens, pour l'indépendance des syndicats, etc. sont utopiques sans révolution prolétarienne, sans conseils ouvriers et paysans, sans prise du pouvoir, sans démantèlement de l'appareil répressif de l'État, sans un gouvernement ouvrier et paysan luttant pour les États-Unis socialistes d'Amérique latine.

Collectif révolution permanente / Autriche, France, Pérou,
Comité Communiste Internationaliste (Trotskyste) / France

le 4 octobre 2012.

Tunisie :

LA CONTRE-REVOLUTION PEINE A REGROUPER SES FORCES

Comme nous l'écrivions fin mai (lire CPFC n° 26), la bourgeoisie tunisienne, confrontée aux mobilisations incessantes, dans tout le pays, des travailleurs et de la jeunesse, « *ne parvient pas à faire refluer la révolution* ».

Ce qui ne l'empêche pas de se préparer à mettre un terme aux « désordres » causés par les ouvriers, les paysans, les jeunes, les femmes, les petites gens.

Bref, pour restaurer l'ordre bourgeois afin de continuer à exploiter durablement les masses, les possédants doivent impérativement en finir avec une révolution prolétarienne toujours vivante et cause d'une instabilité politique et sociale croissante.

LA BOURGEOISIE DIVISEE POLITIQUEMENT

Apparemment, rien n'a changé en six mois. Les masses continuent à protester dans toutes les régions du pays, et notamment dans le centre minier de Gafsa qui polarise la combativité d'une classe ouvrière aguerrie de longue date. Mais le gouvernement bourgeois fait la sourde oreille face aux revendications impossibles à satisfaire (plein emploi, santé, satisfaction des revendications matérielles, etc.) dans le cadre d'une économie capitaliste dépendante de l'impérialisme. Il ne se maintient que faute d'une perspective politique capable de rassembler la classe ouvrière, toutes les organisations ouvrières se refusant à combattre pour hisser les luttes des masses au niveau où elles pourraient l'emporter, à savoir la lutte acharnée et unie pour un gouvernement ouvrier.

Or la bourgeoisie commence à craindre que le fragile équilibre social et politique actuel ne soit rompu tôt ou tard. Un climat nouveau règne en Tunisie et la réaction islamiste, Ennahdha, relayée dans la rue par les groupes salafistes, affûte ses couteaux.

La classe dominante sait qu'elle ne peut pas continuer comme auparavant. Il lui faut en finir avec les « acquis » de la révolution de 2011, essentiellement avec les libertés arrachées par les soulèvements des masses afin de remettre celles-ci au travail, c'est-à-dire en finir avec les grèves incessantes, les affrontements qui opposent la police aux travailleurs et à la jeunesse qui s'en prennent aussi aux gouvernorats (préfectures) et même aux sièges locaux du parti gouvernemental Ennahdha, exigeant la chute de la « troïka », c'est-à-dire du gouvernement tripartite de Tunis formé par Ennahdha, le CPR (Congrès pour la république, nationaliste « de gauche ») et Ettakatol, autre parti bourgeois « de gauche ».

On a l'impression que le gouvernement navigue à vue, comme si ses jours étaient comptés.

Qu'on en juge ! La bataille politique fait rage au sein des partis bourgeois, entre les islamistes acharnés à introduire « la charia » dans la Constitution, notamment par la remise en cause des libertés arrachées par les femmes au lendemain de l'Indépendance, en considérant le statut de celles-ci comme « complémentaire », à celui des hommes, ce qui reviendrait à légaliser leur soumission à ces derniers.

Il semble que sur ce point, Ennahdha ait dû reculer mais son président et principal dirigeant, Rached Ghannouchi, a

Plus d'un an après les élections à la Constituante ayant largement placé en tête le parti islamiste Ennahdha et alors qu'une Constitution n'est toujours pas élaborée ni votée, l'instabilité politique s'accroît au point de diviser la bourgeoisie contre elle-même, avec l'apparition, cet été, du parti Nida Tounes (« l'appel de la Tunisie ») lancé par Béji Caïd Essebsi, vieux politicien bourgeois de l'époque de Bourguiba et de Ben Ali.

Mais les masses ne cessent de combattre pour leurs libertés et droits menacés ainsi que, tout bonnement, pour survivre alors que s'aggrave la crise économique et qu'un chômage massif ne cesse de se développer.

clairement fait savoir que son parti ne renonçait à rien en ce domaine et se prépare à imposer un Etat islamique le moment venu.

La division du travail entre Ennahdha et les salafistes joue à plein, ces derniers s'en prenant avec violence aux expositions d'artistes, aux journalistes (la censure a été réintroduite dans la presse, entraînant grèves et protestations multiples), aux émissions de télévision, sans parler des destructions de cafés et les passages à tabac de buveurs d'alcool...

Comme s'en inquiète l'ancien président de l'ex-Haute Instance qui présida à la préparation des élections à la Constituante, Yadh Ben Achour, « *On est en train d'ouvrir la voie à une dictature théocratique* ». Et de préciser :

« Ennahdha souhaite introduire la notion d'atteinte au sacré dans deux articles de la Constitution. Avec ça, on peut tuer les libertés de penser et d'expression » (Voir le site <http://jeuneafrique.com>).

Ce travail « législatif » s'accompagne d'une montée de la violence organisée ouvertement par les deux formations islamistes. Les salafistes, après avoir tenté de prendre d'assaut l'ambassade américaine à Tunis le 14 septembre, entretiennent la tension au point que deux de leurs militants ont été abattus en banlieue par la police le 30 octobre.

Et de riposter en direct à la télévision, le 1^{er} novembre, devant un parterre de ministres, un de leurs imams appelant la jeunesse au jihad (la guerre sainte) pour renverser le gouvernement, à la stupéfaction de la masse des auditeurs. Ennahdha n'est pas en reste alors qu'un affrontement, le 18 octobre, à Tataouine, avec le nouveau parti Nida Tounès de l'opposition bourgeoise dite « progressiste », s'est conclu par un mort, « *premier assassinat politique après la révolution* » a dénoncé l'opposition.

Un autre dirigeant de Nida Tounes, Mohamed Talbi, s'en prend ouvertement à Ghannouchi qui, selon lui, « *évalue les chances de réussite d'un coup d'Etat qui imposerait une dictature théocratique* » (in Jeune Afrique du 28 octobre).

Dans ce climat où vacille l'autorité des institutions de l'Etat (à noter, fin octobre, la première manifestation de la police à Tunis), le premier ministre Hamadi Jebali, issu des rangs de Ennahdha, pousse un cri d'alarme à propos du retard pris dans l'élaboration de la Constitution, conçue comme dernier rempart de la légalité : « *Tout retard, sans aucune raison*

justifiable, peut mener notre pays dans une situation que nous ne pourrions pas maîtriser ».

MISE EN PLACE D'UN FRONT POPULAIRE DESTINE A ETOUFFER LA REVOLUTION

La classe ouvrière, toujours aussi combative, reste tragiquement privée de tout programme lui permettant de rassembler ses forces et celles des masses pour un gouvernement ouvrier et paysan, seul moyen pour sortir de l'impasse. Là aussi, il semble que le climat ait changé. Les institutions provisoires prévoyaient que la Constituante n'était élue que pour un an. Mais, paralysée et désavouée tant par l'opposition que par les masses, la majorité en reporte sans cesse la rédaction, promettant d'en finir en juin, date des futures élections législatives.

Tout peut arriver pendant cette période dangereuse où les partis au pouvoir et l'appareil de l'Etat, discrédités, risquent de se déliter. Autre signe de cette fragilité de l'Etat, on note qu'en octobre, « les foyers de contestation se multiplient dans l'intérieur de la Tunisie, où des grèves et des manifestations, parfois réprimées sans ménagement, ont lieu quasi quotidiennement depuis l'été ».

Ainsi, à la veille de l'anniversaire des élections du 23 octobre 2011, une vague de grèves, au caractère politique très accentué, a embrasé la Tunisie, notamment au Centre et dans le Sud, culminant lors de grèves générales et de nuits d'émeutes à la mi-octobre dans la région de Gabès. Rapportons quelques faits parmi des centaines de même



Tunisie : rassemblement de militants marxistes
(septembre 2012)

nature :

« La ville de Gabès connaît depuis le 18 octobre une situation difficile. Des protestations violentes se sont déclenchées suite aux résultats des concours de recrutement du Groupe Chimique Tunisien (GCT). Des groupes de jeunes avaient bloqué les artères principales de la ville et avaient tenté d'incendier le poste de police de Sidi Bouleba. Les affrontements se sont répétés les nuits suivantes pour devenir de plus en plus violents ».

On rapporte que dans de nombreuses villes, Kasserine, Sidi Bouzid, Sousse, Monastir, Nabeul, le Kef, etc. et dans d'autres régions, « des mouvements de protestation ont été organisés aux cris de « Troïka dégage ! » Relatons un curieux témoignage :

« Un fait marquant a été relevé par un témoin. Des renforts sécuritaires sont disponibles à Gabès mais aucune décision n'a été prise. Selon lui, les directeurs du district de sécurité de Gabès attendent des ordres qui « tardent » alors que « la ville s'embrase ».

Les autorités ont-elles joué avec le feu en laissant sciemment pourrir la situation ? Ou bien ont-elles craint d'être débordées par la puissance de la mobilisation ? Un tel climat social ouvre à terme sur une crise révolutionnaire ouverte.

A Thala, ville « frondeuse » du Sud-Ouest, (12 000 habitants officiellement, 40 000 selon les travailleurs), s'est créée, toujours à la mi-octobre, « une organisation disant représenter les habitants de la ville et des environs, et dont les initiateurs se disent indépendants de toute formation politique, [qui] a menacé le gouvernement tunisien de faire sécession si leurs revendications économiques et sociales n'étaient pas entendues » selon un communiqué transmis à l'AFP.

On semble assister à une tentative de constitution dans cette vague de soulèvements partiels, d'une forme d'organisation politique locale englobant toutes les masses. Mais on ne sait pas si cet essai de formation d'un « comité » de ville (« shura » ? « soviét » ?), indépendamment des illusions d'autarcie qu'il véhicule, a fait boule de neige...

Ce qui freine de telles initiatives qui manifestent la force actuelle de la révolution et la volonté des masses de prendre leurs affaires en main contre l'Etat bourgeois, son impéritie, ses forces de répression, ses menaces contre-révolutionnaires, c'est l'absence de tout regroupement politique des travailleurs à même d'armer de tels comités d'un programme et d'une perspective.

La seule perspective qu'ouvrent les organisations dites « de gauche », à l'initiative du Parti des travailleurs (des ex-maoïstes du PCOT de Hamma Hammami) qui semble en être le porte-parole, en compagnie de la LGO (la Ligue de la gauche ouvrière, organisation sœur du NPA), de nassériens et autres baasistes, est la proclamation d'un front populaire au cours de l'été. Il ne semble pas, à notre connaissance, que ce Front populaire, se soit manifesté sur le terrain, lors des grands mouvements de masse que nous venons de relater. Alors que son seul « programme » se résume à un slogan creux : « Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution ». Comme tout front populaire, il a pour rôle de faire obstacle à la nécessité, pour les travailleurs et les jeunes tunisiens, de se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire posant la question fondamentale de la révolution, celle de la préparation des masses à la prise du pouvoir politique.

La situation actuelle d'extrême instabilité des forces politiques et de l'Etat lui-même, qui s'accompagne d'une grande confusion politique, est en Tunisie, grosse de tous les dangers. Tout semble possible alors que l'heure de vérité se rapproche entre la révolution qui se cherche, confrontée au regroupement des forces contre-révolutionnaires sous la houlette de l'islamisme, lequel entend se faire passer pour le rempart de l'ordre dans ce pays. Mais d'un ordre bourgeois très inquiet de sentir la situation lui échapper.

Fabrice LEFRANCOIS, le 4 novembre 2012.

Egypte :

LES FORCES DE CLASSE ANTAGONIQUES SE PREPARENT A L'AFFRONTEMENT

Si l'on s'en tient aux apparences, l'Égypte, sous la présidence du Frère musulman Mohamed Morsi, semble plus apaisée que la Tunisie. L'appareil de l'Etat, la police et l'armée, garants de la stabilité politique au compte de la bourgeoisie, ne semblent pas ou plus directement menacés. On tente de nous le faire croire à tel point que les grands organes de presse occidentaux font silence sur ce qui se passe en profondeur dans le pays.

Après le « coup d'Etat » de l'armée, fin juin, avec la dissolution du parlement dominé par les islamistes, puis la décision du Conseil supérieur des forces armées (CSFA) de porter le candidat des Frères musulmans à la présidence, contre son propre candidat que des masses immenses, place Tahrir, avaient copieusement conspué, l'armée gardait le contrôle de tous les leviers de l'Etat.

Et brusquement, le 12 août, Morsi et les Frères l'expulsaient brutalement du pouvoir, dissolvaient le CSFA, sans que personne ne bronche chez les militaires. Pour comprendre ce qui s'est passé, rappelons dans quel contexte les islamistes ont ainsi accaparé la totalité du pouvoir exécutif.

LES FRERES MUSULMANS TENTENT D'ENTRAVER LA RESISTANCE DE LA CLASSE OUVRIERE

Car, même si la grande grève des enseignants a été reportée, la lutte de classe continue. Et la révolution qui cherche à regrouper ses forces, approfondit son emprise sur la société. L'impérialisme, très informé, s'en alarme.

Ainsi un rapport récent de la Banque mondiale recense « *plus de 300 grèves dans la seule première moitié du mois de septembre 2012. Un record* ». La Banque s'inquiète car la plupart « *ont lieu dans des secteurs économiques tenus par l'armée* », les ouvriers exigeant « *que les officiers soient délogés* » des places qu'ils tiennent dans les entreprises ». L'armée gérant 25 à 45 % de l'économie égyptienne, la Banque « *craind une deuxième révolution...* »

Dès le mois de mai, le discrédit du personnel politique et de la bureaucratie d'Etat alimentait les tensions sociales, elles-mêmes nourries par l'augmentation des prix (11 % pour le lait, le bœuf 10 %, les légumes 25 %, le riz 17 % et jusqu'à 94 % pour les citrons). Sous l'été brûlant, en plein ramadan, de nombreuses coupures d'eau et d'électricité (dans les quartiers populaires mais pas chez les nantis) ont provoqué une vague de protestations dans tout le pays.

Le 1^{er} août, on comptait officiellement 17 grèves et sit-in avec coupures de routes et de lignes de chemins de fer. A Giza, les comités révolutionnaires occupaient sine die l'immeuble gouvernemental. Alexandrie et d'autres villes lançaient une campagne nationale de refus de payer les

En fait, depuis les élections, l'armée, discréditée dans les masses, était en première ligne face aux travailleurs qui déclenchaient grève après grève, les enseignants annonçant, comme l'an dernier, un grand mouvement pour la rentrée du 15 septembre, lequel aurait pu être le signal d'une grève générale.

Tant l'impérialisme américain que la bourgeoisie égyptienne estimaient que la situation risquait de devenir dangereuse si les militaires continuaient à exercer le pouvoir en sous-main, paralysant le gouvernement de la « majorité » islamiste. (Rappelons qu'à la présidentielle de juin, Morsi n'avait d'ailleurs obtenu que 24,8 % des voix exprimées, les Frères musulmans ayant perdu la moitié de leurs électeurs depuis les Législatives de la fin 2011).

De plus, aucune question vitale n'était réglée pour les masses (libertés, emploi, santé, logement, etc.) et la hausse du coût de la vie prenait dès l'été des proportions alarmantes. Il semble ainsi que le retrait de l'armée se soit accompli avec son accord face à la menace d'un nouveau soulèvement.

factures d'électricité. Le pouvoir militaro-religieux, l'armée contrôlant encore les Frères musulmans, fulmine contre les « désordres », mais n'est pas écouté¹².

Les ouvriers tentent dans le même temps de se doter d'organisations syndicales indépendantes de l'Etat et des partis bourgeois, travail de fond que les Frères musulmans au pouvoir tentent d'empêcher, voire de briser par toute une série d'entraves ou tentant d'en prendre « légalement » le contrôle. Mais comme en Tunisie, la Constitution n'est toujours pas rédigée, l'Assemblée nationale, dissoute avant les élections, n'existant plus, de sorte que le pouvoir se trouve concentré entre les mains du président, ce qui semble arranger la bourgeoisie dans son ensemble.

Depuis juin, le nombre des syndicalistes licenciés n'a cessé de croître. Cinq dockers du port d'Alexandrie, ont été condamnés, par contumace, à 5 ans de prison pour avoir dénoncé la corruption dans leur société étatique. Ce qui fait dire à une dirigeante de la Fédération des syndicats indépendants (l'EFITU), Fatma Ramadan que

de telles peines prononcées par une Cour de Justice n'avaient que rarement été prononcées sous le régime de Moubarak pourtant peu avare de mesures anti-ouvrières. Et Fatma Ramadan d'ajouter :

« *La répression contre les grèves a beaucoup augmenté sous Morsi et Azhary (l'actuel ministre du travail). De nombreuses lois et initiatives cherchent à*



Egypte : le gouvernement islamiste de Morsi
(septembre 2012)

interdire les grèves et les manifestations de travailleurs et travailleuses, cela au moment où le ministère du travail fait tout pour affaiblir et contrôler le mouvement syndical indépendant. Les employeurs ont, dans la dernière période, (depuis la rentrée, ndlr) licencié quelque 300 syndicalistes parce qu'ils tentaient de mettre sur pied des syndicats indépendants et/ou étaient engagés dans un mouvement de grève. Le ministère du travail évidemment n'a rien fait pour la réintégration de ces derniers ».

L'avocat des dockers d'Alexandrie poursuivis, Yosri Maarouf, apporte ces précisions :

« Les autorités au pouvoir cherchent activement à dissoudre et à affaiblir le mouvement des syndicats indépendants. Le nouveau ministre du travail, le membre des Frères musulman Khaled al-Azhary, par sa pratique, est un véritable danger pour le mouvement syndical indépendant ».

Dans le même temps, le gouvernement cherche à faire passer « en douceur » une loi pour « la protection des acquis de la révolution », « pire que la loi d'urgence » s'insurgent les militants ouvriers qui ont manifesté le 17 octobre au centre du Caire afin, comme l'explique Waël Khalil, du Conseil national des Droits de l'Homme, de « sensibiliser les citoyens au danger qui les attend. Il faut à tout prix lutter contre cette loi. On ne doit pas rester les bras croisés au moment où le gouvernement planche sur cette loi qui est, selon nous, une bombe à retardement. C'est une régression ».

Le gouvernement Morsi-Azhari semble d'autant plus pressé que les islamistes perdent du terrain lors des élections syndicales ou professionnelles, face à une classe ouvrière qui entend gérer elle-même ses affaires. Les médecins en lutte ont réussi à constituer un comité national de grève. Conséquence : les islamistes ont perdu la majorité dans leur organisation professionnelle jusqu'à 70 % des sièges. Le conseil syndical des journalistes, le premier à avoir été élu depuis le 25 janvier 2011, résiste au pouvoir malgré la censure, les pressions, les emprisonnements. Dans le syndicat des ingénieurs, fort de 475 000 membres, dirigé par les Frères musulmans depuis 16 ans, les jeunes ont créé une nouvelle association, le Marsad, afin que « le syndicat devienne un outil révolutionnaire pour réaliser les demandes des travailleurs ». Chez les instituteurs, contrôlés par les Frères musulmans jusqu'à leur grande grève de septembre 2011, le rapport de force a changé, les enseignants ayant lancé un nouveau mouvement de grève de masse pour septembre 2012 contre l'opposition des Frères qui, on l'a vu, ont réussi à l'empêcher pour le moment.

CONCLUSION : VERS L'AFFRONTEMENT ?

L'armée, discréditée, a perdu le contrôle du pouvoir mais les Frères musulmans qui occupent la présidence et le gouvernement, ne sont assurés de rien. Eux aussi, perçus comme défenseurs des exploités privilégiés, perdent rapidement prestige et positions parmi les masses. Comme en Tunisie, une bataille d'envergure va se nouer autour de la Constitution, c'est-à-dire des libertés qu'elle est censée garantir, mais en l'absence de... Constituante. Les institutions de l'Etat bourgeois se maintiennent tant bien que mal en l'absence d'une force politique armée d'un

Parmi le personnel judiciaire des tribunaux civils où les Frères musulmans étaient très influents, ils subissent un discrédit équivalent qui se traduit par des conflits violents entre juges et avocats. Les nombreuses grèves de ces derniers paralysent le système judiciaire civil depuis des mois et l'ordre professionnel des magistrats, dominé par les Frères, voit faiblir son emprise sur la « Justice ».

Jacques Chastaing, qui rapporte ces faits, écrit : « Toutes ces évolutions font craindre aux islamistes de perdre leur autorité, eux qui n'ont d'autre politique sociale que le libéralisme accompagné de la charité ». Et d'ajouter que « dans cette révolution qui se cherche (...) ce sont bien les fondements de la religion qui sont en cause. Une évolution qu'on voit également en Tunisie ».

¹² Citons un extrait d'un article de Jacques Chastaing, du 28 septembre 2012. Ce militant qui suit la situation en Egypte pour le compte de la revue *Carré rouge*, liée au NPA, rapporte une foule d'informations fort intéressantes sur le mouvement ouvrier et les contradictions au sein du régime actuel. Néanmoins, dans son dernier article, il évoque à plusieurs reprises ceux qu'il nomme les « démocrates révolutionnaires » qu'il présente comme le fer de lance de la lutte des masses contre le régime militaro-islamique. Cette formulation semble inadéquate si l'on entend par là les jeunes, ouvriers, chômeurs, petites gens, supporters de clubs de football très combattifs, etc. Il s'agit sans doute de « révolutionnaires » éloignés de toute adhésion aux délices de la « démocratie » bourgeoise. Ce qui définit politiquement les « Socialistes révolutionnaires » qui, en Egypte, au nom du mouvement ouvrier, se prononcent pour l'avènement d'une démocratie bourgeoise, contre la nécessité de combattre pour préparer les voies à la révolution prolétarienne. Les SR d'Egypte sont probablement des « démocrates » bourgeois, mais pas des révolutionnaires. Il semble d'ailleurs que dans la période actuelle, ils fassent assez peu parler d'eux.

Voici ce qu'écrivait Jacques Chastaing à propos des grèves de l'été : « Car en même temps que les instituteurs, l'agitation et les grèves ont gagné les enseignants du secondaire et du supérieur, les étudiants, les conducteurs de bus du Caire et les employés des transports publics, les stewards et hôtesses de l'air et un certain nombre de secteurs ouvriers comme la sidérurgie ou les employés du canal de Suez, sur fond de protestations contre les hausses des prix et les pénuries de produits de base, notamment les bouteilles de gaz, qui continuent toujours. Dans ce contexte où le syndicat des médecins égyptiens appelle à son tour à une grève générale de son secteur à partir du 1^{er} octobre, un incident dramatique, comme le 19 septembre, ou un jeune de Mahalla (le Billancourt égyptien) était assassiné par la police et les émeutes que cela a suscitées, fait craindre aux autorités qu'une étincelle ne mette le feu aux poudres et cristallise toutes les colères. A tel point que certains ont l'impression – ou craignent – de voir fleurir une deuxième place Tahrir – même si d'autres le contestent – dans l'occupation de l'Université américaine du Caire ». (in <http://carre-rouge.org>)

programme ouvrant la voie à la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Mais, dans les profondeurs de la société, la classe ouvrière combat et s'organise, malgré la répression et la volonté acharnée des Frères d'empêcher le déploiement des organisations (syndicats, associations) qui se veulent indépendantes. Une telle situation ne saurait durer très longtemps. Comme en Tunisie, des affrontements de grande ampleur entre les classes fondamentales de la société sont inéluctables.

DAVID, le 6 novembre 2012.

Mali :

L'IMPERIALISME SE PREPARE A RESTAURER L'ORDRE BOURGEOIS A BAMAKO

Après l'effondrement, début 2011, des dictatures bourgeoises pro-impérialistes, notamment en Tunisie et en Egypte, où les soulèvements des ouvriers et des masses laborieuses ont mis la révolution prolétarienne à l'ordre du jour, c'est au tour du Mali.

Ce pays du Sahel connaît, depuis le printemps 2012, une crise politique grosse d'une situation révolutionnaire. Alors qu'au Maghreb-Machrek, l'appareil de l'Etat bourgeois, quoique déstabilisé et fragilisé, est resté en place (armée, police, appareil judiciaire), au Mali, cet appareil d'Etat, quoique non entièrement détruit (seule l'instauration d'un état ouvrier pourrait le liquider entièrement), est disloqué et la classe dominante ne parvient pas, depuis huit mois, à restaurer l'ordre social bourgeois et la pérennité de sa domination.

La liquéfaction de l'armée coupée en deux (entraînant celle de l'Etat tout entier, lui-même gangrené de longue date par la corruption) a été provoquée par le soulèvement, le 22 mars, des petits soldats (les bérets verts) exprimant confusément les aspirations des masses. Les soldats se refusent à rendre la moindre parcelle de pouvoir au corps discrédité des officiers : les bérets rouges des parachutistes et de l'ex-garde présidentielle qu'ils ont placés sous leur contrôle. Ainsi, la bourgeoisie malienne est-elle incapable, par ses propres moyens, de rétablir, à Bamako et dans tout le Mali, un

LES MASSES INTERVIENNENT DANS TOUT LE MALI AU CŒUR D'UN SAHEL DESTABILISE

Comment en est-on arrivé là ? Plusieurs facteurs se sont conjugués pour aboutir au soulèvement des petits soldats à Bamako et la chute du dictateur ATT, dont le régime a été célébré depuis deux décennies comme une « démocratie exemplaire » en Afrique par la presse mondiale à la botte de l'impérialisme. Après la chute du régime de Kadhafi qu'il a provoquée et contrôlée, l'impérialisme (français essentiellement) a laissé les mercenaires du Sahel (surtout des Touaregs maliens) rentrer au pays avec un armement considérable.

La longue lutte des Touaregs pour leurs libertés politiques et leurs revendications économiques a dès lors pris une ampleur telle que l'armée malienne a été rapidement défaite dans le Nord. Les femmes des petits soldats sacrifiés au front ont alors joué un rôle capital, manifestant en masse contre le gouvernement d'ATT, incapable de répondre aux revendications morales et matérielles de la base de l'armée au bord de la révolte. Le soulèvement des petits soldats, culminant le 22 mars, et la fuite du dictateur sont ainsi le produit de celui d'une partie de la population, dont les femmes au premier rang. Privés de toute direction politique, les petits soldats confiaient au capitaine Sanogo, formé par l'armée américaine et qui veut se faire passer pour un « de Gaulle malien », le soin de constituer une junte militaire pour combler le vide du pouvoir.

Brisée, l'armée disparaissait du Nord du pays. Puis les Touaregs, divisés politiquement, voyaient leurs positions balayées par les groupes islamistes qui comblaient le vide politique ainsi créé et installaient un régime basé sur la charia sur environ deux-tiers du territoire malien.

Mais un tel régime répressif et ultra-réactionnaire n'a aucune assise dans les masses vivant au Nord. En témoigne la

appareil d'Etat viable autour d'une armée centralisée capable, notamment, de reconquérir le Nord du Mali contrôlé par différents groupes islamistes. Comme le rapporte le correspondant à Bamako de Jeune Afrique :

« Les Bérets rouges sont retranchés loin des regards, au fond du camp (il s'agit du camp des commandos parachutistes – Bérets rouges – de Djicoroni à Bamako), mis à sac par les soldats de l'ex-junte après le contre-coup d'Etat manqué du 30 avril, mené par des supporteurs du président renversé Amadou Toumani Touré (ATT) et appuyés en sous-main par les Etats africains de la CEDEAO, ndlr). Depuis cinq mois, plus de 500 soldats, commandos parachutistes, se sont réfugiés là, entre le mur de clôture et les habitations. Ils passent toute la journée autour du thé. Parmi eux, on compte même plusieurs haut gradés ». (à lire sur le site <http://jeuneafrique.com> du 27/09/2012).

C'est l'impasse depuis huit mois. Une impasse qui ne saurait durer, aux yeux de l'impérialisme (français et mondial) qui pille depuis des décennies les richesses du Mali (or, diamants, coton, etc.) et ne saurait tolérer une situation de chaos politique grosse de tous les dangers pour leur domination économique et la stabilité politique de toute la région.

résistance des peuples opprimés, les femmes toujours au premier rang, qui n'hésitent pas à manifester, un militant déclarant début octobre : « *Après six mois d'occupation, nous n'avons plus peur des islamistes pour dénoncer leurs abus* ».

Autre témoignage : « *Le 6 octobre, les mains nues, des dizaines de femmes ont défié dans la rue la police des mœurs islamique de Tombouctou* ». Contre les exactions de leurs chefs, accusés de nombreux viols, une organisatrice de la marche a déclaré : « *Nous ferons d'autres manifestations si ces crimes continuent* ». La classe ouvrière est aussi en mouvement.

Le site <http://matierevolution.org>, assez fourni en informations sur la situation au Mali, rapporte le 21 octobre :

« Les mouvements sociaux au sud-Mali et particulièrement à Bamako, sont multiples et explosifs, comme celui du Collectif des groupements intervenant dans l'assainissement du Mali qui s'occupe des poubelles et menace d'un Bamako sans enlèvement de poubelles, les mineurs du Mali qui menacent de faire du pays une autre Afrique du sud en grève des mines... »

Si le prolétariat des grandes mines d'or exploitées par l'impérialisme dans le sud du pays (le Mali en est un des premiers producteurs mondiaux), entrainé en mouvement alors qu'une intervention militaire des pays africains de la CEDEAO (de l'Afrique de l'Ouest), avec l'appui logistique de l'impérialisme est en préparation, l'équilibre politique très instable actuel risquerait de déclencher une révolution sociale ouverte. Les états bourgeois africains, tout aussi fragiles que le Mali ainsi que l'impérialisme, ont une peur bleue d'un tel développement des luttes de classes. D'où leur hâte à

intervenir politiquement et militairement dans les plus brefs délais, d'abord pour restaurer l'ordre bourgeois à Bamako, les Etats-Unis et la France jouant le rôle essentiel de « conseillers » que chacun peut voir s'agiter dans la coulisse.

Un militant marxiste malien, Tiekoura Levi Hamed, qui s'exprime sur le site cité plus haut, analysant la situation à la mi-juillet, écrit :

« Ni les Modibo Diarra, ni Dioncounda Traoré (premier ministre et président bourgeois, installés « provisoirement » à la tête de ce qu'il reste de l'état au Mali) ne vont reconstruire l'Etat malien, ni son crédit auprès de la population, ni ses capacités militaires. Ils ne sont là que pour faire attendre une intervention militaire extérieure, africaine et impérialiste visant à éviter une révolution sociale à Bamako. Au moins, une chose est claire : le crédit de tous ces gens-là a considérablement baissé dans la population travaillante du Mali. Mais cela ne suffit pas. Encore faudrait-il que le peuple travailleur ait gagné en confiance en ses propres forces et c'est loin d'être acquis. Il y a bien des travailleurs qui croient encore en des syndicats pro-ATT et d'autres en des organisations pro-Sanogo, mais on n'a pas encore vu des travailleurs s'assemblant pour former leurs propres comités d'action, sans compter sur personne d'autre que le peuple travailleur. Pourtant c'est la seule issue ! »

La question est bien posée, bien qu'elle appelle d'autres analyses afin de préparer l'intervention politique des révolutionnaires. Si les comités d'action ouvriers, appuyés sur la mobilisation des jeunes, des femmes, des paysans, des petites gens, organes d'un futur état ouvrier, ne se sont pas encore constitués au Mali, alors que toute la situation devrait y conduire tôt ou tard, la révolution est néanmoins en marche.

Le prolétariat et la jeunesse du Mali ont la mémoire toujours vivante du mouvement insurrectionnel de 1991 qui balaya Moussa Traoré, le dictateur de l'époque, concrétisant un début de révolution prolétarienne confisquée par l'armée et ses chefs de l'époque, dont ATT qui vient de mordre la

COMBATTRE L'INTERVENTION IMPERIALISTE

On comprend, dans ces conditions, la fébrilité de l'impérialisme, pressé de mettre en place un dispositif afin de restaurer l'ordre politique ancien pour enrayer, sinon écraser, le mouvement vers la révolution prolétarienne qui menace au Mali. C'est ce dont ces messieurs ont débattu à l'ONU qui a décidé l'intervention militaire des pays de la CEDEAO, sous le prétexte de combattre le pouvoir des islamistes au Nord, sous le couvert de la « démocratie » à restaurer, feuille de vigne de leurs visées contre-révolutionnaires. François Hollande s'est fait, le 12 octobre, à la tribune de l'ONU, l'avocat empressé de ce plan impérialiste. Car tous ne cachent pas que pour parvenir à leurs fins, il est impérieux de restaurer d'abord l'ordre à Bamako, c'est-à-dire de reconstruire l'Etat bourgeois. Et d'ajouter : en commençant par la reconstitution de l'armée et c'est là que le bât blesse. Car les masses ne veulent plus d'un retour à l'ordre ancien dictatorial dont l'armée était le garant. Néanmoins, tout indique que l'impérialisme se prépare activement et envisagerait de passer à l'action avant même, disent certains, la fin de l'année.

Face à ces menaces qui pèsent sur les travailleurs et les

poussière à son tour. Le mouvement actuel, quoique sous des formes différentes, renoue avec la révolution de 1991.

La situation actuelle rappelle celle de la Russie après février 1917 (moins l'existence des soviets) et surtout de la Chine en révolution en 1925 et au printemps 1927 où les soviets n'existaient pas non plus, du fait du blocage politique dû à l'orientation de collaboration de classe avec la bourgeoisie imposée au PC chinois par la direction Boukharine-Staline de la III^{ème} Internationale.

Une des premières conditions pour que de tels comités d'action se forment dans tout le Mali, et l'absence d'état centralisé ouvre une telle possibilité, serait précisément de développer dans les masses un programme d'action politique, épousant leur mouvement en combattant leurs illusions à l'égard des tendances actuellement majoritaires qui se prononcent pour un « Etat démocratique rénové » et autres fadaïses visant à conforter la bourgeoisie. Ouvrir aux masses la voie du combat pour le pouvoir, c'est avancer les mots d'ordre appropriés permettant d'élever leur niveau de conscience. Sur la base de leur expérience, le moment viendra où elles combattront pour prendre leurs affaires en main.

Alors pourront apparaître les comités d'action comme organes de préparation à leur prise du pouvoir et à son exercice. On comprend dès lors quel rôle immense, le mot d'ordre de lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan qui concentre tout le potentiel révolutionnaire des masses, est amené à jouer dans cette lutte politique acharnée contre tous les conciliateurs avec la bourgeoisie pseudo-« démocratique ».

Dans le cours de cette lutte politique devra s'effectuer le regroupement des éléments militants les plus avancés. Ce serait le bon moyen de constituer et forger un parti ouvrier révolutionnaire internationaliste, fer de lance conscient capable de pouvoir mener la révolution à son terme. Nous aurons l'occasion d'examiner de plus près ces problèmes cruciaux qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière au Mali et bientôt dans tous les pays du Sahel, sinon du monde entier.

peuples du Mali, la tâche des révolutionnaires en France est claire. Nous sommes inconditionnellement, contre notre propre impérialisme, du côté des travailleurs du Mali. Nous savons que la lutte engagée ne peut se développer et aboutir que si elle met à l'ordre du jour la constitution, par les masses, de leur propre pouvoir, c'est-à-dire l'avènement d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Seul un tel gouvernement, appuyé sur les comités d'action de toutes sortes permettra d'imposer les libertés démocratiques, la réalisation des tâches nationales, la rupture de toute soumission aux puissances impérialistes, la satisfaction des besoins des masses et des peuples opprimés. Mais pour accéder au pouvoir, il faut aux ouvriers, paysans et petites gens du Mali, se doter d'un Parti ouvrier révolutionnaire, tout comme est nécessaire la construction d'une Internationale ouvrière révolutionnaire afin de coordonner et diriger la lutte aux plans régional et mondial. Il appartient précisément aux militants ouvriers internationalistes dans les pays où ils interviennent, de mener une campagne inlassable contre le mauvais coup qui se prépare contre les peuples du Mali et de l'Afrique de l'Ouest.

Fabrice LEFRANCOIS, le 9 novembre 2012.

MASSACRE D'OUVRIERS PAR LE GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE EN AFRIQUE DU SUD : POUR LA VICTOIRE DES MINEURS DE MARIKANA ! GREVE GENERALE ! POUR L'AUTODEFENSE !

En Afrique du Sud, le 16 août 2012, la police du gouvernement de l'Alliance tripartite (ANC-SACP-COSATU) présidé par Zuma a perpétré un massacre parmi les travailleurs de la mine de platine de Marikana qui étaient en grève pour une augmentation de salaire depuis le 10 août : 34 travailleurs furent assassinés, dont 4 membres sur les 6 que comportait le comité de grève élu par les mineurs, et au moins 78 blessés, sans sommation.

L'Afrique du Sud est le plus gros producteur de platine du monde. La mine de Marikana appartient au groupe Lonmin, le troisième producteur de platine du monde, coté à la Bourse de Londres. Dans tout le pays, les salaires des mineurs sont aussi bas et leurs conditions de travail aussi déplorables que du temps de l'apartheid. La plupart des mineurs de Marikana

Son beau-frère est ministre de la justice. La COSATU fait partie de « l'Alliance tripartite » qui subordonne les organisations ouvrières de masse (la COSATU et le parti « communiste » SACP) au parti nationaliste bourgeois ANC.

Le SACP, qui est présent au gouvernement, avait préparé la répression policière.

On ne peut tolérer aujourd'hui que des gens recourent à la violence pour forcer les mineurs à rejoindre un syndicat particulier... Le Parti communiste sud-africain appelle la police à agir pour que les voyous qui ont remplacé la raison et le dialogue par des balles rendent des comptes. (SACP, Communiqué, 14 août)

Le lendemain du massacre, le 17 août, le président Zuma a



Grève des mineurs sud-africain (septembre et octobre 2012)

logent dans un bidonville. Ils travaillent 8 à 9 h sous terre à 40 °C pour 4 000 ou 5 000 rands (environ 400 euros ou 500 dollars) et demandent la revalorisation de leurs salaires à 15 000 rands. La grève avait été soutenue au départ par le syndicat AMCU. Pourtant, le 15 août, le secrétaire général de l'AMCU Joseph Mathunjwa et celui de la NUM Senzeni Zokwana s'étaient rendus ensemble sur place pour faire reprendre le travail. L'assemblée générale avait expulsé Zokwana et avait décidé la poursuite de la grève.

La NUM, affiliée à la confédération syndicale COSATU, était le syndicat traditionnel des mineurs, mais il commence à être concurrencé par l'AMCU à cause de sa collaboration ouverte avec le patronat. Il faut dire que l'ancien président du NUM, Cyril Ramaphosa, est aujourd'hui administrateur de Lonmin, donc un exploitateur direct des mineurs de Marikana.

décidé de mettre en place une « commission d'enquête », la diversion classique de tous les gouvernements bourgeois. Riah Phiyega, la chef de la police nationale, a déclaré le même jour que les policiers n'avaient fait que leur devoir et « ne devaient pas se repentir » de la mort des mineurs. Le 20 août, le procès « pour meurtre » de 250 mineurs arrêtés le 16 août a commencé alors que certains des travailleurs accusés se trouvent toujours à l'hôpital.

Pendant trois jours, le SACP a gardé le silence. Il n'en est sorti que pour blâmer le syndicat rival du NUM et soutenir le gouvernement, la police :

Tous nos souhaits de rétablissement à ceux qui ont été blessés, ouvriers et policiers. Le CC accueille favorablement l'annonce par le Président Zuma d'une

commission d'enquête... La commission présidentielle devra enquêter sur le comportement violent du faux syndicat AMCU... (SACP, Déclaration du Comité central, 19 août)

Toutes les bureaucraties syndicales et tous les partis réformistes sont des agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Les travailleurs ne doivent pas croire les « communistes » et les centristes qui essaient de les persuader, malgré l'expérience de la révolution espagnole de 1934-1937, de la révolution allemande de 1953, de la révolution hongroise de 1956 ou de la révolution chilienne de 1970-1973, que les partis qui viennent du stalinisme sont bien plus progressistes que ceux qui viennent du travaillisme ou de la sociale-démocratie. La sociale-démocratie a trahi depuis 1914 et le stalinisme depuis 1933. Depuis, les uns comme les autres défendent la patrie, tous renforcent l'armée et la police et même l'utilisent contre les travailleurs quand ils sont au pouvoir. En Grèce, le KKE est chauvin, a soutenu la répression de la jeunesse et divise délibérément les rangs ouvriers. En France, le PCF a participé de 1997 à 2002 au gouvernement qui a le plus privatisé. En Italie, le PRC et le PCdI ont soutenu le gouvernement Prodi qui a réduit les retraites. Aux États-Unis, le CPUSA appelle pour la deuxième fois à voter Obama. À Cuba, le parti unique PCC a licencié 500 000 travailleurs d'un coup et rétablit le capitalisme. En Chine, le parti unique PCC a restauré le capitalisme, interdit le syndicalisme indépendant, réprime les grèves et opprime les minorités nationales. En Russie, le KPRF est chauvin et xénophobe. En Afrique du Sud, le SACP participe au gouvernement bourgeois dirigé par l'ANC qui a assassiné les 34 mineurs. Et il y reste.

Le parti ANC est né comme un mouvement nationaliste bourgeois, qui exprimait les aspirations de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie noires, indiennes et métisses à partager le pouvoir et le capital avec la bourgeoisie blanche. En 1950, le parti stalinien SACP est devenu une composante de l'ANC, s'acharnant à soumettre les jeunes et les travailleurs à la direction bourgeoise du parti nationaliste.

En dépit de l'ANC, en 1976, la jeunesse de la banlieue noire de Soweto se souleva et puis les grèves se multiplièrent de la part des salariés noirs et métis. L'ANC, parvint, avec l'aide de l'appareil stalinien du SACP, de la bureaucratie syndicale du COSATU, à prendre le contrôle des syndicats ouvriers « non enregistrés » qui naissaient des luttes et à les

subordonner au « front uni anti-impérialiste » et à la « révolution par étapes » (d'abord la fin de l'apartheid, dans un avenir très lointain le socialisme).

Pourtant, la lutte des classes s'intensifia et, en 1990, l'impérialisme américain dut négocier avec la bureaucratie russe la transition en Afrique du Sud. Le gouvernement NP raciste, confronté à une situation révolutionnaire, libéra Mandela, accepta de légaliser l'ANC, le SACP et le PAC (un autre mouvement nationaliste) en 1990 et d'abolir l'apartheid en 1991. L'égalité raciale et les libertés démocratiques ont été un sous-produit de la lutte des classes et de la crainte de la part de la bourgeoisie locale et mondiale de la révolution prolétarienne.

Mais les masses noires et la classe ouvrière ont été frustrées de leur victoire par Mandela et l'Alliance tripartite, appuyés par toutes les Églises chrétiennes, qui ont préservé le capitalisme sud-africain et l'État bourgeois qui garantit l'exploitation. Certes, le drapeau a changé ; une petite minorité de Noirs, membres de l'ANC, du SACP et de la COSATU sont rentrés dans les sommets de l'État ou sont devenus des actionnaires et des patrons. Mais l'exploitation, la pauvreté et l'oppression sont restées le lot de la majorité ; les bourreaux du régime raciste sont restés impunis et la réforme agraire n'a pas été menée ; le gouvernement ANC-SACP a entrepris de privatiser les entreprises publiques ; la police et l'armée continuent de persécuter les immigrés (les noirs, pas les blancs), de réprimer les émeutes des townships et de briser les grèves.

Pour en finir, il faut un autre appareil syndical que la bureaucratie corrompue de la COSATU, une direction lutte de classe. Il faut un autre parti que le SACP réformiste vendu à la bourgeoisie sud-africaine, un vrai parti communiste, révolutionnaire et internationaliste. Il faut une autre économie que celle qui est basée sur la propriété privée, le salariat et la recherche du profit qui maintient les mineurs dans la misère, il faut le contrôle des producteurs et des consommateurs sur la production et la distribution. Il faut supprimer l'État bourgeois et son appareil répressif, le remplacer par les conseils des travailleurs et l'armement du peuple. Si les travailleurs de tout le pays encerclaient les commissariats, ils pourraient désarmer une fois pour tous les tueurs d'ouvriers. Ce serait le début de la révolution socialiste et de l'émancipation du continent.

**Libération de tous les mineurs emprisonnés,
cessation de toute poursuite judiciaire à l'égard des travailleurs de Marikana !**

Solidarité internationale de toutes les organisations ouvrières avec les travailleurs de Marikana !

Grève générale et milices ouvrières de tout le pays pour aider les mineurs et pour la satisfaction des revendications !

Expropriation sans indemnité ni rachat de Lonmin !

Armement général de la population et désarmement des mercenaires de la police permanente !

Gouvernement ouvrier et paysan !

États-Unis socialistes d'Afrique !

Collectif Révolution Permanente / Autriche, France, Pérou
Comité Communiste Internationaliste (Trotskyte) / France

le 23 août 2012.

**INTERVENTION AU CONGRES DU SYNDICAT CGT
DU CENTRE HOSPITALIER « GUILLAUME REGNIER » DE RENNES**

En 2007, l'État allemand et l'État français ne respectaient déjà pas les limites de 3 % du PIB de déficit public et de 60 % de dette publique qu'ils avaient imposées en 1992 et en 1997 aux autres pays de l'Union européenne. Les sanctions prévues par le « Pacte de stabilité et de croissance » ne furent pas appliquées.

En 2008, une nouvelle crise capitaliste a éclaté à l'échelle mondiale. Elle a frappé durement les travailleurs salariés, puisque le chômage mondial a frappé 34 millions de travailleurs supplémentaires en 2009 et que la persécution des travailleurs migrants s'est intensifiée.

Face au risque de faillite de ses groupes capitalistes, chaque gouvernement a abandonné le prétendu libéralisme. Partout, l'État a secouru les banques du pays et les entreprises automobiles du pays. Certains, au même moment, menaient des interventions impérialistes en Irak, en Afghanistan et en Libye. Par conséquent, les déficits publics se sont creusés et les dettes publiques ont gonflé. Ainsi, en 2010, le déficit public de l'Allemagne dirigée par Merkel atteignait 6 %, le double de la limite autorisée dans l'Union européenne, et le déficit public de la France dirigée par Sarkozy dépassait 8 %.

Les déficits publics sont la conséquence de l'aide aux grands groupes capitalistes nationaux de la finance et de l'industrie, mais aussi du refus de taxer les riches et ces mêmes grands groupes. Par exemple, en 2010, le groupe Total n'a pas payé un euro d'impôt sur les sociétés. En outre, le déficit, c'est autant de bénéfices pour les groupes de la finance qui prêtent aux États (banques, assurances, SICAV, fonds de pension...)

L'État allemand et l'État français imposent depuis 2010 l'austérité à l'État grec qui a dû demander l'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international puisque les groupes de la finance refusaient de continuer à lui prêter.

Maintenant, les mêmes États qui ont creusé les déficits invoquent la détérioration des finances publiques et la concurrence étrangère pour justifier l'austérité contre les travailleurs et pour aider les patrons à les exploiter (sous les vocables de « *flexibilité du marché du travail* » et de « *choc de compétitivité* »). Mais l'austérité n'est pas réservée à la zone euro, puisqu'elle touche aussi la Grande-Bretagne et les États-Unis. De même, la chasse aux immigrés (dont les Roms en France) n'est certainement pas imposée par le Parlement européen ou la Commission européenne.

Le mot d'ordre général aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France et en Espagne, c'est : plus de flics, moins d'indemnités pour les chômeurs, plus de prisons, moins

d'hôpitaux. Derrière la défense de l'industrie nationale et le retour à l'équilibre budgétaire, il s'agit de faire payer la crise capitaliste aux travailleurs : ce sont eux qui sont licenciés en masse, ce sont eux qui doivent accepter de travailler plus pour gagner moins, ce sont eux qui subissent la détérioration de la protection sociale et des services publics.

En mai et en juin, les travailleurs ont, pour la plupart, voté contre Sarkozy et contre l'UMP. Mais certainement pas pour subir des hausses d'impôts qui servent à verser des intérêts aux groupes de la finance, ni pour subir des plans de licenciement, ni pour subir les dépassements d'honoraires, ni pour subir les fermetures d'hôpitaux.

Or, le nouveau président et le nouveau gouvernement conservent, pour l'essentiel, l'orientation de Sarkozy et maintiennent la plupart de ses mesures (dont la loi Sarkozy-Woerth de retraite à 62 ans et la loi la loi Sarkozy-Bachelot HPST d'étranglement et de privatisation des hôpitaux publics). Leur projet de budget de l'État et leur projet de budget de la Sécurité sociale sont tournés avant tout contre les travailleurs. Le gouvernement accepte les licenciements et prépare l'augmentation de la CSG.

Les travailleurs ne peuvent donc accorder aucune confiance au gouvernement Hollande-Ayrault-Touraine.

En plus, Hollande et son gouvernement veulent paralyser la classe ouvrière en enchaînant les syndicats des travailleurs à la collaboration de classes. Ils proposent aux organisations syndicales de négocier les plans de licenciement des patrons, de négocier la flexibilité avec le Medef, de participer à la prétendue « *refondation de l'école* », de siéger au Conseil d'orientation des retraites qui prépare la prochaine attaque contre les retraites, d'adopter le prétendu « *pacte de confiance à l'hôpital* »...

En effet, les représentants des confédérations siègent au Conseil d'orientation des retraites. Ils discutent au siège du Medef de la destruction du Code du travail depuis le 4 octobre. Dans l'automobile, les représentants syndicaux discutent actuellement, site par site, des licenciements. Dans la santé, toutes les fédérations ont commencé à discuter du « *pacte de confiance* » depuis le 7 septembre...

Toute l'expérience de l'histoire et notre grève de février prouvent que seules les luttes paient. La première condition pour les mener est que les organisations syndicales rompent avec les patrons et le gouvernement qui capitule devant les patrons.

Rennes, le 4 novembre 2012.

MOTION A L'ADRESSE DE LA FEDERATION CGT DES SAPEURS POMPIERS

Chers camarades,

Vous avez été reçus, en intersyndicale avec la CFDT et la FA, par le ministre de l'intérieur VALLS le 19 septembre 2012 dans le cadre des recours engagés contre le protocole d'accord du 22 septembre 2011 et les décrets réformant la filière SPP.

1) Sur cette question VALLS a été très clair, pas question pour lui de remettre en cause la mise en application des décrets, il propose simplement d'utiliser la clause de revoyure pour reprendre les textes publiés pour, dit-il, rétablir une situation plus équitable pour les SPP des catégories B et C.

Le syndicat CGT SDIS 69

ne veut pas « le rétablissement d'une situation plus équitable »,

il veut la suppression des décrets réformant la filière SP.

Ce qu'à aucun moment la fédération n'a revendiqué.

2) Le ministre VALLS s'est dit « préoccupé par le dossier relatif au temps de travail ainsi que sur celui du statut des SPV ». Que dit la Fédération CGT dans un tract, intersyndical avec la CFDT et FA, sorti après le CNIS du 18 septembre 2012 : elle « réaffirme sa conviction de reconnaissance des SPV comme des salariés contractuels à temps partiel de la FPT ».

Le syndicat CGT SDIS 69

ne veut pas augmenter le poids des salariés contractuels, surtout à temps partiel, dans la FPT,

il veut l'application aux SPV du Code du Travail et

il veut l'augmentation des postes aux concours de SPP afin de pourvoir le plus de postes possibles par des fonctionnaires et non par des salariés précaires

3) Enfin, le tract intersyndical sorti après le 18 septembre 2012 se termine par : « *Comme pour la filière SPP, dès la parution des décrets (portant filière des SPV) nous formaliserons notre désaccord par tous recours juridiques appropriés* »

Le syndicat CGT SDIS 69 **ne veut pas que vous** attendiez « la sortie des décrets » l'arme au pied, pour formaliser nos désaccords surtout par des recours juridiques dont on sait où ils mènent au niveau national.

Le syndicat CGT SDIS 69 s'adresse donc à vous, camarades de la fédération CGT des SDIS, pour exiger que vous repreniez ses revendications :

- **retrait des décrets portant refonte de la filière des SPP, pas de participation aux négociations sur « l'amélioration » des décrets**
- **retrait immédiat du projet de décret portant charte et filière SPV, pas de négociation.**

Le bureau réuni le 8 novembre 2012

NB : SDIS : Service départemental d'incendie et de secours

SPP : sapeurs pompiers professionnels (agents de la fonction publique territoriale (FPT))

SPV : sapeurs pompiers volontaires (agents faisant des vacations pour le compte des SDIS)

Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à « **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes** ».

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM : Prénom :

Adresse :

E-mail (facultatif) :

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5,00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse

de Louis RASCLE 24, allée des Platanes 69500 BRON

Signature :